

هكذا من الامم

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION  
BOURSE

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 12

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE N° 14161 - 5 F

MERCREDI 8 AOUT 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

Vingt-neuf ans après l'avoir déclenchée

## L'ANC suspend la lutte armée en Afrique du Sud

### Un succès de la raison

Le pire n'est donc jamais survenu. Alors que le mégalomane Saddam Hussein joue avec le feu au risque d'embraser le Proche-Orient, une bonne nouvelle provient d'Afrique australe : après des heures de négociations serrées avec le président De Klerk, les dirigeants de l'ANC - le Congrès national africain - conduits par Nelson Mandela ont accepté dans la nuit du lundi 6 au mardi 7 août de « suspendre » toute action armée, avec effet immédiat.

La décision a dû beaucoup coûter aux militants anti-apartheid. Non seulement parce qu'elle revient pour eux à abandonner une carte importante, mais surtout parce qu'elle était lourde de divisions : si Nelson Mandela y était sans doute favorable depuis pas mal de temps, il n'en allait pas de même pour certains autres dirigeants de l'ANC. Ce serait-ce que parce qu'il sera fort difficile de la faire respecter par ces jeunes générations des ghettos, qui n'ont connu depuis leur naissance que la douleur ou l'ivresse de la violence et qui acceptent mal la difficile voie du dialogue et de la cohabitation choisie par le président De Klerk et Nelson Mandela.

CETTE suspension de la lutte armée, qui avait été déclenchée dès 1961 et à laquelle Mandela prit d'ailleurs part avant son arrestation quelques années plus tard, n'en était pas moins une condition indispensable à la poursuite de la politique d'ouverture inaugurée avec courage et lucidité par M. De Klerk : en butte à l'hostilité croissante des éléments les plus conservateurs et les plus racistes de la communauté blanche, il lui était de plus en plus difficile de justifier sa politique devant ses électeurs sans pouvoir invoquer au moins un résultat tangible, la fin des attentats.

Conformément aux prévisions, l'ANC ne quitte d'ailleurs pas la table des négociations les mains vides puisqu'il est admis que tous ses prisonniers politiques seront libérés à partir du 1<sup>er</sup> septembre et que ses derniers exilés pourront aussi regagner l'Afrique du Sud.

TOUT cela ne signifie pas cependant que la violence va disparaître du pays. La raison a toujours du mal à s'imposer à la passion dans ce genre de situation : les extrémistes de chaque communauté ne manqueront pas de se manifester dans l'espoir de torpiller une solution de compromis qui ne peut, par définition, donner entière satisfaction à personne.

Chaque communauté fera encore les frais de ces pulsions suicidaires, mais ce seront les Noirs qui paieront la plus lourde contribution, car une vraie guerre civile et tribale les oppose depuis longtemps, faisant des morts par milliers. A court terme, beaucoup dépendra donc de la capacité des dirigeants modérés de chaque communauté à contrôler leurs « troupes » respectives. A plus long terme, de la rapidité avec laquelle ils s'entendront pour définir le cadre et les institutions d'une Afrique du Sud multiraciale.

Car seule l'audace peut prendre de court les tentatives de l'apocryphe.

Après vingt-neuf ans de guerre larvée contre le régime de Pretoria, le Congrès national africain (ANC) a décidé de jeter le gant.

Selon les termes de l'accord, présenté dans la nuit du 6 au 7 août par MM. Nelson Mandela et Frederik De Klerk, l'ANC s'est engagé à suspendre sa lutte armée, ouvrant ainsi la voie à des négociations officielles sur l'élaboration d'une nouvelle constitution et, plus largement, sur l'abolition de l'apartheid.

Cet accord historique prévoit également la libération des prisonniers politiques et le retour en Afrique du Sud des opposants en exil.

(Lire page 7 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER.)

Tandis que les Américains poursuivent le déploiement des navires de l'US Navy en direction du Golfe, l'Irak, soumis à des sanctions renforcées, a mis en garde lundi 6 août les Etats-Unis contre toute ingérence dans le conflit. Bagdad a affirmé mardi 7 août ne plus retenir d'étrangers.

Les sanctions. - Le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté lundi 6 août une résolution instaurant le boycott économique, financier et militaire de l'Irak. Seuls parmi les quinze membres du Conseil, Cuba et le Yémen se sont abstenus. Page 4

Tandis que les mouvements militaires s'intensifient dans la région

## Les sanctions économiques contre l'Irak sont renforcées Bagdad affirme ne plus retenir de ressortissants étrangers



Bagdad a annoncé mardi 7 août qu'elle allait autoriser les étrangers à quitter ces deux pays par voie terrestre, via la Jordanie.

Les mouvements militaires. - Ils se sont intensifiés dans la région du Golfe où trois navires de soutien logistique supplémentaire de l'US Navy ont été dépêchés. Des bâtiments britanniques, français et soviétiques font également route vers le Golfe. Des bombardiers américains, basés en Grande-Bretagne, sont arrivés en Turquie dans la soirée de lundi.

La position américaine. - Les Etats-Unis ont déclaré lundi qu'il était « clairement de leur intérêt national » de mettre un terme à l'agression irakienne. Le secrétaire américain à la Défense, M. Richard Cheney, a eu des entretiens à Ryad

avec les dirigeants saoudiens tandis que le secrétaire d'Etat, M. Baker, était attendu à Ankara. Bagdad a mis en garde Washington, déclarant que si les troupes américaines intervenaient dans la région, l'Irak « embarrasserait » les Etats-Unis et attaquerait l'Arabie saoudite si celle-ci fermait son oléoduc vers la mer Rouge.

Pages 3 et 4

Le prix du brut. - Le prix du pétrole continue à augmenter. A New-York lundi soir, le baril valait plus de 28 dollars, son plus haut niveau depuis cinq ans. Il a progressé de plus de 30 % depuis le début de la crise. Très dépendant de ses importations énergétiques, le Japon prépare des mesures pour faire face à une éventuelle pénurie de brut.

Page 5

Les marchés boursiers. - La hausse du brut ravive aussi les craintes d'une reprise de l'inflation et provoque toujours de vives inquiétudes sur les marchés boursiers. Après la nouvelle chute de Wall Street lundi (-3,3 %), Tokyo a également perdu 3,3 % mardi, atteignant son plus bas niveau de l'année. Dans la matinée, les marchés européens semblaient se ressaisir. Le dollar regagnait également un peu du terrain perdu. Il cotait 5,29 francs à Paris. Pages 16 et 20

## Echec à la démocratie au Pakistan

Destituée par le chef de l'Etat, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto, premier ministre depuis vingt mois, a été victime d'une coalition d'oppositions hétéroclites et de l'hostilité des militaires

Treize ans après son père, Ali Bhutto, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto a été renversée lundi 6 août. Le chef de l'opposition, M. Ghulam Mustafa Jatoi, a été chargé d'expédier les affaires courantes jusqu'aux prochaines élections, prévues le 24 octobre prochain. M<sup>me</sup> Bhutto était au pouvoir depuis décembre 1988. Washington estime qu'il s'agit d'une « affaire intérieure » pakistanaise.

C'est lundi 6 août à 17 h 20 heure locale (13 h 20 heure de Paris) que le président pakistanais a annoncé à la presse

la révocation de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto. M. Ghulam Ishaq Khan a justifié sa décision par des motifs constitutionnels, mais surtout par des accusations « de corruption et de népotisme » qui, selon lui, « avaient atteint de telles proportions que le bon fonctionnement du gouvernement » était devenu impossible.

Il a nommé premier ministre par intérim le chef de l'opposition, M. Ghulam Mustafa Jatoi, et annoncé que de nouvelles élections auraient lieu le 24 octobre prochain. M. Jatoi a immédiatement prêté serment.

Le chef de l'Etat a également instauré l'état d'urgence, invoquant « la menace d'une agression extérieure et de troubles internes échappant au contrôle

des gouvernements provinciaux ». Mais il n'a pas jugé bon de prévenir le premier ministre de sa décision. Celle-ci a dû, selon son porte-parole, lui téléphoner elle-même pour en avoir confirmation.

M<sup>me</sup> Bhutto, élue démocratiquement en novembre 1988, a réagi vivement à ce qu'elle a qualifié de « coup d'Etat constitutionnel ».

Elle a appelé ses partisans au calme « en dépit de l'importance de la provocation », dénoncé les accusations « vagues et sans substance » et l'installation d'un gouvernement « non représentatif » ; elle a enfin annoncé une prochaine réunion de la direction de son organisation, le Parti du peuple (PPP).

Mais, derrière les gesticulations verbales, c'est le non-dit qui semble expliquer la chute du premier gouvernement sorti d'élections libres au Pakistan depuis les années 70, dans un pays plus habitué aux hommes forts - surtout militaires - qu'aux démocrates.

Car, même renversée, M<sup>me</sup> Bhutto n'a pas osé évoquer directement le rôle de l'armée dans sa chute, se contentant d'affirmer que le président avait été contraint de dissoudre l'Assemblée, « laissant à votre imagination », a-t-elle dit, le soin de savoir si les généraux étaient à l'origine de cette décision.

PATRICE DE BEER  
Lire la suite  
et nos informations page 6

### L'unification allemande

Les sociaux-démocrates veulent accélérer le mouvement mais refusent des élections anticipées

page 7

### Les dépenses de santé

La méthode douce du gouvernement permettra-t-elle d'éviter un plan de rigueur ?

page 17

### Frissons fin de siècle

Le feuilleton de Jean-Pierre Rioux 17. - La bombe du Terminus

page 2

Le sommaire complet se trouve page 22

## LE MONDE

diplomatique

août 1990

● CONQUÉRANTE ALLEMAGNE. - Grâce à l'action de ses consortiums industriels, les « Konzerns », la future Allemagne dominera les trois zones économiques européennes (CEE, AELE et COMECON). Laurent Carroué montre comment cette formidable puissance financière et économique, profitant de la faiblesse de ses partenaires de la CEE, s'apprête à dicter sa loi au Vieux Continent.

● LA GUERRE FROIDE RACONTÉE AUX ENFANTS. - L'éroulement du mur de Berlin et les récentes décisions du sommet de l'OTAN ont précipité la fin de la guerre froide. Philippe Videlier rappelle comment, dans les bandes dessinées françaises, la guerre froide était naguère racontée aux enfants.

Également au sommaire :

- SUD : Les pays les moins avancés, par Yves Berthelot et Ambroise Laurent.
- AFRIQUE : Vieilles guerres autour de la mer Rouge, par Philippe Leymarie.
- ALBANIE : Temps de réforme, par Jean-Michel de Waele.
- JAPON : S'entourer à l'immigration, par Karoline Postel-Vinay.
- ÉTATS-UNIS : Qui subventionne la culture ?, par Patrick Talbot.

En vente chez votre marchand de journaux

## La mort de Jacques Soustelle

Celui qui fut pendant vingt ans le fidèle parmi les fidèles de de Gaulle ne lui avait pas pardonné sa « trahison algérienne »

M. Jacques Soustelle, ancien ministre du Général de Gaulle, ethnologue et membre de l'Académie Française est décédé dans la nuit du lundi 6 août au mardi 7 août à Neuilly-sur-Seine. Il était âgé de soixante-dix-huit ans.

Un jeune savant parfaitement « heureux » au milieu de « ces Indiens taciturnes aux yeux d'obsidienne qui font résonner de nos jours le langage de l'antiquité », devenu chef des services spéciaux, ministre, gouverneur général de l'Algérie, opposant farouche à celui dont il fut un fidèle parmi les fidèles, exilé pendant de longues années avant d'entreprendre une nouvelle carrière politique, tel a été Jacques Soustelle. On dira ailleurs ce que fut l'éminent spécialiste des civilisations précolombiennes pour n'évoquer ici que

l'homme d'action et le politique.

Né à Montpellier le 3 février 1912, d'une modeste famille cévenole et protestante, reçu premier à dix-sept ans à l'Ecole normale supérieure, agrégé de philosophie, il appartient à la phalange des jeunes ethnologues du Musée de l'homme. Comme son maître, le professeur Jean Rivet, qui prendra parti lui aussi vingt ans plus tard pour l'Algérie française, et beaucoup de ses camarades qui se retrouveront dans la Résistance, il milite à l'extrême gauche non communiste et devient membre du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes puis secrétaire général de l'Union des intellectuels antifascistes, créée après Munich pour combattre la propagande hitlérienne.

Lorsque la guerre éclate, il est en mission en Amérique. Ses convictions, plus que sa confiance dans l'avenir de la France libre (« Je n'y croyais pas beaucoup ») l'amè-

nent, dès juillet 1940, à rallier le général de Gaulle. Délégué de la France libre en Amérique latine, il expose les buts du mouvement et lui recrute des sympathisants.

Il revient en 1942 pour être chargé de l'information au Comité national, le « gouvernement » français de Londres.

JEAN PLANCHAIS  
Lire la suite page 8

### SCIENCES ♦ MÉDECINE

#### Le débat sur l'euthanasie

Un entretien avec le docteur Maurice Abiven, président de la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs.

pages 11 et 12

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 650 m.; Allemagne, 2,20 DM ; Autriche, 22 SCH ; Belgique, 33 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Réunion, 8 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Danemark, 12 KRD ; Espagne, 175 PTA ; Grèce, 70 p.; Hongrie, 150 HGR ; Islande, 90 p.; Italie, 2.000 L ; Luxembourg, 33 FR ; Norvège, 13 KRN ; Pays-Bas, 2,50 FL ; Portugal, 160 ESC ; Sénégal, 275 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,70 PF ; USA (NY), 1,75 \$ ; USA (autres), 2 \$.



# Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

## 17. La bombe du Terminus

Un millier d'anarchistes actifs, imprégnés de Proudhon et de Louise Michel. Parmi eux, une poignée d'exaltés. Leur coup d'éclat : l'assassinat du président de la République, Sadi Carnot.

C E soir-là, 12 février 1894, au café Terminus de la gare Saint-Lazare, la vie est belle. L'orchestre est en vogue, les garçons à long tablier glissent à pas feutrés, portant à bras tendus des plats et des boissons. Des caissiers, des comptables, des dames mûres entretenant à tout hasard leur flou artistique, de jeunes employés en transit vers la banlieue, des commerçants des moyens, des pékins du quartier et des voisins descendus des Batignolles sont attablés, et dégustent leur petit concert en sirotant la limonade. Que joue-t-on ? Du Vincent d'Indy, *Martha* de Flotow ou un menuet aigrelet ? Nul ne s'en souviendra.

Juste avant 9 heures, le jeune homme blond qui patientait derrière un guéridon, près de la porte, sort de la poche de son paletot une sorte de boîte de conserve, comme s'il voulait casser la croûte. Mais non, il se lève, la lance en l'air en direction des musiciens, tourne les talons et s'enfuit. Fumée, sifflement de balles, éclats de verre du lustre où l'engin rebondit, puis explosion de tables surchargées, hurlements, galo-pades. Un chef de bureau crie : « Sauve qui peut ! », « des femmes embourbées par leurs larges jupons s'écrasent sur le verre brisé », des flammes de sang : dix-sept personnes sont fauchées, et l'une d'elles à jamais.

Dans la rue Saint-Lazare, puis la rue d'Isly, la chasse à l'homme est déjà engagée. Le garçon de café Tissier renonce quand le fuyard lui tire un coup de revolver, dont la balle s'écrase sur un bouton de sa veste. L'agent Poisson, un ancien sergent du Tonkin, prend le relais : une nouvelle balle le transperce. Vers la rue de Rome, enfin, deux autres municipaux aidés par des passants maîtrisent à grand-peine le forcené, un gamin pâle avec trois poils au menton. Au poste, crânement, il amusera la galerie trois jours durant, pour laisser aux camarades le temps de démembrer le petit arsenal de chimiste qui encombre son pied-à-terre à Belleville. Puis il se nomme : Emile Henry, vingt et un ans, fils d'un condamné de la Commune, ancien habitué du prix d'excellence à l'école, ancien admissible à Polytechnique, gagné à l'idée et fier de mourir pour elle.

Tandis qu'on décore de la Légion d'honneur le vaillant Poisson sur son lit de douleur, la police sort ses fiches, enquête, confronte, presse l'enfant nihiliste. Il avoue. C'est bien lui, aidé par des complices, qui a déposé le 8 novembre 1893 une petite marmite au 11, avenue de l'Opéra, au siège parisien de la Société des mines de Carmaux. Les grévistes, là-bas dans leur Tarn, n'ont pas osé brûler les stocks de charbon ou saboter les pompes, ils ont négocié et repris le travail : Henry a voulu le venger en mettant à sac le centre nerveux du capital qui les exploite, leur prouver que « seuls les anarchistes sont capables de dévouement ». Hélas, la machine infernale repérée, transportée au commissariat de la rue des Bons-Enfants, y explose : un terrifiant carnage, un amoncellement de débris hachés, cinq morts informes.

Henry, impassible, poursuit le récit de ses hauts faits. Lorsqu'il a appris, le 7 février, qu'on a guillotiné Vaillant, son frère, qui n'avait balancé que des débris de fonte sur les députés, il a chargé de 120 balles une nouvelle boîte, appliquant la loi du talion du petit groupe terroriste qui entend activer ainsi les affaires de l'anarchie : « Une tête, une bombe ». Il a erré, au soir du 12, délaissant les établissements « où il n'y avait pas assez de monde ». Puis, il est entré au Terminus, a attendu qu'il s'emplit et a allumé la mèche avec son cigare : « Je voulais tuer ». Son seul regret ? N'avoir pas expédié assez de « bourgeois ».

Aux assises, le 27 avril, le petit Saint-Just, toujours aussi pâle et sage, s'applique à « jouer la sortie d'un troisième rôle

de drame populaire », note l'*Illustration*, pour que vive l'anarchie. « Les mains rouges comme la robe du président », titre Gaston Leroux pour le *Matin*, il réplique, méprisant et pincé. Il argumente, fait des mots d'esprit, récite sa leçon d'école trop doué : « Dans cette guerre sans pitié que nous avons déclarée à la bourgeoisie, nous ne demandons aucune pitié. Nous donnons la mort, nous savons la subir. Aussi, c'est avec indifférence que j'attends votre verdict. Je sais que ma tête n'est pas la dernière que vous couperez, d'autres tomberont encore, car les meurtres de faim commencent à connaître le chemin de vos cafés et de vos grands restaurants. Mais ce que vous ne pourrez jamais détruire, c'est l'anarchie, car elle est née au sein d'une société pourrie qui se disloque. Elle finira par vous vaincre et par vous tuer. » Banale péroraison.

Mais il a lâché au président, qui l'adjure d'expliquer pourquoi il s'en est pris délibérément aux modestes et aux faibles, l'atroce conviction du poseur de bombes : « Il n'y a pas d'innocents ». Les jurés l'expédieront sans tergiverser chez M. Deibler. Mais Henry basculera moins dignement qu'il ne l'avait rêvé. Barrés, présent à l'exécution derrière la machine, a bien vu que « le malheureux essaie d'imposer son orgueil de cerveau à ses membres de pauvre enfant ».

Combien y avait-il de ces « pauvres enfants » ? Jean Maitron a repéré à peu près 1 000 anarchistes actifs pour toute la France, avec un va-et-vient significatif d'étrangers, des Italiens, des Espagnols, quelques Anglais et quelques Russes, qui peuvent venir endoctriner ou prêter main-forte. Ce petit monde est très surveillé et bien infiltré par la police, qui joue à l'occasion de la provocation : la rumeur est déjà solidement établie que tout rassemblement libertaire dépassant deux personnes compte au moins en son sein un « indic » ou un filic. Puis on dénombre 4 500 sympathisants qui affichent leurs opinions en lisant la presse anarchiste, qui pourfend les pourris, la *Révolution* de Jean Grave, le *Père Peinard* d'Emile Pouget, les petits brûlots de province comme l'*Insurgé* de Lyon ou la *Mistouffe* des « Résolus » de Dijon. Ils ont tous en tête leur catéchisme, des bribes de Kropotkine, de Proudhon, de Louise Michel, de Sébastien Faure et d'Elisée Reclus. Ils sont souvent artisans ou compagnons. Bien présents dans les régions à forte concentration ouvrière, ils naviguent déjà dans les Bourses du Travail et les syndicats, reniflant la violence qui monte dans les grèves et les défilés du 1<sup>er</sup> Mai.

E ST-CE à dire qu'ils sont tous prêts à jouer aux terroristes ? Non, et loin s'en faut. La plupart crient allègrement « Mort aux vaches ! », hantent les réunions dans les arrière-salles d'estaminets, collent à la pâte ouvrière sans se soucier d'imiter les frères poseurs de bombe de Barcelone, de Turin, de Pétersbourg ou de Chicago. Et, en propos les conscients, ils sont plus que circonspects face aux clameurs de soutien qui leur viennent de la faune bigarrée et petite-bourgeoise de jeunes écrivains symbolistes, enivrés par l'odeur du fulminat de mercure. Parmi ceux-ci, soit dit en passant, un seul, Octave Mirbeau, saura raison garder : « Un ennemi mortel de l'anarchie n'est pas mieux agi que cet Emile Henry », écrit-il dans le *Journal* le 19 février 1894, lorsqu'il lança son inexplicable bombe, au milieu de tranquilles et anonymes personnes, venues dans un café pour y boire un bock avant d'aller se coucher. L'anarchie a bon dos. C'est une mode aujourd'hui, chez les criminels, de se réclamer d'elle quand ils ont perpétré un beau coup.

De fait, une poignée d'exaltés, grossie par quelques cerveaux comme Henry, a surenchérit, est passée à la « propagande par le fait » et à la « reprise individuelle », a glissé vers le crime. En 1892,

Ravachol, premier « Jésus » de la Cause, a endommagé deux immeubles boulevard Saint-Germain et rue de Clichy. Un placard est alors collé sur les murs de Paris, qui s'intitule sobrement : « On n'en tuera jamais assez ». Ravachol arrêté, ses amis dynamitent le restaurant Véry et y laissent deux morts, traquent les magistrats instructeurs, pillent des bijouteries. L'épidémie, pourtant, semble enrayerée après l'exécution de Ravachol en juillet.

Mais tout repart un an plus tard, à l'automne 1893. L'engin d'Henry ravage la rue des Bons-Enfants le 8 novembre. Le 13, le cordonnier Léauthier plonge son tranchet fraîchement repassé dans le cœur d'un diplomate de Serbie qui dinait au Bouillon Duval. Le 9 décembre, Vaillant bombarde l'hémicycle du Palais-Bourbon. Puis son exécution relance la vague, avec Henry au Terminus. La presse ouvre alors à la hâte une rubrique « Dynamite » : de février à juin 1894 se succèdent l'explosion du faubourg Saint-Jacques et de la rue Saint-Martin (20 février), celle de la Madeleine, où Pauwels saute avec sa bombe (15 mars). Puis celle du restaurant Foyot (4 avril), où, par une brutale ironie du sort, l'écrivain Laurent Tailhade, qui dinait là en galante compagnie, perd un œil, lui qui avait si volontiers ciselé sa formule au lendemain de l'attentat de Vaillant : « Qu'importe les victimes si le geste est beau ? Qu'importe la mort de vagues humanités si, par elle, s'affirme l'individu ? ». Il faudra convenir que « l'anarchie, porteur de flambeau », frappe aveuglément. L'assassinat du président Carnot par Caserio, à Lyon le 24 juin, est l'effroyable point d'orgue de ce cycle terroriste.

Mais l'exécution du petit Lombard de vingt ans, le 15 août, n'est suivie d'aucun regain de fureur. Quelques jeunes énergumènes ennemis de l'ordre établi vont se spécialiser désormais dans le vol à main armée. Jusqu'aux heureux temps de la bande à Bonnot. Mais le gros des libertaires, pendant et après cet orage, reste immergé dans le mouvement ouvrier et contribue à y faire vivre un syndicalisme d'action directe moins expéditif, dans l'attente d'une grève générale qui apurera tous les comptes et dont la mise en œuvre est autrement révolutionnaire.

La République n'a pas plié sous l'assaut, montrant qu'une démocratie peut combattre le terrorisme. Le bon exemple avait été donné le 9 décembre 1893

par Charles Dupuy lançant avec sang-froid « La séance continue ! » dans la Chambre enfumée. Casimir-Perier, alors président du conseil, avait renchérit : « Il y a dans ce pays des lois qui protègent la société ; elles sont confiées à notre garde : nous les appliquerons ».

M AIS leur arsenal semble insuffisant pour faire face à l'urgence, malgré un renforcement du dispositif répressif depuis avril 1892. Le 12 décembre, députés et sénateurs ont donc vivement adopté la première de ces « lois scélérates », disent les libertaires et toutes les gauches, qui réduisent l'anarchisme au délit de droit commun, refusent à ses actes tout caractère d'infraction politique et frappent toute apologie de son idéal. Le 18, la fabrication et la détention d'explosifs est plus sévèrement contrôlée, et toute « entente » militante assimilée à une association de malfaiteurs. Le 26 juillet 1894, dans l'émotion de l'assassinat de Carnot, on redouble de sévérité contre la propagande subversive.

Et le pouvoir politique, tout au long de la crise, couvre systématiquement les illégalités des policiers qui traquent le gibier terroriste, perquisitionnent, interceptent, farfouillent du côté des syndicats et des gréviculteurs et « serrent » les interpellés. Magistrats et juges, en correctionnelle comme aux assises, sont sommés pour leur part d'être d'une fermeté exemplaire, de condamner sans appel, de faire prononcer des verdicts populaires sans équivoque et de sauvegarder l'avenir en usant largement d'un droit renforcé de relégation pour les individus estimés les plus dangereux. La République fait plus que flirter avec un régime pénal d'exception, très au large du droit commun. Elle réprime violemment les actes. Et elle incrimine les idées.

C'est ainsi que le 6 août 1894, quatre jours après la condamnation de Caserio par la cour du Rhône, le jury de la Seine eut à connaître des forfaits d'une « association de malfaiteurs », la bande des « Trente » : tous les responsables des journaux anarchistes ou anarchisants, présents ou en fuite, Grave et Pouget, Faure et Matha, Fénéon et Bernard, Zo d'Axa et Châtel, flanqués à tout hasard, pour faire bonne mesure, de quelques poètes chevelus et même de crocheteurs de serrures récidivistes, dont Ortiz, « un

joli commis de nouveautés » qui entreposait le butin. Les jurés auront la sagesse d'acquitter les accusés politiques et d'expédier les cambrioleurs aux travaux forcés. Et le lieutenant des gardes républicains de service vint lui-même serrer chaudement la main des diables.

L'alerte, cependant, a été chaude. Dans l'éclat des bombes, l'Etat libéral a sorti les crocs et géré à son aise quelques règles du droit. Dès avant le terrorisme anarchiste, puis pendant et après son déchaînement, la République fin de siècle a persévéré dans son vieux travers : faire mieux que surveiller les libertés de ses adversaires déclarés. Comme l'a plaisamment dit Jean Rivero : « A l'âge d'or, pourvu qu'on ne fût ni congréganiste, ni anarchiste, ni nationaliste, ni ouvrier en grève, ni prince du sang, chacun jouissait d'une liberté totale, protégée par des juges entièrement dociles au pouvoir ».

Prochain épisode  
La science impériale  
de M. Durkheim

Sur France-Culture

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».  
• Mardi 7 août : La bombe du Terminus.  
• Mercredi 8 août : La science impériale de M. Durkheim.

Pour en savoir plus

► *La République contre les libertés ?*, de Jean-Pierre Machelon, Presses de la FNSP, 1978.  
► *Le Mouvement anarchiste en France*, 2 vol., Maspero, 1975, et *Ravachol et les Anarchistes*, Julliard, 1984, de Jean Maitron.  
► *Combats politiques*, d'Octave Mirbeau, Librairie Séguier, 1990.  
► *La Terreur noire*, d'André Salmon, J.-J. Pauvert, 1959.  
► *Imbécillités et gradins*, de Laurent Tailhade, R. Laffont, 1969.  
► *En dehors*, de Zo d'Axa, Champ libre, 1974.



Les terroristes fabriquent eux-mêmes leurs bombes : des dizaines de balles et du fulminate de mercure, dans une boîte de conserve.

هكذا من زلزل



# Les ressortissants étrangers retenus par Bagdad auraient été autorisés à partir

L'occupation du Koweït par l'Irak

L'épreuve de force qui se dessinait entre l'Irak et la communauté internationale, États-Unis en tête à propos des occidentaux retenus à Bagdad a été évitée. L'Irak aurait autorisé ce mardi 7 août les étrangers vivant au Koweït ou en Irak à partir par voie terrestre via la Jordanie. La première alerte à ce sujet avait été donnée par le Foreign Office à Londres, qui avait annoncé lundi après-midi que les forces irakiennes avaient regroupé des citoyens britanniques et américains se trouvant à l'aéroport de Koweït et dans deux hôtels de la ville, pour les emmener par car à Bagdad.

Parmi eux se trouvaient des passagers d'un vol de la compagnie British Airways Londres-Madras bloqué à Koweït. L'avion transportait 366 passagers, mais le ministre britannique ignorait combien d'entre eux avaient été emmenés en Irak et s'il y avait des ressortissants d'autres nationalités. A Paris, un porte-parole du ministère français des affaires étrangères a annoncé que 72 Français étaient bloqués depuis jeudi dernier à Koweït, l'avion de British Airways à bord duquel ils se trouvaient ayant été empêché de redécoller. Ces 72 Français ont été répartis dans des hôtels de Bagdad et ont été «correctement traités», a déclaré le porte-parole.

Le ministre ouest-allemand des affaires étrangères avait de son côté fait état de transfert en Irak, «apparemment par bus», d'Allemands de l'Ouest dont le nombre n'a pas été précisé qui se trouvaient dans plusieurs hôtels de Koweït. Il avait aussi exigé du gouvernement de Bagdad qu'il laisse sortir tous les Allemands qui y avaient été emmenés. Le chargé d'affaires irakien à Bonn a été convoqué lundi au ministère pour

prendre note de cette demande, ainsi que d'une protestation du gouvernement ouest-allemand contre le mauvais traitement infligé à une ressortissante allemande au Koweït, qui a été malmenée par des soldats irakiens.

Environ 100 à 1 050 Allemands se trouvaient ce week-end dans les hôtels internationaux de Koweït, tandis qu'un total environ 400 à 500 ressortissants allemands dont 300 résidents étaient dans l'émirat au moment de l'invasion. Les troupes irakiennes, a indiqué quelques heures plus tard le porte-parole du département d'Etat, M<sup>me</sup> Margaret Tutwiler, se sont emparées lundi de 28 ressortissants américains dans des hôtels et les ont fait monter dans des autobus pour une destination inconnue.

Les États-Unis «tiennent l'Irak responsable de la sécurité des Américains et de tous les ressortissants étrangers au Koweït», avait souligné M<sup>me</sup> Tutwiler qui a précisé que l'ambassadeur d'Irak à Washington, M. Mohamed el Mashat, avait été convoqué au département d'Etat. La tension demeure cependant et Washington a ordonné aux membres «non essentiels» des représentations diplomatiques des États-Unis au Koweït et en Irak de quitter ces pays «dès que la situation le permettra», a annoncé pour sa part le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater. Il a ajouté cependant que les États-Unis n'avaient pas l'intention à l'heure actuelle de rompre les relations diplomatiques avec l'Irak, soulignant que la présence de diplomates américains à Bagdad «était importante» pour conserver une influence et des communications dans la région, compte tenu de la situa-

tion actuelle.

Sur le plan diplomatique, le secrétaire à la défense, M. Dick Cheney, accompagné d'un groupe conséquent de hauts responsables du Pentagone, est arrivé dans la matinée de lundi à Ryad, porteur, selon le New York Times, d'informations très détaillées des services de renseignement américains, destinées à montrer aux Saoudiens l'étendue des préparatifs militaires irakiens. Sa visite est destinée à obtenir un éventuel accès aux pistes d'aviation et aux installations navales du royaume wahhabite. «Quand la nécessité se fera sentir, nous voulons avoir des options disponibles», a déclaré un responsable du Pentagone cité par le journal. Le voyage de M. Cheney est également destiné à rassurer l'Arabie saoudite sur la détermination de Washington à obtenir le retrait des Irakiens du Koweït et à rétablir le gouvernement légitime de l'émirat.

## Un avertissement de M. Saddam Hussein

A Bagdad, le président irakien Saddam Hussein a mis en garde, lundi, en recevant le chargé d'affaires de l'ambassade des États-Unis, contre «tout agissement qui porterait atteinte à la stabilité et à la sécurité dans la région du Golfe». Le président irakien, qui a chargé le diplomate américain de transmettre un message «verbal» au président George Bush sur les «relations bilatérales et la conjoncture dans la région» du Golfe, a affirmé que son pays «est en mesure d'assurer sa souveraineté, ses intérêts et ses droits» et que «la disposition de l'Irak au sacrifice est à son plus haut

niveau, en dépit de toutes les pressions et les menaces». Il a toutefois souligné le souci de son pays d'avoir «des relations normales» avec les États-Unis «sur la base du respect mutuel» et sa détermination à «sauvegarder la paix et la sécurité dans la région», ainsi que «son respect des intérêts internationaux légitimes» dans le Golfe.

Par ailleurs, le chef de l'Etat irakien a réitéré, au cours de son entretien avec le chargé d'affaires américain, «la profondeur des relations entre l'Irak et l'Arabie saoudite», rappelant que Bagdad et Ryad sont liées par un traité de non-agression signé en 1989. «La sécurité de l'Arabie saoudite est intimement liée à celle de l'Irak», a ajouté M. Hussein, affirmant que «l'Irak respectera ses engagements». Evoquant les informations sur le déploiement des forces irakiennes dans des secteurs proches des frontières saoudiennes, le président irakien les a qualifiées d'«allégations» qu'on veut, a-t-il dit, «utiliser comme prétexte pour intervenir dans la région et pour justifier une agression contre l'Irak».

Les propos du président Saddam Hussein rapportés par l'agence d'information irakienne ne correspondent pas à ceux cités par le Washington Post. Selon ce journal, le président Saddam Hussein a déclaré au cours de ce même entretien que la conquête du Koweït par l'Irak était irréversible et que si les forces américaines intervenaient dans la région, l'Irak «embarrasserait» les États-Unis. Toujours selon le Washington Post, le président Hussein a déclaré que si l'Arabie saoudite fermait les oléoducs acheminant le pétrole brut irakien à travers le désert saoudien vers un port de la mer Rouge, l'Irak attaquerait le royaume wahhabite.

## Intensification des mouvements militaires

### Des bombardiers américains seraient arrivés en Turquie

Des bombardiers américains FB-111, normalement basés en Grande-Bretagne et semblables à ceux utilisés pour l'attaque contre la Libye en 1986, sont arrivés en Turquie, ont annoncé lundi soir 6 août les chaînes de télévision américaines NBC et CBS. «Ces bombardiers FB-111, normalement basés en Grande-Bretagne, ont été déployés sur la base aérienne d'Incirlik, à 600 km de la frontière irakienne», a indiqué l'une de ces deux chaînes. La base d'Incirlik est située non loin de la côte sud de la Turquie, au nord de Chypre, près d'Adana.

Selon un responsable du Pentagone ayant requis l'anonymat, cité par NBC, il s'agit d'une «pure coïncidence si ces bombardiers effectuent des exercices sont si près de l'Irak en cette période de crise». Ce responsable a précisé que les États-Unis étaient actuellement engagés dans des manœuvres à l'échelle mondiale — «Giant Warrior» — annoncées le 15 juin. Il a ajouté que l'on pouvait, dans ces conditions, s'attendre à constater la présence d'appareils de combat américains dans des endroits inhabituels.

Par ailleurs, l'US Navy a poursuivi lundi les déploiements de ses navires de guerre. Le Pentagone a ainsi indiqué que le porte-avions Independence se trouvait toujours lundi dans l'océan Indien avec son escorte de trois destroyers. Trois navires de soutien logistique supplémentaires faisaient toutefois route vers cette région, ont précisé des sources du département de la défense ayant requis l'anonymat. Selon les mêmes

sources, l'Independence se trouve à présent en mer d'Arabie, soit à l'entrée du Golfe, ce qui met des objectifs irakiens au Koweït à portée de ses avions, constatent les observateurs.

Cinq navires équipés d'engins amphibies se dirigent de leur côté vers Camp-Lejeune (Caroline du Nord), pour y embarquer un contingent de 2 100 «marines», a annoncé par ailleurs le Pentagone. Cette flottille doit rejoindre le porte-avions

Saratoga qui sera en Méditerranée dans la semaine à venir. Celui-ci sera également rejoint par le cuirassé Wisconsin, qui devait quitter Norfolk (Virginie) mardi. Trois autres navires doivent également quitter cette base mardi dans le cadre de déploiements «prévus auparavant», selon les termes d'un porte-parole de la flotte de l'Atlantique.

Le porte-avions Eisenhower, accompagné de ses douze navires

## Les étrangers au Koweït : plus de la moitié de la population

Le Koweït, où sont bloqués des centaines d'Européens et d'Américains depuis le début de l'invasion irakienne, abrite d'importantes communautés étrangères, notamment palestiniennes et asiatiques. En fait, sur une population totale de près de deux millions, il y a un million et quart d'étrangers. Quelque 3 000 Américains, employés en majorité dans le secteur pétrolier, résident au Koweït. Les Britanniques (4 500 environ) sont présents dans l'industrie pétrolière et dans le secteur des affaires. En période estivale, ils sont beaucoup moins nombreux, les familles rejoignant leur pays d'origine. En revanche, Français, Allemands et Italiens sont beaucoup moins présents au Koweït. Selon le Quai d'Orsay, il y a actuellement

250 Français dans l'émirat, plus un certain nombre de personnes de passage ou en transit entre deux vols.

Les Palestiniens, dont le nombre est estimé à 400 000, forment la plus importante communauté étrangère de Koweït.

Les Égyptiens, estimés à plus de 50 000, occupent d'importantes positions dans l'enseignement. Le nombre des Irakiens se situe avant l'invasion autour des 60 000. Les Indiens, avec 100 000 personnes, les Pakistanais avec 85 000, les ressortissants du Bangladesh (80 000), les Sri Lankais (70 000) constituent enfin un réservoir de main-d'œuvre pour le bâtiment et les services. Les Philippines (60 000) sont en majorité employés de maison.

## En Israël

### L'armée va distribuer des masques à gaz à la population

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Les chemins de la guerre psychologique et de la dissuasion sont multiples. Au moment où l'Etat hébreu veut faire prendre conscience aux Occidentaux de la menace que représente l'arsenal de missiles irakiens, l'armée israélienne annonce qu'elle va distribuer des masques à gaz à la population.

A vrai dire, il s'agit d'un programme déjà ancien et qui, en tout état de cause, ne sera pas mis en œuvre avant un prochain. Mais sans doute n'était-il pas tout à fait innocent d'en reparler haut et fort quelques jours après l'invasion du Koweït par l'Irak. C'est là une façon de redire à quel point on prend au sérieux les menaces irakiennes d'utiliser l'arme chimique contre l'Etat hébreu. En fait, les autorités israéliennes doivent agir, en ce domaine, avec une extrême prudence : il ne faut ni affoler la population ni mener une campagne qui pourrait être dangereusement

interprétée à Bagdad ou à Damas.

Le programme en question date de plusieurs mois. Il ne s'agit, à ce stade, que d'un projet qui devrait consister à distribuer des masques dans deux villes-test (Tel Aviv et Safed) afin de voir si l'opération peut être étendue à tout le pays. «Il y a déjà des masques pour tout le monde», disent les milieux officiels, mais ils sont gardés dans les dépôts des services de la défense civile et leur distribution, en cas d'attaque chimique, pourrait prendre du temps.

## Mise en garde aux sociétés étrangères

La presse rappelle qu'une telle distribution à domicile avait déjà eu lieu il y a quelques années en Israël, mais que l'opération s'était soldée par un échec retentissant : les familles n'ont pas entrepris les masques, les ont donnés aux enfants en guise de déguisement de carnaval ou les ont mis pour aller sulfater leur jardin.

Si la presse n'accorde qu'une fai-

ble importance à cette affaire, une autre campagne est en cours qui paraît destinée à dissuader toute compagnie étrangère privée d'entamer ou de poursuivre avec l'Irak une collaboration de nature à doter le régime de Bagdad de l'arme atomique. Ancien responsable des services de renseignements (le Mossad), le président de la commission de la défense et des affaires étrangères de la Knesset, M. Eliyahu Ben Elissar, a lancé, dimanche 5 août, une mise en garde publique à l'intention de plusieurs sociétés étrangères. Il a évoqué — sans autre précision — des sociétés ouest-allemandes et françaises, accusées d'aider l'Irak dans les domaines des missiles et du nucléaire.

«Elles doivent cesser tout contact (avec l'Irak) dans les heures ou les jours à venir», a-t-il dit, ajoutant de manière mystérieuse : «Ceux qui doivent comprendre le message comprendront.» Coïncidence ou discrète campagne inspirée en haut lieu ? Le même jour, deux quotidiens, le Jerusalem Post et le Yedioth Aharonoth, publiaient des

articles en forme d'avertissement dans le même sens. Le Post rappelle que les services israéliens avaient adressé des lettres piégées à des savants allemands qui, au début des années 60, collaboraient à la mise au point de fusées égyptiennes.

Depuis le raid de l'aviation israélienne, en 1981, contre le réacteur que l'Irak développait en collaboration avec la France, les responsables de l'Etat hébreu taisent qu'aucun gouvernement occidental n'a été directement impliqué dans le programme nucléaire irakien. Ce n'est pas le cas de plusieurs sociétés privées — européennes et autres — et leur apport, selon les instituts stratégiques israéliens, devrait permettre au régime de Bagdad de disposer de l'arme atomique dans un délai de cinq à dix ans. L'hebdomadaire ouest-allemand Der Spiegel et The New York Times ont récemment désigné des sociétés ouest-allemandes et brésiliennes.

ALAIN FRACHON

## Les forces armées de Ryad font pâle figure face à celles de Bagdad

Face à la redoutable armée constituée par M. Saddam Hussein durant les huit ans de la guerre du Golfe qui l'opposa au régime iranien de l'imam Khomeini, les forces armées de Ryad font pâle figure. Ainsi, le régime de Bagdad possède exactement dix fois plus de chars que son voisin saoudien (5 500 contre 550). Une disproportion par ailleurs tout aussi impressionnante au niveau de l'artillerie lourde et des lance-missiles (3 500 postes de tirs irakiens contre 450 saoudiens), de l'aviation de combat (510 unités à Bagdad pour 180 à Ryad) ou des hélicoptères armés (160 contre 20). Mais cette infériorité numérique incontestable n'est sans doute pas, à l'heure actuelle, le handicap majeur de l'Arabie saoudite, face à son orgueilleux voisin irakien. Le Royaume wahhabite souffre surtout d'un certain vieillissement de son matériel de guerre.

Ainsi que Bagdad dispose d'un équipement militaire des plus sophistiqués — certains observateurs font, par exemple, état du côté irakien de près d'un millier de missiles Exocet, — le régime de Ryad vient à peine d'engager le renouvellement de son armement. Ainsi, ce n'est qu'à l'automne prochain que sera ratifié un contrat de 29 milliards de francs portant sur l'acquisition de 315 chars de combat M-1A2 Abrams (auprès du constructeur américain General Dynamics) visant à remplacer les «vieux» AMX-30 (français) et M-60A1 Chrysler (américains). De même, il y a tout juste deux mois, Ryad signait un contrat de

renovation de son système Shafine de défense anti-aérienne, avec Thomson, pour un montant de 2,5 milliards de francs (ce système Shafine de protection anti-aériens et anti-missiles est l'adaptation du réseau de défense sol-air par missiles Crotale commandé aux Français en 1986, qui s'était élevé à 35 milliards de francs).

## Une chasse gardée des États-Unis

Les «marchands de canons» de l'Hexagone obtiennent certains contrats auprès de Ryad, comme cette commande, en mars 1989, pour 18 milliards de francs, de 600 missiles de défense anti-aérienne Mistral (similaires aux Stinger américains utilisés par la résistance afghane lors de l'occupation soviétique), de deux frégates et d'un hélicoptère embarqué de type Dauphin, le marché saoudien reste la chasse gardée des industriels de l'armement américain et, à un moindre degré, britannique. Ainsi, pour le renouvellement de son parc de chars, Ryad a finalement opté, et ce n'est pas une surprise, pour le modèle américain M-1A2 Abrams, dépassant les outsiders français (AMX-40), anglais et brésiliens. Un affrontement militaire irako-saoudien verrait, en fait, s'opposer deux arsenaux très différents, d'origine soviétique et française du côté de Bagdad, américaine et britannique à Ryad.

OLIVIER LUCAZEAU

Les assureurs Lloyd's relèvent les primes de guerre dans le Golfe.

Le comité des risques de guerre du groupe d'assurances Lloyd's a annoncé, lundi 6 août à New-York, qu'elle allait augmenter ses tarifs de 10 % sur tous ses vols afin de compenser l'augmentation du coût du pétrole. Cette hausse des tarifs devait être effective dès jeudi pour les vols domestiques et à compter du 15 août pour les liaisons internationales. Pan Am est la deuxième compagnie aérienne à augmenter ses tarifs en raison de la crise irako-koweïtienne, après l'annonce vendredi par Northwest Airlines d'une augmentation de 8 dollars du prix de tous ses billets. — (AFP)

La Pan Am augmente ses tarifs de 10 %. — La compagnie aérienne américaine Pan American World Airways (Pan Am) a annoncé, lundi 6 août à New-York, qu'elle allait augmenter ses tarifs de 10 % sur tous ses vols afin de compenser l'augmentation du coût du pétrole. Cette hausse des tarifs devait être effective dès jeudi pour les vols domestiques et à compter du 15 août pour les liaisons internationales. Pan Am est la deuxième compagnie aérienne à augmenter ses tarifs en raison de la crise irako-koweïtienne, après l'annonce vendredi par Northwest Airlines d'une augmentation de 8 dollars du prix de tous ses billets. — (AFP)

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES



## PROCHE-ORIENT

### L'occupation du Koweït par l'Irak

Le Conseil de l'OTAN a tenu, lundi 6 août à Bruxelles, une réunion extraordinaire consacrée à la crise dans le Golfe, qui a permis de dégager entre les représentants permanents des seize Etats membres « une proche identité de vues sur la nécessité d'appliquer des sanctions susceptibles de faire comprendre à l'Irak que l'invasion du Koweït est inacceptable ». L'hypothèse d'une intervention militaire américaine n'a pas été examinée au cours de cette réunion, mais les pays de l'OTAN poursuivent leurs « consultations » à Bruxelles, notamment au niveau du comité politique, selon un porte-parole de l'organisation. On soulignait à l'OTAN l'atmosphère « d'exceptionnelle coopération » de ces derniers ; la Turquie, seul Etat de l'Alliance atlantique à avoir une frontière avec l'Irak, s'est vue assurer de la solidarité

de ses alliés au moment où on lui demande de prendre des sanctions contre Bagdad.

Le premier ministre britannique, M<sup>me</sup> Margaret Thatcher, a évoqué la possibilité d'un blocus si les sanctions décidées par les Nations unies contre l'Irak se révélaient inefficaces. Selon M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, deux frégates britanniques se trouvent actuellement dans le Golfe « pour rassurer nos amis dans le sud du Golfe et participer à toute action collective éventuelle ». Interrogé lundi par la BBC, M. Hurd a tenu à « rappeler aux Irakiens qu'ils sont responsables des citoyens britanniques » en Irak et au Koweït — quelque cinq mille personnes au total, — dont trente-cinq ont été interpellés au Koweït et amenés à Bagdad. A Damas, le ministre irakien des affaires étrangères, Ali Akbar Velayati, a assuré, à

l'issue d'une rencontre avec le président syrien, que l'Irak et la Syrie « ne resteraient pas indifférents » devant l'invasion du Koweït. L'Irak a démenti lundi avoir été informé préalablement par Bagdad des intentions irakiennes à l'égard du Koweït, afin de faire monter les cours du pétrole, comme l'a affirmé la presse américaine.

A leur tour, le Luxembourg, les Pays-Bas et la Belgique ont annoncé lundi qu'ils étendaient aux avoirs irakiens le gel, déjà décrété, des avoirs koweïtiens dans ces pays. Le gouvernement de Hongkong a également décidé de geler les avoirs koweïtiens et irakiens dans la colonie britannique. De son côté, l'Australie a décrété une série de sanctions économiques contre l'Irak, notamment l'arrêt des importations de pétrole irakien et koweïtien et un embargo sur ses ventes d'armes à

l'Irak, ainsi que l'interdiction de la vente de pièces de rechange à l'armée de l'air de Bagdad. Enfin, le Brésil a annoncé la suspension immédiate de tous ses échanges commerciaux avec l'Irak, quelques heures après le vote du Conseil de sécurité des Nations unies en faveur de sanctions.

A Dubaï, on apprenait, mardi 7 août, que l'Irak avait réduit le débit du pétrole qu'il exporte par oléoduc à travers l'Arabie saoudite.

A Tokyo, l'incertitude sur les répercussions sur l'économie japonaise de la crise dans le Golfe inquiète fortement les milieux économiques et financiers provoquant lundi une nouvelle chute de la Bourse. Les actions japonaises ont perdu en moyenne lundi 3,1 %, tandis que les taux d'intérêt à long terme dépassaient 8 % pour la première fois en sept ans. — (AFP, AP, Reuters.)

## Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé le boycottage commercial, financier et militaire de Bagdad

NEW-YORK (Nations unies) correspondance

Le Conseil de sécurité a voté lundi 6 août à l'unanimité la résolution 661, qui décide de l'application de sanctions économiques, commerciales, financières et militaires contre l'Irak.

Tous les pays membres du Conseil (1) ont voté cette résolution, sauf le Yémen — seul pays arabe qui s'est abstenu — et Cuba, qui se sont abstenus. Aux termes de ce texte, la résolution 661, tous les Etats membres de l'ONU empêcheront tout contact économique avec l'Irak et le Koweït jusqu'à ce qu'ils se retirent de la zone irakienne et à la restauration du gouvernement légitime du Koweït. Ce boycottage inclut les importations de pétrole irakien et koweïtien. La résolution interdit en particulier les ventes et fournitures d'armes ainsi que tout transfert de ressources financières ou

économiques vers l'Irak et le Koweït. Le texte appelle « tous les Etats, y compris les Etats non membres de l'ONU », à respecter cette résolution « nonobstant tout contrat passé ou toute licence accordée » avant son adoption.

Un comité comprenant des représentants de tous les membres du Conseil de sécurité a été constitué pour contrôler l'application de ces sanctions. M. Xavier Pérez de Cuellar rendra compte dans trente jours des résultats du boycottage.

Cette résolution est une victoire pour les Etats-Unis. Deux heures après l'invasion du Koweït, le Conseil se réunissait à leur demande pour condamner l'agression, et cinq jours plus tard ils obtenaient la quasi-unanimité et sans aucun amendement l'adoption de leur projet de résolution. L'URSS, ancien soutien de l'Irak et son principal pourvoyeur en armes, ainsi que la Chine, qu'on croyait réticente, ont voté les sanctions. L'am-

bassadeur du Koweït a remercié le Conseil de sécurité, qui, a-t-il dit, représente « la conscience du monde ». L'ambassadeur irakien, M. Ali Anbari, a pour sa part déclaré la résolution « illégale » et estimé que les Etats-Unis « utilisent le Conseil de sécurité comme leur propre ministère des affaires étrangères ». Il a ajouté que son pays avait engagé le retrait des troupes et que vingt-sept véhicules étaient déjà rentrés en Irak. A quoi l'ambassadeur américain, M. Pickering, qui avait écouté cette intervention d'un air amusé, a répondu qu'à ce rythme le retrait de mille véhicules prendrait quarante jours, que des milliers sont entrés au Koweït et que de toute façon nul ne croit plus un mot des déclarations irakiennes.

Le représentant de Cuba, M. Alarcón de Quesada, s'est lancé dans une longue tirade dénonçant les « doubles critères » appliqués par les Etats-Unis et rappelant que le Conseil n'était jamais parvenu à imposer des sanc-

tions contre Israël. Il a fait allusion aux interventions américaines à Panama et à la Grenade et ajouté que les « marines » venaient d'entrer au Libéria sans avoir été « invités ». Le représentant du Yémen a, pour sa part, qualifié la résolution d'« ingérence dans les affaires intérieures arabes ».

C'est la troisième fois depuis 1945 que le Conseil de sécurité décide un embargo militaire contre un des pays membres de l'ONU. De telles sanctions avaient été adoptées en 1967 contre la Rhodésie et en 1979 contre l'Afrique du Sud.

AFSANE BASSIR POUR

(1) Les quinze membres du Conseil de sécurité sont les suivants : Etats-Unis, Chine, URSS, France, Grande-Bretagne (à titre permanent) ; Côte d'Ivoire, Cuba, Canada, Colombie, Ethiopie, Finlande, Malaisie, Roumanie, Yémen, Zaïre (non permanents).

## Mobilisation politique à Paris

La France a réagi très vite à l'agression irakienne contre le Koweït, aussi vite que les Etats-Unis et que la Grande-Bretagne, plus vite que certains autres de ses partenaires de la Communauté européenne. Dès le jeudi 2 août, M. Mitterrand se trouvant à Latche, le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, particulièrement présent dans les médias, témoignait de la mobilisation du Quai d'Orsay.

Il annonçait le gel des avoirs irakiens et koweïtiens en France et la suspension des livraisons d'armes à l'Irak une confirmation, disait M. Dumas, puisque l'Irak était mauvais payeur, on avait déjà suspendu les livraisons depuis quelques mois. Le ministre évoquait, par ailleurs la possibilité pour la communauté internationale de prendre des sanctions contre l'Irak auxquelles Paris, disait-il, s'associerait. Il laissait enfin entendre que le coup de force de l'Irak annulerait certainement la France à « revoir sa position dans la région ». M. Dumas ne précisait pas sa pensée. Cette crise éclatait quelques jours après la libération d'Anis Naccache à Paris. Certains firent le rapprochement et voulurent voir dans la promptitude des réactions françaises l'influence propre du ministre des affaires étrangères qui, pendant les années de la guerre du Golfe, avait tenté d'obtenir quelque peu les positions françaises dans un sens moins favorable à l'Irak. On affirme aujourd'hui à l'Elysée que le consensus s'est fait immédiatement entre les divers responsables français et administratifs concernés, dès l'entrée des Irakiens au Koweït sans l'attente à avoir : « Il n'y avait pas beaucoup à s'interroger, compte tenu de la brutalité de l'intervention », dit-on.

### Conseil extraordinaire

Le dispositif normal en pareilles circonstances s'était mis en place dès le jeudi 2 août. Une cellule de crise rassemblant, sous la présidence du directeur de cabinet de M. Roland Dumas, les diplomates concernés, des représentants de l'Elysée, de Matignon et des ministères concernés dont ceux de l'économie et de la défense, ainsi que de la DGSE et de la SGMN, s'est réunie deux fois par jour du 2 au 4 août, puis une fois par jour depuis dimanche. « C'est une structure rigide, dit-on, les participants savent ce qu'ils ont à y faire », en l'occurrence l'analyse des dernières informations et la préparation des décisions à prendre.

M. François Mitterrand, de Latche, avait pris contact dès jeudi

avec Roland Dumas et décidait samedi de rentrer à Paris pour réunir en fin d'après-midi un conseil extraordinaire des ministres concernés. Le président de la République s'était entretenu par téléphone vendredi avec M. George Bush. Ce dernier l'a rappelé mardi « à huit heures et demie du matin », précise-t-on à l'Elysée. Samedi, le président de la République appelait M. Gorbatchev, M. Andreotti et M<sup>me</sup> Thatcher, ainsi que M. Mubarak. Dimanche, il s'entretenait avec le roi Fahd.

Après les premières mesures de jeudi, la France annonçait, samedi matin, l'interdiction des importations de pétrole irakien et koweïtien. Le lendemain, les directeurs politiques des ministères des affaires étrangères des pays membres de la Communauté se réunissaient à Rome, à la demande de plusieurs de ces pays dont la France, mais pas seulement d'elle. Les Douze décidaient d'un certain nombre de mesures dont quelques-unes déjà prises par Paris et par Londres.

Vendredi, enfin, Paris décidait de suspendre la coopération militaire avec l'Irak, en particulier les opérations de formation. Cela ne concernait que six pilotes irakiens en stage en France, un « détail » que les médias n'avaient pas manqué de relever comme une légère contradiction et qui faisait effectivement assez mauvais effet dans le tableau, parce que rappelant de façon inopportune que la France avait été l'un des principaux pourvoyeurs d'armes de l'Irak.

Les contacts diplomatiques se poursuivent, ceux aussi de l'état-major français avec les Américains. La question qui se pose aujourd'hui est celle des mesures à prendre pour faire respecter l'embargo pétrolier et de l'éventuelle nécessité d'établir un blocus des oléoducs et du Golfe.

Un large consensus international s'est très vite dessiné sur cette affaire et les diverses mesures prises par Paris en ont été facilitées. Du moins la France n'aura-t-elle cette fois pas été à la traîne. Si certains responsables y insistent beaucoup, comme si cette attitude avait été particulièrement en pointe, c'est évidemment parce que la France a sur le sujet irakien beaucoup plus à se faire pardonner que d'autres.

C. T.

## Quatre pilotes irakiens en formation en France ont quitté la base aérienne de Cazaux

Quatre pilotes irakiens, qui suivent une formation au sein des forces aériennes françaises à Cazaux (Gironde), ont quitté la base aérienne lundi 6 août vers 16 h 30 accompagnés d'un officier de l'armée de l'air. Le ministre de la Défense n'a pas voulu indiquer mardi 7 août la destination des officiers irakiens mais précise qu'ils se trouvent toujours sur le territoire national.

« Ils rentreront en Irak quand ils le souhaiteront et quand l'espace aérien irakien aura été rouvert », a ajouté le ministre des affaires étrangères.

L'entraînement de ces pilotes avait été interrompu vendredi 3 août, affirme le ministre de la Défense « dès l'annonce des

sanctions prises contre l'Irak ». Sur la base de Cazaux, on indiquait cependant mardi que leurs vols n'avaient été suspendus que lundi 6 août. Selon un responsable de la base, les Irakiens suivent « une formation classique sur Alpha-Jet de pilote de chasse, comme d'autres officiers étrangers ».

Le ministère de la défense a également affirmé que ces quatre pilotes étaient « les seuls irakiens actuellement en formation militaire dans les forces armées françaises ». Le Quai d'Orsay précise pour sa part qu'une dizaine d'irakiens ont suivi cette année un entraînement militaire en France.

## Devant la tiédeur de l'opinion publique Les médias américains « mobilisent » ...

WASHINGTON correspondance

« Je suis dégoûté. Ce fou de Saddam m'oblige à payer plus cher mon essence... » La réaction de la station-service de l'avenue de New-York, est partagée par la majorité des Américains, qui accusent au fil des jours les compagnies pétrolières américaines de profiter de l'occasion pour augmenter de 5 à 125 % le tarif de l'essence.

A dire vrai, le seul spectre de la guerre qui semble hanter l'Américain moyen écrasé par la chaleur estivale, c'est bien celui de la guerre des prix. Dans les programmes de télévision et dans les journaux, les images des panneaux des stations-services indiquant une flambée des tarifs, ainsi que les articles rappelant les mauvais souvenirs des longues files d'attente devant les pompes à essence au moment de la dernière crise pétrolière en 1979 figurent en bonne place.

### Racisme latent

Jusqu'à nouvel ordre, les menées guerrières de Saddam Hussein n'inquiètent pas outre mesure le grand public ; la réaction était bien différente en décembre dernier lors de l'intervention américaine à Panama, où les « marines » étaient en première ligne pour combattre le star médiatisé qu'était Noriega. Cette fois, la géographie n'étant pas en général un des points forts de l'enseignement américain (selon certains sondages, nombreux sont ceux qui ne peuvent identifier la place exacte qu'occupent les différents Etats à l'intérieur des Etats-Unis), il faut bien reconnaître que l'opinion situe mal l'Irak et le Koweït, pays peu connus dont on sait seulement qu'ils « produisent du pétrole ». Quant aux leaders arabes, on ne fait pas la distinction entre les « bons » et les « mauvais » Arabes, tous étant considérés,

d'après les commentaires de la rue, comme des « nouveaux riches » qui devraient être bien contents qu'on leur achète leur pétrole.

La crise ravive ainsi un racisme latent à l'égard des Arabes, mais provoque aussi des réactions contradictoires. Un premier courant voudrait que les Etats-Unis se montrent plus résolu dans leur rôle de «gendarmes » et interviennent militairement, sans hésiter, pour la défense des intérêts américains. L'autre réaction relève d'un vieux isolationnisme entretenu par l'ignorance et s'exprimant ainsi : « Pourquoi les Américains devraient-ils prendre des risques pour assurer l'approvisionnement en pétrole des Européens et des Japonais ? »

Aussi, les médias, notamment la télévision, ont, ces derniers jours, fait un gros effort pour informer le public et l'alerter sur l'énormité des enjeux. On veut, de toute évidence, à la fois « réveiller » et conditionner l'opinion publique, voire la préparer à une intervention militaire. Et le télé-spectateur, promu stratège en chambre à l'heure du dîner, est littéralement gavé de détails sur les mouvements des forces navales américaines, la concentration des appareils venant des bases étrangères ou américaines et les supputations des experts interrogés à longueur d'antenne. La tactique semble payée de succès en apprenant, lundi 6 août, que les hommes de Saddam Hussein s'étaient emparés de plusieurs ressortissants étrangers au Koweït, le grand public émergeant de sa relative indifférence, et se souvenant de la mésaventure de la cinquantaine d'otages américains de Khmeiny, a commencé à exprimer une réelle inquiétude pour tous ceux des trois à quatre mille Américains encore sur place au Koweït...

HENRI PIERRE

## Après la fermeture partielle de l'oléoduc de Yumurtalik La Turquie prise dans l'engrenage de la crise du Golfe

ISTANBUL

de notre correspondant

La fermeture par l'Irak, lundi après-midi 6 août, d'une des conduites du double pipeline qui transporte son pétrole jusqu'au port turc de Yumurtalik constitue le premier signe concret que les sanctions économiques imposées par la communauté internationale commencent à porter leurs fruits.

Deux ou trois pétroliers seulement (contre une douzaine en temps normal) pompaient le pétrole irakien lundi et, selon des cadres de la compagnie d'Etat turque qui gère l'oléoduc, plusieurs bateaux sont repartis à vide, après avoir reçu l'ordre de ne pas charger, contraignant ainsi l'Irak à réduire le flot de son précieux carburant, faute de clients.

### Dix bases militaires

« En prenant la décision de fermer le pipeline, l'Irak a été une épée du pied à la Turquie », explique un diplomate occidental. La Turquie, qui, depuis plusieurs jours, faisait face à d'intenses pressions de la part de la communauté internationale, pourra ainsi fermer la seconde partie de l'oléoduc qui fonctionne encore à 44 % sans pour autant encourir la colère du régime irakien, qui, en 1989, détenait la seconde place parmi ses partenaires commerciaux et lui fournissait 40 % de sa consommation pétrolière.

« Nous acceptons la décision des Nations unies si nous sommes certains que la résolution sera respectée par tous », déclarait prudemment M. Kaya Toperi, le porte-parole du président Ozal, avant le vote du Conseil de sécurité des Nations unies, qui devait confirmer une unanimité « historique » contre l'Irak. Mais le soulagement des Turcs aura été de courte durée. L'annonce inattendue de l'arrivée, jeudi, du secrétaire d'Etat américain, James Baker, qui s'entretiendra avec le président Ozal, semble confirmer que les Etats-Unis sont déterminés à ne négliger aucun effort

pour contraindre l'Irak à se retirer du Koweït. La Turquie, dont l'armée de 800 000 hommes est la seconde de l'OTAN, abrite plus de dix bases militaires dont l'importance serait cruciale en cas d'intervention armée contre l'Irak. Mais à ce stade, rien ne permet de supposer que la Turquie autoriserait l'OTAN à utiliser les bases aériennes situées sur son territoire pour lancer une attaque contre son voisin. « Une action militaire ne devrait pas être nécessaire », a déclaré M. Toperi.

La Turquie, considérée par l'Occident comme un élément de stabilité proche du monde arabe, se trouve petit à petit prise dans l'engrenage et risque d'assumer un rôle plus important qu'elle ne le souhaite dans la crise du Golfe. d'autant plus que le président Ozal, déterminé à prouver, aussi bien aux chefs d'Etat étrangers qu'à ses propres compatriotes, qu'il est l'homme fort du pays et le seul interlocuteur valable, a engagé une intense activité diplomatique. Après avoir reçu dimanche le vice-premier ministre irakien, Taha Yassine Ramadan, qui s'est présenté à Ankara en uniforme et révoquer au côté le président Ozal devant donner un compte rendu de ses échanges diplomatiques à une délégation irakienne envoyée spécialement lundi soir par le président Rafsanjani.

Mais des voix se font entendre en Turquie qui pensent qu'un rôle trop actif pourrait se révéler néfaste pour le pays, qui, jusqu'à présent, a des relations satisfaisantes avec l'Irak. « Le ministère des affaires étrangères freine des quatre fers », affirme un diplomate. Le commentateur politique Sami Kohen, du quotidien *Milleyet*, estime que la Turquie ne devrait pas jouer un rôle trop actif dans la négociation : « Dans un match de boxe, l'arbitre reçoit parfois des coups, explique-t-il. Je pense que la Turquie devrait se limiter à jouer un rôle de conciliateur. »

NICOLE POPE

هكذا من زلزل



## PROCHE-ORIENT

### L'occupation du Koweït par l'Irak Paris impose un embargo total aux échanges maritimes

Conséquence de la décision de Paris (à l'image d'autres capitales occidentales) d'appliquer un embargo total sur les relations avec l'Irak : le gouvernement vient de demander aux importateurs de brut et de produits raffinés de ne plus réceptionner ces hydrocarbures s'ils viennent, directement ou indirectement, d'Irak et du Koweït. MM. Mellick (transports maritimes), Fauroux (énergie) et Bérégovoy (douanes) ont adressé lundi 6 août des instructions précises dans ce sens à la dizaine d'importateurs français de brut titulaires d'une licence pour dix ans et connus sous la dénomination « importateurs A 10 » et à la centaine d'importateurs de produits raffinés appelés « A 5 ». Environ 90 % des importations françaises de produits pétroliers empruntent la voie maritime.

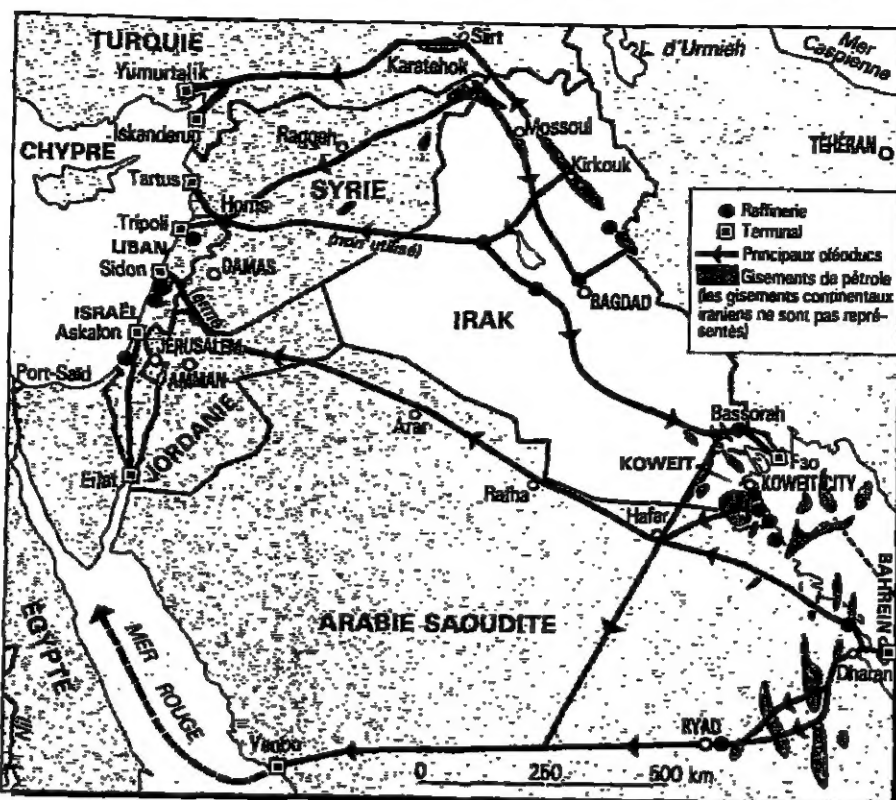
Mais ces importations peuvent se faire soit par des navires battant pavillon français (treize gros pétroliers et trente-trois caboteurs de plus petite taille), donc faciles à contrôler, soit par des navires loués (on dit affrétés) sur le marché mondial par des opérateurs français, mais dont les mouvements sont évidemment moins aisés à repérer. C'est la raison pour laquelle le ministère de la mer a pris le 6 août au soir une série de dispositions juridiques permettant un contrôle rigoureux non seulement des navires nationaux mais aussi de ceux qui sont affrétés ainsi que des quelques cargos français eux-mêmes loués à des transporteurs étrangers. En vertu d'un décret du 22 juillet 1965, l'administration a un droit de regard sur les affrètements dans la mesure où ceux-ci seraient contraires à l'intérêt national. Ce droit peut aller jusqu'à l'interdiction d'affrètement.

D'autre part, si la situation l'exigeait, le gouvernement pourrait, en s'appuyant sur un décret du 1<sup>er</sup> mars 1973, imposer un dispositif total de contrôle de la navigation maritime vers ou en provenance de l'Irak.

Lundi 6 août, l'embargo français ne portait que sur les produits pétroliers en provenance de l'Irak et du Koweït et sur les navires spécialisés affectés à ces trafics. Mais, mardi 7 août, il a été décidé d'élargir l'embargo à tous les trafics de marchandises avec ces pays et donc à tout type de navires. Un décret en conseil des ministres devait, dans ce but, être signé dans la journée, et le ministre de la mer, M. Mellick, devait envoyer au Comité central des armateurs de France (CCAF) une lettre demandant aux compagnies de supprimer leurs escales dans les ports irakiens et koweïtiens qu'ils fréquentent habituellement.

#### Le prix du pétrole au plus haut

La tension dans le Golfe a continué à faire monter le prix du pétrole sur le marché libre, prix qui n'ont évidemment plus rien à voir avec le prix théorique de référence de 21 dollars le baril arrêté par l'OPEP le 27 juillet à Genève. A New-York le baril de la qualité West Texas Intermediaire a clôturé le 6 août en hausse de 3,56 dollars, à 28,05 dollars, son plus haut cours depuis cinq ans. En huit jours le prix du baril a augmenté de 30,25 %. A Tokyo mardi le baril s'affichait à 24,75 dollars.



### Rotterdam confisquera les cargaisons pétrolières irakiennes et koweïtiennes

Les navires pétroliers irakiens et koweïtiens qui ont quitté le Proche-Orient avant le week-end dernier peuvent toujours livrer leur cargaison à Rotterdam. Toutefois, à la demande de La Haye, les autorités du plus grand port du monde procéderont vraisemblablement à la confiscation d'éventuelles cargaisons ayant quitté ultérieurement l'Irak ou le Koweït.

AMSTERDAM  
Correspondance

Les Pays-Bas mettront rigoureusement à exécution les mesures de boycottage décidées par les Douze samedi 4 août à Rome. Les autorités néerlandaises redoutent en effet que le envoi pur et simple des cargaisons irakiennes et koweïtiennes ne conduise à de multiples transbordements clandestins en pleine mer, à bord de pétroliers d'autres nationalités.

Le contrôle au port sera difficile, puisque de nombreuses raffineries de pétrole sont installées à Rotterdam. Parmi ces raffineries, figure précisément une des trois usines exploitées par la Kuwait Petroleum (KPC) en Europe occidentale (les deux autres sont situées en Italie et au Danemark). Cette raffinerie qui emploie trois cent soixante personnes et qui produit 75 000 barils par jour approvisionne une grande partie des six mille sept cents stations-service, sous

la marque Q-8, implantées en Europe depuis 1986, après le rachat des installations de l'American Gulf, au Benelux notamment. Selon M. Nick Appelboom, porte-parole de la société nationale koweïtienne, la raffinerie et les stations-service Q-8 n'éprouveront pas de difficultés « à court terme » en raison de l'abondance des stocks disponibles et des quantités de pétrole à bord des navires qui seront encore admis à Rotterdam. (Les réserves pour l'ensemble des Pays-Bas s'élevaient d'un minimum de quatre-vingt-dix jours à un maximum de cent soixante-dix jours.)

M. Appelboom se refuse à préciser l'échéance du court terme qu'il évoque, et à évaluer les quantités de stocks disponibles pour sa propre compagnie. Actuellement, la KPC détient 4 % du marché aux Pays-Bas, pour une moyenne de 7,5 % en Europe occidentale. Si l'occupation du Koweït par l'Irak persiste, le boycottage des importations de pétrole obligera bientôt Q-8 à s'adresser au marché mondial pour poursuivre l'exploitation de ses stations-service. Cette procédure sera possible en dépit du blocage des avoirs koweïtiens aux Pays-Bas, puisque des dérogations sont prévues, notamment pour le paiement de certaines factures.

#### Des livraisons avantageuses

Jusqu'à présent, Q-8 avait toujours profité des livraisons directes, économiquement avantageuses, du Koweït. Désormais, la compagnie devra s'ali-

gner sur les prix en vigueur. Comme ailleurs dans le monde, ces prix ont sensiblement augmenté à Rotterdam.

C'est le cas sur le tout nouveau marché à court terme (Roeflex - une bonne centaine de contrats de gazole par jour), actif depuis quelques mois à peine, et qui a beaucoup de peine à s'imposer face au marché libre de Singapour, à l'IPE de Londres ou au NYMEX de New-York. Et c'est le cas aussi sur le marché « spot », c'est-à-dire au jour le jour, après dix-huit ans de la ville portuaire. L'occupation irakienne du Koweït a immédiatement entraîné une panique chez les négociants du marché libre du pétrole à Rotterdam.

Depuis presque une semaine, ils achètent, au prix fort, des produits raffinés pour lesquels ils redoutent encore de nouvelles augmentations. Les grèves sur les plates-formes de forage en mer du Nord ne font d'ailleurs qu'aggraver les inquiétudes. En 1989, le Koweït a vendu près de 8 milliards de francs de produits pétroliers aux Pays-Bas. L'Irak, quant à lui, a exporté pour 4,6 milliards de francs de produits pétroliers vers ce pays. Avec le Danemark, les Pays-Bas sont le pays européen qui était proportionnellement le plus dépendant des approvisionnements en pétrole provenant du Koweït. La présence des raffineries Q-8 dans ces deux Etats ne sera pas étrangère à cette situation. Durant les six premiers mois de cette année, environ 30 % des produits raffinés vendus aux Pays-Bas étaient originaires du Koweït.

(Interim.)

### Les Japonais craignent une « psychose inflationniste »

Bien qu'une pénurie de pétrole ne soit pas à craindre, étant donné des réserves qui garantissent une stabilité dans les approvisionnements pour deux ans, les Japonais s'inquiètent des conséquences de la crise au Proche-Orient.

TOKYO

de notre correspondant

La chute des cours à la Bourse de Tokyo, lundi 6 et mardi 7 août, a été le premier signe de cette nervosité. Outre les effets directs de l'embargo sur les importations de pétrole, les autorités nippones, notamment la Banque centrale, craignent surtout une « psychose inflationniste » qu'un renchérissement du prix du brut pourrait accentuer. A l'ordre du jour depuis plusieurs semaines, un nouveau relèvement du taux d'escompte pourrait être la première conséquence de la crise au Proche-Orient.

Bien que le Japon ne soit certes pas aussi désorienté qu'il le fut au lendemain de la première crise pétrolière (1973), le gouvernement de la Banque centrale, M. Mieno, paraît avoir tout soucieux d'éviter de répéter les erreurs qui se traduisaient alors par une inflation de l'ordre de 25 %. Or

une hausse des prix, pour l'instant contenue (+ 2,2 %), alimentée par la spéculation foncière et des hausses salariales dues à l'étrangement du marché de l'emploi, est la hantise de la Banque du Japon.

Selon les projections de l'Agence de planification économique, une hausse de 10 % du prix du pétrole se traduirait par une augmentation de 0,3 % des prix de gros et de 0,1 % de ceux à la consommation. L'impact serait donc deux fois moindre que lors du premier choc pétrolier.

#### Le remboursement des créances irakiennes

Les signaux contradictoires en provenance de la Banque centrale, tout à tour insistant sur les risques inflationnistes et niant son intention de relever le taux d'escompte, se sont traduits ces dernières semaines par une volatilité des cours en Bourse anticipant une hausse. La crise au Proche-Orient pourrait constituer, estime-t-on dans les milieux financiers, une excellente occasion pour M. Mieno de prendre une mesure qui visiblement le dérange.

Il ne peut cependant que difficilement annoncer une hausse du taux d'escompte tant que la fièvre sur les marchés boursiers et financiers ne

s'est pas apaisée. Un nouveau resserrement du crédit par une hausse du taux d'escompte (la cinquième depuis mai 1989), qui est actuellement à 5,25 %, aura pour effet de réduire davantage les différences entre les taux d'intérêt aux Etats-Unis et au Japon et par conséquent d'inciter les investisseurs nippons à réduire leurs placements à l'étranger (une attitude qui pourrait se faire sentir sur les achats de bons du Trésor américain dont les Japonais sont les grands acquéreurs).

En ce qui concerne les sanctions proprement dites décidées dimanche 6 août par le Japon, certaines administrations et les milieux d'affaires sont préoccupés par les conséquences nuisibles que leur mise en œuvre risque d'avoir sur l'économie.

Outre le risque que comporte un embargo sur 12 % des approvisionnements en pétrole, que le Japon compte compenser en accroissant ses achats à l'Arabie saoudite et aux Emirats arabes (d'où proviennent respectivement 17 % et 20 % de ses importations), la suspension des achats irakiens et koweïtiens aura un autre effet direct : au terme d'un accord de décembre dernier avec les Japonais, Bagdad consacrait 45 % des revenus tirés de la vente de son pétrole au

remboursement de sa dette vis-à-vis du Japon (700 milliards de yens). Ces paiements vont vraisemblablement être suspendus et le gouvernement japonais, qui a accordé son assurance pour 430 de ces 700 milliards, devra dédommager les détenteurs de ces créances.

Les grands groupes industriels et commerciaux nippons (qui ont des engagements se chiffrant à 600 milliards de yens en Irak) ainsi que le ministère de l'Industrie et du Commerce international sentent en outre mécontents de l'interruption des exportations vers l'Irak.

Selon certains analystes économiques, une hausse du prix du pétrole pourrait ne pas avoir que des effets négatifs : elle contribuerait à réduire l'excédent commercial et à refroidir une économie qui est entrée dans son quarante-quatrième mois d'expansion continue et présente des signes de surchauffe.

Bien que le Japon consomme un baril sur dix de pétrole produit à l'étranger, sa facture pétrolière ne représente que 1 % de son PNB (c'est-à-dire la même proportion que dans le cas des Etats-Unis, mais moins que les autres pays industrialisés), mais un quart du total de ses importations.

PHILIPPE PONS

## P.D. JAMES

« La quatrième victime du Siffleur fut aussi la plus jeune, Valerie Mitchell, quinze ans huit mois quatre jours, et elle mourut parce qu'elle avait manqué le car de 21 h 40... »



P. D. James  
Par action  
et  
par omission

456 p  
120 F  
Traduit de l'anglais par Denise Meunier.

Avec ce livre puissant et superbement orchestré, digne successeur de Un certain goût pour la mort, P.D. James prouve une fois de plus avec éclat qu'elle n'est pas seulement un des maîtres du roman policier britannique, mais, tout simplement, un des maîtres du roman contemporain.

FAYARD



## ASIE

PAKISTAN : destitution du premier ministre

## La saga des Bhutto

Onze ans après la mort de son père, l'héritière de la dynastie la plus puissante du pays est victime de la crise du Cachemire, de l'hostilité de l'armée et des haines accumulées contre sa famille

Toute l'énergie de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto n'aura pas résisté deux ans face aux problèmes qui s'amoncellent au Pakistan. Son prédécesseur, mort en août 1988 dans un mystérieux accident d'avion, le général-président-dictateur Zia Ul-Haq, qui avait fait pendre son père, Zulfikar Ali Bhutto, n'y était pas parvenu malgré sa poigne de fer. Pendant vingt mois depuis son élection au poste de premier ministre - elle avait pris ses fonctions le 1<sup>er</sup> décembre 1988 - «Benazir» aura bataillé avec énergie, d'abord pour tenter de résoudre les crises qui se succédaient tout en s'efforçant de maintenir un semblant de démocratie, puis, tout simplement, pour survivre.

C'est le chef de l'Etat, le vieux Ghulam Ishaq Khan, qui, en novembre 1988, avait joué pour l'occasion le jeu démocratique en confiant le pouvoir au vainqueur sorti des urnes, le Parti du peuple (PPP), qui, a cette fois, fait tomber M<sup>me</sup> Bhutto. Lundi 6 août, profitant de ses pouvoirs étendus, il a révoqué le chef du gouvernement, le remplaçant par un premier ministre par intérim, chargé de préparer de nouvelles élections. M. Ghulam Mustafa Jatoi. Ce dernier n'est autre qu'un ancien adjoint d'Ali Bhutto, passé à l'opposition par dépit d'avoir été dévancé par «Benazir», et qui est devenu le porte-drapeau d'une coalition hétéroclite. Regroupée dans le COP (sigle pour Partis d'opposition combinés), elle comprend des déçus du PPP, des conservateurs et des mollahs, des forces régionales et des proches de l'armée, unis par un seul objectif, renverser M<sup>me</sup> Bhutto.

L'attaque était attendue. M. Jatoi ayant ces derniers jours annoncé son intention de déposer une motion de censure pour profiter de la désaffection de certains dirigeants du PPP. L'opposition avait déjà tenté, mais sans succès, une telle manœuvre en novembre dernier. Car, à peine élue, M<sup>me</sup> Bhutto était déjà sur la défensive. Cette jeune femme, trentecinq ans (elle est née en 1953), élégante et brillamment diplômée d'Oxford, n'avait en effet, au terme d'une difficile campagne qui avait à la fois révélé un charisme et un populisme certains, mais aussi la somme des haines accumulées contre la famille Bhutto, connu que quelques jours de succès avant de subir les premières attaques de ses adversaires.

## L'«homme» du clan

N'ayant pas obtenu la majorité absolue à l'Assemblée - le Sénat étant bien tenu par les conservateurs - elle avait été contrainte à une alliance de circonstance avec le MQM, mouvement d'exilés indiens, les Mohajirs, puissants à Karachi et dans la province du Sind, le berceau de la famille Bhutto. La défection du

MQM et le cortège d'affrontements sanglants à Karachi qui s'en est ensuivi auront joué un rôle déterminant dans sa chute.

Ménacée dans sa base politique alors que la principale province du pays, le Pendjab, était le bastion de l'opposition, M<sup>me</sup> Bhutto s'était

M<sup>me</sup> Bhutto avait également eu à se défendre de l'image négative de ses frères, Shah Nawaz et Murtaza, qui s'étaient fait remarquer par des actions terroristes à la tête du mouvement Ali Zulfikar, comme le détournement d'un avion sur Kaboul en 1981. Shah Nawaz est mort empoisonné en France en 1985, Murtaza

ce «play-boy» semble s'être bien rattrapé, en compagnie de son père, par son aptitude dans les affaires en tous genres, au point de devenir la cible des critiques conjuguées de l'opposition et de nombreux membres du PPP.

## Un pays ingouvernable

Ferme en politique, M<sup>me</sup> Bhutto n'aura pas su, on ose, en dépit des mises en garde, faire marcher droit son mari. Ce qui lui vaudra des accusations de corruption, délit sans doute le mieux partagé dans la classe politique locale et qu'elle aurait pu aussi bien retourner contre ses adversaires.

Il faut dire, à sa décharge, qu'elle avait hérité d'un pays ingouvernable. Pour se concilier les bonnes grâces de ses adversaires, ou pour tenter de les neutraliser, elle avait été contrainte de mettre beaucoup d'eau dans son «socialisme», de mettre entre parenthèses le volet social de son programme, en particulier agricole, dans une société encore dominée par les latifundiaires, et de poursuivre la politique affaiblie de Zia Ul-Haq de soutien aux moudjahidines pour ne pas heurter l'armée. D'où le maintien du soutien aux extrémistes musulmans de M. Gulbuddin Hekmatyar - «poulain» de Zia - et une attitude quasi passive face à l'évolution de la situation afghane après le retrait soviétique le 15 février 1989.

En même temps, M<sup>me</sup> Bhutto devait faire face à une situation économique difficile et à des relations avec l'Inde envenimées par la crise du Cachemire. «Benazir», qui était aux côtés de son père lors du «sommet» avec Indira Gandhi à Simla en 1972, qui avait reçu officiellement à Islamabad il y a un an M. Rajiv Gandhi, alors premier ministre, a été prise dans le maelstrom des haines religieuses au Cachemire. Les rivalités politiques dans ce territoire revendiqué par l'Inde et le Pakistan, les massacres entre hindous et musulmans, majoritaires, la violence de la répression militaire, l'impossibilité des gouvernements indiens de parvenir à un compromis ou de museler les extrémistes et de calmer les bruits de bottes ont conduit le sous-continent au bord d'une nouvelle guerre.

M<sup>me</sup> Bhutto avait tenté de reprendre à son compte le nationalisme de ses compatriotes tout en s'efforçant d'éviter l'irréparable. Mais là comme ailleurs face à ses adversaires de tous bords, sa détermination, son ambition et ses qualités politiques n'ont pas suffi à l'emporter. Mais peut-on donner pour définitivement vaincue la dynastie Bhutto, comme celle des Nehru-Gandhi en Inde ou des Bandaranaike à Sri-Lanka?

PATRICE DE BEER



PANETHO

retrouvée fort affaiblie. Ses partisans au pouvoir dans le Sind n'étaient pas parvenus à juguler la dissidence des Mohajirs. Ce qui avait entraîné de sévères critiques du chef de l'Etat et l'entrée en lice des militaires, qui la sentaient affaiblie. Le chef d'Etat-major, le général Aslam Beg - lui-même d'origine mohajir - avait demandé, et obtenu, que l'armée soit appelée à intervenir au Sind pour y maintenir l'ordre. Elle n'y est pas beaucoup mieux parvenue, mais du moins était-elle désormais mieux en mesure de tenir la dragée haute au chef en titre du gouvernement.

Et pourtant, «Benazir» - cette «vierge en culotte de fer» pour reprendre l'image du sacrilège Salman Rushdie - avait tout fait pour calmer l'inquiétude des militaires après son arrivée au pouvoir. Pour ces derniers, le nom de Bhutto, l'homme qui avait pris le pouvoir après leur défaite face à l'Inde en 1971, et dont ils portaient la responsabilité de la mort, sentait le souffre. D'autant que le militantisme de sa fille, et enfant préféré, qui avait pris le relais de la Bégum, Nusrat Bhutto, et s'était fait reconnaître comme l'héritier politique de la famille, partageant pendant des années son temps entre l'exil et la résidence surveillée, bénéficiait d'un large courant populaire et menaçait leur position privilégiée de l'armée dans la société pakistanaise. Rares ont en effet été, au Pakistan, les civils qui ont dirigé le pays depuis l'indépendance en 1947.

menaçait depuis des mois, selon le *Sunday Times*, sa sœur de quitter son exil de Damas pour revenir au pays. Formée dès sa tendre enfance auprès de son père, elle était en quelque sorte devenue l'«homme» du clan.

## Des oppositions de tous bords

Seule dans la famille, la Bégum Bhutto soutenait fidèlement «Benazir». Cette dernière avait, en mars 1989, fait de sa mère un ministre sans portefeuille, à la fois son plus proche conseiller et son éventuel successeur en cas de malheur car, dans la famille des Bhutto, depuis la mort du père en 1979, les hommes n'ont guère brillé par leur sens politique. Pas même le mari que s'était donné «Benazir», passage obligé vers la respectabilité dans une société islamique à l'extrémisme à fleur de peau, où les dignitaires religieux rêvent d'imposer la charia et donc la soumission des femmes. En février 1989, une manifestation d'islamistes contre les Versets sataniques, de Salman Rushdie avait dégénéré en émeute anti-Bhutto.

Bel homme, moustachu, grand joueur de polo et de golf, issu d'une bonne famille de propriétaires fonciers du Sind, choisi pour elle par sa famille, Asif Ali Zardari ne s'est pas contenté de lui donner deux enfants, un fils en 1988, une fille le 25 janvier dernier. Discret sur le plan politique,

## M. Ghulam Mustafa Jatoi : bras droit du père, «tombeur» de la fille

La traditionnelle rivalité entre Oxford et Cambridge s'étend jusqu'au Pakistan. Si M<sup>me</sup> Benazir Bhutto est diplômée d'Oxford, M. Ghulam Mustafa Jatoi, qui vient de lui succéder comme chef du gouvernement par intérim, sort, pour sa part, de Cambridge. Mais, en dehors de ce détail et du choc des ambitions entre deux personnalités de premier plan, rien n'aurait pourtant dû les séparer.

Cofondateur avec Zulfikar Ali Bhutto du Parti du peuple (PPP) en 1967, M. Jatoi avait été son bras droit jusqu'à ce qu'il soit renversé par le général Zia Ul-Haq et pendu en 1979. Ce père de huit enfants, riche propriétaire foncier du Sind - la province des Bhutto - dont il fut en 1973 le ministre en chef et où il possédait plus de 30 000 hectares, avait succédé à Ali Bhutto à la tête du PPP. «Benazir» et sa mère, la Bégum Bhutto, se trouvaient alors en exil. Ce furent, pour M. Jatoi,

des années difficiles. Il lui fallut lutter pour la survie politique de son parti face à la dictature militaire. Il fut même, un temps, placé en résidence surveillée.

## «Slogans vides»

Le retour de «Benazir» au Pakistan en 1986 et sa campagne pour prendre le pouvoir, d'abord à la tête du PPP, puis du pays, lui aliéna la fidélité de M. Jatoi. Il n'y avait qu'une place de chef, et M. Jatoi ne tenait pas à l'abandonner, fût-ce à la fille de son meilleur ami, de vingt ans sa cadette. Il passa donc à l'opposition avec quelques fidèles. Banni lors des élections de novembre 1988, il s'apprêtait à présenter une motion de censure contre le premier ministre dont il dénonçait les «slogans vides» qui «avaient abusé le peuple» quand le président l'a appelé au pouvoir.

P. de B.

## Echec à la démocratie

Suite de la première page

Ce n'était guère un secret à Islamabad que les relations entre M<sup>me</sup> Bhutto et l'homme fort de l'armée, le général Mirza Aslam Beg, n'étaient plus très bonnes, si tant est que ce dernier ait jamais sincèrement accepté de tourner la page et de se plier aux résultats des élections. «Benazir» a bien fait son possible pour amadouer l'armée, mais cela n'aura pas suffi pour éviter une rupture inévitable. Il est symptomatique que l'annonce présidentielle ait été accompagnée de la prise de contrôle de la télévision et des télécommunications par des soldats, qui auraient arrêté des partisans de l'ex-premier ministre.

## «Nous ne nous occupons pas de politique»

Le général Aslam Beg n'a guère convaincu en affirmant lundi : «Nous ne nous occupons pas de politique et nous ne nous occupons pas dans l'avenir». Des propos qui rappellent ceux du général Zia après avoir renversé Ali Bhutto en 1977, quand il prétendait «n'avoir pas d'ambition personnelle» et ne vouloir que «des élections libres et honnêtes». On connaît la suite.

P. de B.

## Au pouvoir depuis décembre 1988

- 1988**  
17 août. - Mort du général Zia dans un accident d'avion. Le président par intérim, M. Ghulam Ishaq Khan, confirme la tenue d'élections le 16 novembre.  
16 novembre. - Le Parti du peuple (PPP) de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto remporte la majorité relative aux élections.  
1<sup>er</sup> décembre. - M<sup>me</sup> Bhutto forme son gouvernement avec le soutien d'indépendants et du MQM (mouvement des mohajirs).  
12 décembre. - M. Ghulam Ishaq Khan est confirmé dans ses fonctions de chef de l'Etat.
- 1989**  
13 février. - Premières manifestations islamistes contre les Versets sataniques, de Salman Rushdie; elles dégénèrent en émeutes anti-américaines et contre M<sup>me</sup> Bhutto.  
15 février. - Retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan.  
23 mars. - M<sup>me</sup> Bhutto élargit son gouvernement et y fait entrer sa mère, la Bégum Nusrat Bhutto, comme ministre sans portefeuille.  
14 juillet. - Visite de M<sup>me</sup> Bhutto en France à l'occasion du Bicentenaire.  
16 juillet. - Visite du premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, au Pakistan.  
5-15 juillet. - Visite de M<sup>me</sup> Bhutto à Londres. Retour du

Pakistan au sein du Commonwealth.

17 août. - Le premier anniversaire de la mort de Zia est l'occasion d'une grande manifestation d'opposition à M<sup>me</sup> Bhutto.

1<sup>er</sup> novembre. - Rejet d'une motion de censure contre M<sup>me</sup> Bhutto. Remaniement du gouvernement.

**1990**  
25 janvier. - Occupation de Srinagar, capitale du Cachemire, par l'armée indienne. Début de la crise du Cachemire et renouveau de tension indo-pakistanaise.

25 janvier. - M<sup>me</sup> Bhutto donne naissance à son second enfant; c'est une fille.

7 février. - Sanglants affrontements à Karachi et dans le Sind. M<sup>me</sup> Bhutto dénonce la responsabilité du MQM dans les émeutes. Sous la pression du chef de l'Etat et des généraux, elle sera obligée de faire appel à l'armée.

19 février. - Visite officielle à Islamabad de M. François Mitterrand. Le président français autorise la vente au Pakistan d'une centrale nucléaire.

28 mai. - M. Ghulam Ishaq Khan critique sévèrement la politique du PPP au Sind.

6 août. - Le président démet M<sup>me</sup> Bhutto et charge le dirigeant de l'opposition, M. Ghulam Mustafa Jatoi, de former un gouvernement intérimaire dans l'attente de nouvelles élections.

## Trop peu de temps pour assainir l'économie

Prise en tenaille entre un endettement extérieur croissant et une contestation grandissante au sein de la population, M<sup>me</sup> Benazir Bhutto n'a certainement pas eu assez de deux années pour assainir l'économie pakistanaise. Force est de constater que la situation économique s'est en fait détériorée sous son gouvernement, dans ce pays de 110 millions d'habitants à la natalité galopante et au revenu par tête à peine égal à 400 dollars.

La dette extérieure totale du pays n'a pas cessé de croître depuis le milieu des années 80, passant de 14,8 milliards de dollars (soit 80 milliards de francs environ) pour la période 1986-1987 à quelque 18 milliards de dollars pour 1989-1990. Aussi le Pakistan doit-il aujourd'hui consacrer 25 % de ses exportations au titre du remboursement de la dette; un montant en augmentation de 66 % depuis la période 1987-1988.

Rien d'étonnant donc à ce que ce pays, qui affiche un taux de croissance stable autour de 5 % depuis 1988 (5,2 % pour la période 1989-1990), éprouve de plus en plus de difficultés à combler un déficit budgétaire grandissant (56 milliards de roupies, soit quinze milliards de francs pour l'exercice en cours). L'aide de 3

milliards de dollars accordé par un consortium de treize Etats et douze organisations et le répit d'un an obtenu auprès du FMI en avril 1990, avec la promesse de réduire le déficit courant, permettront tout au plus à l'économie pakistanaise de boucler les comptes de l'année 1990-1991.

## Désengagement de l'Etat

Le gouvernement de M<sup>me</sup> Bhutto, contrairement à celui de son père, s'est attaché à désengager l'Etat de la gestion de l'économie. En juin 1990, un plan de libéralisation des importations était mis en œuvre. Un important programme de privatisations - 80 % de l'industrie appartient au secteur public - a été amorcé, mais, pour l'instant, seule la compagnie aérienne PIA a fait l'objet d'une proposition de vente.

Pauvre en énergie, le Pakistan est contraint d'importer pratiquement la totalité de sa consommation de pétrole. 70 % de ces achats de brut proviennent... du Koweït! Des centaines de milliers de Pakistanaïes travaillent au Proche-Orient, rapportant à Islamabad des sommes considérables. Une partie d'entre eux servent de mercenaires dans les diverses armées du Golfe.

## Framatome poursuit ses discussions sur la construction d'une centrale nucléaire

Framatome, qui pilote un consortium d'industriels chargé de construire une centrale nucléaire au Pakistan, continue de travailler à ce projet, indiquait-on mardi 7 août, auprès du constructeur français de chaudrons nucléaires.

Le président Mitterrand avait décidé, le 21 février dernier lors d'un voyage officiel au Pakistan, d'autoriser la vente à ce pays de deux réacteurs nucléaires de 900 mégawatts chacun (le Monde des 22-23 février), décision critiquée alors par Washington.

«Notre client n'est pas M<sup>me</sup> Bhutto, mais la Pakistan Atomic Energy Commission et jusqu'à présent nous n'avons eu aucun signe montrant une faiblesse» de sa part, ajoutait le porte-parole du groupe français. Les premiers discussions préliminaires ont débuté avant l'été entre le Pakistan et le consortium tricolore dont Framatome est le leader et dans lequel on retrouve également des entreprises comme GEC-Alsthom et Spie Batignolles.

Au ministère de l'Industrie, on indiquait mardi 7 août que «la situation est encore trop confuse pour connaître les conséquences» de l'évolution de la situation politique au Pakistan et que le gouvernement français était «dans une phase d'observation de la situation».

## EN BREF

□ INDE : deux dirigeants indépendantistes du Cachemire auraient été arrêtés. - Les forces de sécurité indiennes ont capturé les deux principaux dirigeants du plus important mouvement indépendantiste du Cachemire, qui luttent contre le pouvoir indien dans cette région, a déclaré lundi 6 août le gouverneur Sirish Saxena. Comme la nouvelle de l'arrestation des deux hommes se répandait, l'armée a été déployée dans plusieurs quartiers de la vieille ville de Srinagar, berceau de la révolte contre le pouvoir indien. - (Reuters)

□ SRI-LANKA : des rebelles tamouls ont tué près de 60 musulmans. - Des rebelles séparatistes tamouls ont tué au moins 58 paysans musulmans dans l'est de Sri-Lanka, au cours de deux violentes attaques, a-t-on appris, lundi 6 août, de sources militaires et à partir d'informations fournies par des dirigeants musulmans. Les corps d'une quarantaine de paysans ont été trouvés lundi après-midi dans une rizière à Pannai-rupukudy. Quelques heures plus tôt, 18 paysans avaient été trouvés morts dans le village d'Alindamadu. Vendredi, des rebelles avaient pénétré dans deux mosquées de Kathankudy, dans le district de Batticaloa, et mitraillé les fidèles agenouillés. Ce massacre a fait au moins 140 morts. - (Reuters)

سكذ من زلزل



## AFRIQUE

Le Monde • Mercredi 8 août 1990 7

AFRIQUE DU SUD : accord entre le gouvernement et le Congrès national africain

# L'ANC décide de suspendre la lutte armée

Les délégations du gouvernement et du Congrès national africain (ANC) se sont rencontrées, quinze heures durant, lundi 6 août, à Pretoria, pour une deuxième série de pourparlers préliminaires à de futures négociations sur une nouvelle Constitution. Celles-ci devraient s'ouvrir prochainement.

PRETORIA

de notre correspondant

« L'ANC annonce qu'elle suspend toute action armée, avec effet immédiat. » Le troisième alinéa de la déclaration commune, diffusée mardi 7 juillet au petit matin à Pretoria, est sans ambiguïté.

Le gouvernement de Frederik De Klerk s'est bagarré bec et ongles avec l'ANC de Nelson Mandela pour parvenir à ce résultat. Il avait fait les premières concessions – du moins en apparence – au lendemain de la rencontre « historique » de Groote Schuur, au début du mois de mai. L'ANC ne pouvait plus alors camper sur ses positions sans risquer de bloquer un processus déjà sévèrement critiqué par les Blancs d'extrême droite et les Noirs d'extrême gauche. « En conséquence plus aucune action armée ne sera entreprise par l'ANC et son aile militaire Umkhonto We

Sizwe », précise le communiqué, indiquant toutefois qu'« un groupe de travail sera créé pour régler tous les problèmes soulevés par cette décision, avant le 15 septembre ».

L'ANC avait refusé de mettre au menu des premiers entretiens officiels de Groote Schuur l'épineuse question de la « lutte armée ». Mais le sujet avait bel et bien été abordé quand même. Sous la pression du gouvernement, qui avait lâché du lest en acceptant le principe de la libération des prisonniers politiques, du retour des exilés, puis en levant l'état d'urgence dans l'ensemble du pays à l'exception du Natal, la position de l'ANC s'était peu à peu assouplie.

Au fil des semaines, M. Mandela et les cadres de l'ANC avaient progressivement changé de discours pour arriver, après la réunion du Comité exécutif national (NEC), la plus haute instance de l'organisation, fin juillet, à envisager une « suspension des hostilités » si le gouvernement acceptait, de son côté, d'aplanir les derniers obstacles sur la route des négociations.

La lutte armée, déclenchée le 16 décembre 1961, avait été à l'origine de quelque deux cents sabotages quand l'état-major d'Umkhonto We Sizwe (la lance de la Nation) fut arrêté, le 11 juin 1963, dans une ferme de Rivonia, près de Johannesburg. Nelson Mandela fut l'un des huit condamnés à la

réclusion à perpétuité au cours du procès qui s'en suivit. La lutte était finalement étouffée dans l'œuf.

Il fallut la chute des colonies portugaises, Angola et Mozambique, pour relancer l'ambition des nationalistes noirs sud-africains. La lutte armée redevint alors une stratégie efficace. Entre 1976 et 1985, plus de quatre cents attentats furent officiellement enregistrés. L'ANC firent sauter le complexe pétrochimique Sasol, le fleuron de l'industrie sud-africaine, où le charbon était transformé en pétrole. Trois ans plus tard, au mois de mai 1983, une voiture piégée explosa à Pretoria, tuant dix-sept personnes, en blessant deux cents. Au-delà des comptes macabres, ces « actions d'éclat » avaient surtout ramené l'ANC sur le devant de la scène.

« Un tournant dans l'histoire »

La lutte armée n'a jamais été que l'un des volets de la stratégie du Congrès national africain. Elle ne peut être dissociée des actions sociales et des manifestations de masse.

L'abandon de la lutte armée représente, incontestablement, le signe d'un tournant de l'ANC. Elle constitue un bon point pour M. De

Klerk qui voit justifiée la politique de réconciliation qu'il a choisie de mener depuis son arrivée au pouvoir, au mois de septembre dernier.

Les deux délégations ont adopté, sans surprise, le rapport final du groupe de travail commun créé au mois de mai, sur les débits politiques. Elles ont demandé à ce même groupe de travail de définir, avant la fin août, les modalités pour la libération des militants de l'ANC qui commenceront à sortir de prison le 1<sup>er</sup> septembre. Les exilés politiques, susceptibles de bénéficier d'une immunité collective, devraient pouvoir rentrer au pays entre le 1<sup>er</sup> octobre et la fin de l'année.

Le gouvernement et l'ANC ont exprimé conjointement leur préoccupation à propos du niveau de la violence, des intimidations et de l'agitation dans le pays et, plus précisément, au Natal. « Le gouvernement s'est engagé à considérer la levée de l'état d'urgence » dans cette province, « aussitôt que possible, à la lumière des conséquences positives qui résulteront du présent accord », indique la résolution. « Ce qui ne signifie absolument pas que nous ayons pris la décision de lever dans l'absolu », a pris soin de préciser le président De Klerk au cours d'une conférence de presse, dans la nuit de lundi à mardi.

En fonction des « nouvelles circonstances », l'arsenal juridique sur la sécurité « sera révisé », selon le document qui précise que « le gouvernement prend immédiatement en considération l'abrogation des dispositions de la loi sur la sécurité intérieure » et, notamment, tout ce qui touche au « communisme ». Un sujet tabou en Afrique du Sud. A tel point que le président de la République a cru bon de réaffirmer que son gouvernement demeurerait « opposé au communisme » et continuerait à « le combattre, avec toutes les armes de la démocratie ».

« Nous sommes convaincus que notre accord est un tournant dans l'histoire de notre pays », a déclaré M. De Klerk, paraphrasant plusieurs passages de la déclaration commune qui appelle « ceux qui ne se sont pas encore engagés dans le processus de négociations pacifiques à le faire dès à présent ».

La voie qui mène aux « négociations sur une nouvelle Constitution est maintenant dégagée », estiment les deux parties, qui concluent leur déclaration commune en annonçant de prochaines « discussions exploratoires ». Celles-ci seront organisées avant la nouvelle rencontre officielle qui « devrait se tenir bientôt ».

FREDERIC FRITSCHER

## DIPLOMATIE

La réunion du Forum du Pacifique Sud au Vanuatu

### L'Australie malmenée

L'Australie a été malmenée lors de la réunion annuelle du Forum du Pacifique Sud, qui s'est achevée le samedi 4 août au Vanuatu, en raison de son soutien au programme américain d'inclémence d'armes chimiques sur l'atoll Johnston, situé à un millier de kilomètres de Hawaii.

CANBERRA

de notre correspondant dans le Pacifique Sud

Dans un climat assez houleux, le premier ministre australien, M. Bob Hawke, s'est vu accuser de « duplicité » et de « manipulation » avec Washington par certains chefs de gouvernement de la région, inquiets des retombées écologiques de la destruction de 100.000 obus de gaz moutarde en provenance d'Allemagne de l'Ouest (le Monde du 28 juillet).

Canberra a toutefois obtenu gain de cause puisque le communiqué final du Forum n'a pas émis de condamnation expresse du projet américain, se contentant d'exprimer sa « profonde inquiétude ». Mais s'ils ferment les yeux sur l'opération en cours, les pays de la zone souhaitent qu'elle ne soit pas réitérée et que les installations américaines sur l'île Johnston soient démantelées au plus tôt.

La question calédonienne

La question calédonienne, en revanche, fut beaucoup moins controversée. Depuis la signature en 1988 des accords de Matignon, le sujet n'est plus le thème de campagne qu'il a été, même si les pays du Forum restent très attentifs à l'évolution de la situation sur le « Caillou ». Le communiqué prend ainsi « note des mesures positives qui continuent d'être adoptées par les autorités françaises » et appelle les « populations de Nouvelle-Calédonie à poursuivre leur dialogue dans un esprit d'harmonie ».

Satisfaisant pour Paris, le texte a également été bien perçu par le FLNKS, qui s'est félicité de la référence explicite à un référendum d'autodétermination conforme aux pratiques et aux principes des Nations unies, formule interprétée par les indépendantistes comme allant dans le sens de leur conception restrictive du corps électoral.

Le FLNKS a également obtenu du Forum la mise sur pied d'une commission – composée de représentants de Fiji, des Iles Salomon et de Nauru – chargée de superviser la préparation d'un scrutin d'autodétermination de 1998, initiative qui, là, n'enchante guère les autorités françaises.

En raison d'un imbroglio de protocole, le RPCR n'a finalement pas délégué de représentant au Forum. L'Australie ne désespère pourtant pas de l'associer à l'élaboration de règles relatives à l'octroi du statut d'observateur sont assouplies, comme il en est question dorénavant.

FREDERIC BOBIN

LIBERIA : la guerre civile

## Une quinzaine d'étrangers pris en otage par les rebelles

Selon le département d'Etat à Washington, le chef rebelle Prince Johnson « a pris en otage quatorze ou quinze étrangers », dont un Américain – et les a fait conduire « à son quartier général » de Calwell, situé à une douzaine de kilomètres de Monrovia.

Les personnes prises en otage auraient été appréhendées par les hommes de Johnson dans la journée du 6 août, à l'African Hotel, un établissement de luxe du nord-ouest de la capitale. Le porte-parole du département d'Etat a précisé qu'il s'agit de « personnes qui ne leur a été fait aucun mal ».

Prince Johnson, principal rival de Charles Taylor, avait menacé, samedi 4 août, d'arrêter tous les étrangers présents à Monrovia, dans l'espoir de provoquer une intervention internationale dans la guerre civile qui ravage le Liberia. Les Américains, les Britanniques, les Libanais et les Indiens sont « les premiers visés », avait indiqué le chef rebelle, dont les troupes occupent la majeure partie de la capitale.

Les Etats-Unis avaient aussitôt ordonné l'évacuation de leurs ressortissants – et d'autres étrangers – par les marines. Tandis que les hélicoptères de l'armée poursuivaient leur mission lundi soir, le département

de la Défense annonçait que soixante-quatorze personnes (soixante-deux Américains, huit Libériens, deux Italiens, un Canadien et un prêtre français) avaient pu rejoindre le port-avion Salpan, qui croise au large des côtes libériennes. On estime à environ deux mille le nombre d'étrangers vivant au Liberia.

Une dizaine de diplomates, britanniques et suisses, devraient être prochainement évacués. Les marines américains resteront sur place « aussi longtemps qu'il le faudra pour assurer la sécurité des citoyens américains dans ce pays », avait prévenu, dimanche 5 août, le porte-parole de la Maison Blanche, Martin Fitzwater.

Une intervention de Nigéria ?

D'après un des envoyés spéciaux de l'AFF, le capitaine et le machiniste d'un bateau de pêche nigerlandais seraient également retenus en otage, depuis près d'un mois, par des rebelles du mouvement de Charles Taylor au large des côtes du Liberia.

Pendant ce temps, à Banjul, les dirigeants des Etats de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest (CEAO) ont commencé à s'entretenir, lundi 6 août, de l'appli-

cation d'un cessez-le-feu au Liberia et de la création d'une force militaire pour le faire respecter. « Bien que le conflit soit une affaire intérieure, les massacres insensés qui se poursuivent au Liberia ont fait de ce pays un abattoir », a déclaré le dirigeant gambien Dawda Jawara, qui assure la présidence de la CEAO.

De source informée, on indique que ce mini-sommet aurait opté pour l'envoi d'effectifs militaires composés de Nigériens, de Ghanéens, de Guinéens, de Sierra-Léonais et de Gambiens. Cette force ouest-africaine pourrait être déployée dans les jours qui viennent, afin de rétablir la paix dans le pays. Officiellement, les discussions de la CEAO doivent se poursuivre mardi 7 août.

Le Nigéria a annoncé, la semaine dernière, qu'il comptait envoyer des troupes au Liberia pour évacuer les quelque 3 000 ressortissants nigériens qui sont bloqués dans le pays. Des contingents venus des autres pays de la CEAO pourraient se joindre à cette force d'intervention, à condition, toutefois, que sa création soit approuvée par ce sommet. Selon l'un de nos envoyés spéciaux, Robert Minangoy, le Nigéria aurait d'ores et déjà envoyé sept navires de guerre dans les eaux territoriales du Sierra Leone, pays voisin du Liberia. (AFP, Reuters, AP.)

## EUROPE

Un revers pour le chancelier Kohl

## Les sociaux-démocrates de RFA et de RDA confirment leur opposition à des élections panallemandes anticipées

La social-démocratie allemande est favorable à l'accélération de l'unification des deux Allemagnes, mais ne veut pas que la date des élections panallemandes, prévues pour le 2 décembre, soit avancée.

BONN

de notre correspondant

Le SPD de RFA a réitéré lundi soir 6 août à Bonn, à l'issue d'une réunion avec le parti frère de RDA, son opposition totale à toute modification de la loi fondamentale (Constitution), qui était nécessaire au chancelier Kohl pour réaliser son projet d'avancer du 2 décembre au 14 octobre les premières élections dans toute l'Allemagne.

En revanche, les deux SPD ont proposé de fixer au 15 septembre au plus tard la date à laquelle la RFA par l'application de l'article 23 de la loi fondamentale. Le président du SPD est-allemand, M. Wolfgang Thierse, a indiqué

que son parti déposerait dès mercredi une motion dans ce sens à la Chambre du peuple de Berlin-Est. Les deux partis ont justifié leur choix du 15 septembre par le fait que la conférence « 2 + 4 » sur les aspects extérieurs de l'unification allemande serait alors achevée et que le traité d'union entre les deux Etats allemands serait prêt à être signé.

Selon M. Hans-Jochen Vogel, président du SPD ouest-allemand, le parlement de Berlin-Est pourrait envoyer des députés munis du droit de vote au Bundestag pour la période comprise entre l'adhésion et les élections panallemandes. Le SPD souligne que l'adhésion de la Sarre à la RFA en 1956 n'était dénuée d'un schéma similaire.

Le SPD a donc refusé de jouer le jeu du chancelier Kohl, qui a tout intérêt à ce que les élections aient lieu le plus tôt possible, en raison de la vitesse à laquelle l'économie est-allemande périclète. En décidant d'avancer l'« adhésion » mais pas les élections, le SPD pense tirer un bénéfice politique du marasme

économique en RDA, tout en proclamant l'urgence qu'il y a à agir. « Ce qui importe, ce n'est pas de fixer la date des élections, mais de savoir comment aider les gens en RDA », déclarait M. Oskar Lafontaine lundi à Bonn. Mardi, le chancelier Kohl devait rencontrer M. Vogel et Lafontaine, mais un compromis paraissait exclu.

M. Lafontaine va maintenant tenter d'exploiter ce qu'il considère comme un faux pas du chancelier et mobiliser l'électorat, d'abord à l'Ouest sur le thème du coût social très élevé d'une réunification trop rapide et, à l'Est, sur le thème de l'insécurité sociale, du chômage et de la crise économique.

Le fait que le chancelier Kohl ait admis tout récemment qu'il n'était « plus exclu » d'augmenter les impôts pour financer l'unité de l'Allemagne devrait normalement apporter de l'eau au moulin de M. Lafontaine dans sa lutte pour rattraper M. Kohl le poste de premier chancelier de l'Allemagne unifiée. (Inüerim.)

## Début des discussions sur le Cambodge entre les Etats-Unis et le Vietnam

Les Etats-Unis et le Vietnam ont entamé lundi 6 août à New-York des discussions officielles destinées à accélérer un règlement de la guerre civile cambodgienne. Les pourparlers se tiennent à la mission vietnamienne aux Nations unies. La délégation américaine est conduite par le sous-secrétaire d'Etat adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique, M. Kenneth Quinn, tandis que le Vietnam est représenté par son ambassadeur aux Nations unies, M. Trinh Xuan Lang.

Les discussions, qui ont lieu à la demande de Washington, résultent d'une révision de la politique cambodgienne des Etats-Unis, annoncée par le secrétaire d'Etat James Baker à Paris, le 18 juillet dernier. Les Etats-Unis avaient alors annoncé qu'ils mettaient un terme à leur soutien diplomatique aux trois factions de la résistance cambodgienne à l'ONU et qu'ils envisageaient d'établir des contacts directs avec Phnom-Penh, et donc avec son protecteur vietnamien.

M. Baker avait déclaré le mois dernier à Djakarta que la coopération de Hanoi lors de ces pourparlers pour un règlement du problème cambodgien pourrait conduire à la normalisation des relations bilatérales. (AFP.)

## AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : nouvelles « révélations » sur l'assassinat de Dallas

### Un policier aurait tué le président Kennedy sur ordre de la CIA

Un Américain de 29 ans a affirmé lundi 6 août, que son père, un policier de Dallas aujourd'hui décédé, avait fait partie d'un commando de trois agents de la CIA qui seraient en fait les vrais meurtriers du président des Etats-Unis John Fitzgerald Kennedy, assassiné il y a 26 ans.

Lors d'une conférence de presse à Dallas (Texas), M. Ricky White a affirmé que son père Roscoe White avait rejoint les rangs de la police de Dallas deux mois avant l'assassinat du 22 novembre 1963, dans le but de mettre au point l'attentat. Selon lui, l'homme qui a été reconnu coupable de ce meur-

tre, Lee Harvey Oswald, faisait bien partie du complot mais n'avait pas – contrairement à Roscoe White et ses deux complices – tiré de coups de feu.

Lors de la conférence de presse, un pasteur qui était présent, Jack Shaw, a par ailleurs affirmé que Roscoe lui avait à plusieurs reprises parlé de cet assassinat, y compris sur son lit de mort. Roscoe White devait en effet mourir en 1971, tué d'un coup de feu alors qu'il avait quitté la police de Dallas depuis 1965, une mort dans laquelle le pasteur a vu la main de la CIA désireuse d'éliminer tous les témoins de l'attentat.

ARGENTINE

## Démission du chef du parti péroniste

Antonio Cafiero, dirigeant du parti péroniste au pouvoir en Argentine, a décidé de démissionner de la direction du mouvement après le rejet, dimanche 5 août, de son projet de réforme de la Constitution de la province de Buenos Aires.

Il conserve toutefois son poste de gouverneur de cette province, la plus importante des vingt-trois provinces argentines, où se trouve concentrée plus du tiers de la population du pays, a annoncé, lundi, son porte-parole. La propo-

sition de M. Cafiero d'amender la Constitution de 1934 a été rejetée par 67 % des électeurs.

Antonio Cafiero, ancien ministre de l'économie d'Isabel Peron, qui passait pour le chef de file des « rénovateurs », avait perdu en 1988 les primaires organisées au sein du parti péroniste pour désigner son candidat à l'élection présidentielle. Le vainqueur de ces primaires, Carlos Menem, a été élu à la présidence en mai 1989. (Reuters.)

EN BREF

MOZAMBIQUE : vers l'abandon du parti unique. – Le comité central du FRELIMO, le parti unique au pouvoir, est réuni, depuis lundi 6 août, afin de ratifier (ou de rejeter) la position du bureau politique, favorable à l'abandon du parti unique. Le « FRELIMO a toujours repensé ses méthodes à chaque fois que nous avons senti, en prenant le pouls de la population, qu'il était nécessaire de s'engager sur de nouvelles voies », a déclaré le chef de l'Etat, M. Joaquim Chissano, dans son discours d'ouverture. Le comité central, instance suprême du parti, devrait conclure ses travaux à la fin de la semaine. Le président américain George Bush a d'ores et déjà exprimé sa satisfaction devant les « efforts » réalisés pour « instaurer une plus grande démocratie et apporter une solution pacifique au conflit interne » du Mozambique. (AFP.)

URSS : agitation en Sibérie méridionale. – Une unité de forces anti-émeutes a été envoyée dans la République autonome de Touva, en Sibérie méridionale, près de la frontière mongole, où les affrontements entre Russes et autochtones se sont récemment aggravés, a indiqué lundi 6 août l'agence Tass. (AFP.)

GRANDE-BRETAGNE : attentat manqué contre un ancien membre du gouvernement. – Un engin explosif s'est détaché, lundi 6 août, d'une voiture garée devant l'ancien domicile d'un membre du gouvernement aujourd'hui à la retraite, Lord Armstrong, ancien chef de la fonction publique. La police, qui a désamorcé la bombe, soupçonne l'IRA, une semaine après l'attentat qui a coûté la vie au député Ian Gow. (UPI.)



# POLITIQUE

## La mort de Jacques Soustelle

### Un itinéraire tourmenté

Suite de la première page

Ses fonctions l'amènent à entretenir des rapports étroits avec les services spéciaux du Bureau central de renseignement et d'action en France, le BCRA, du capitaine Passy. Lorsque de Gaulle s'impose à Giraud à Alger, c'est à lui qu'est confiée en 1943 la direction de l'ensemble des services.

Non sans difficulté : le deuxième bureau et le SR qui ont servi la cause alliée à l'ombre de Vichy n'acceptent pas sans drame de coopérer avec les « amateurs » de Londres et encore moins d'être subordonnés à un civil. « S'il n'y a que cela, dit de Gaulle, on habillera Soustelle en général... » On n'en viendra pas là. Il met sur pied un organisme unifié, la direction générale des études et recherches, la DGER.

Nommé à la Libération commissaire de la République à Bobaux, il n'occupe ce poste que brièvement pour devenir député de la Mayenne à l'Assemblée constituante et ministre de l'information du gouvernement provisoire, puis ministre des colonies, un des derniers à porter ce titre, jusqu'au départ de de Gaulle, le 20 janvier 1946. L'année suivante, lorsque le général crée le Rassemblement du peuple français (RPF) il en devient le secrétaire général : il le restera jusqu'en 1951.

Cette année-là, il se présente aux élections législatives dans le Rhône, fief depuis toujours d'Edouard Herriot. L'affrontement entre le plus illustre des anciens élèves de la Rue d'Ulm et son jeune camarade sera court et le vieux homme politique aura pour Jacques Soustelle tant de ménagement que l'idée qu'il verrait en lui un successeur possible à la mairie de Lyon fait son chemin. Au Palais-Bourbon, président du groupe RPF, attentif aux consignes du général, à quelques exceptions près, le député du Rhône se fait écouter.

#### Un accueil glacé

Lorsque le RPF se scinde, il fait partie du groupe des républicains sociaux. Ses positions le situent à la gauche du gaullisme. En janvier 1955, Pierre Mendès France, par une décision politique audacieuse, le nomme gouverneur général de l'Algérie en remplacement de Roger Léonard. Il part avec des consignes précises du président du conseil et du ministre de l'intérieur de qui dépend l'Algérie, François Mitterrand. L'Algérie, c'est la France, il ne peut être question de céder devant une insurrection au demeurant localisée. Il faut réaliser l'intégration - le mot est du ministre - par une politique de réformes politiques, économiques et sociales.

La nomination du nouveau gouverneur général est accueillie à Alger avec consternation. Les représentants des grands intérêts économiques et leurs relais politiques sont opposés à tout ce qui peut remettre en cause leurs privilèges. Le petit peuple européen craint de laisser les « Arabes » partager ses maigres avantages sociaux et économiques. Jacques Soustelle est accueilli avec froideur : seuls les officiels qui n'ont pu s'en dispenser sont présents à son arrivée et les rues sont vides. Déjà court le bruit que le nouveau gouverneur général est en réalité un juif nommé Ben Soussan.

Il s'est entouré d'une équipe où figurent le commandant Vincent Monteil, spécialiste des affaires arabes, qui rencontrera les milieux nationalistes, l'ethnologue Germaine Tillon qui a étudié la misère des campagnes. Il parcourt longuement le pays et se heurte à la mauvaise volonté des Européens et d'une administration aux ordres des milieux économiques.

Il s'efforce de mener de pair les réformes et de substituer la pacification à la répression. Ainsi seront créées une centaine de sections administratives spécialisées (SAS). Maintenu en place par M. Edgar Faure, successeur de Pierre Mendès France, il présente au gouvernement une série de mesures de modernisation et d'industrialisation.

La politique du gouverneur général continue de rencontrer l'opposition des Européens ultras, groupés notamment autour du maire de Philippeville, Benquet-Crevaux, de Robert Martel, le « chouan » de la Mitidja. Les libéraux et les musulmans modérés estiment que l'intégration n'est plus possible : il est trop tard. Et les membres les plus avancés de l'équipe d'origine se retirent. Le FLN, pour sa part,

craint l'effet des réformes. Le 20 août 1955, des milliers de nationalistes algériens défilent sur Philippeville et les bords du Nord constantinois, massacrent dans des conditions particulièrement atroces hommes, femmes et enfants. Le lendemain Ouelmas est attaquée. Cent vingt-trois morts, dont soixante et onze Européens : les musulmans n'ont pas été épargnés.

La répression menée par l'armée et par les milices civiles improvisées fait officiellement 1 273 morts, malgré les efforts du préfet. La foule européenne piétine au cimetière de Philippeville, les gerbes envoyées par le gouvernement général.

Celui-ci, aussitôt accouru est traumatisé par le spectacle des corps mutilés. Bien qu'il s'en soit défendu plus tard, il semble bien que, déjà décidé à donner à la lutte contre le nationalisme une impulsion nouvelle, il ait, ce jour-là, pris définitivement parti pour une accentuation de la répression. Cette attitude, qui fait passer au second plan les réformes - même s'il n'en abandonne pas la poursuite - lui apporte l'appui de ceux qui l'avaient jusqu'alors combattu. Lorsque en janvier 1956, Guy Mollet, à la tête d'un gouvernement de Front républicain, le rappelle en métropole, une foule immense d'Algériens en larmes, l'accompagnant jusqu'au bateau et cherche même à l'empêcher de monter à bord. Désormais, le Cevenol froid et réservé se consacrera à cette « Aïme et souffrante Algérie » selon le titre d'un de ses livres, qu'il ne conçoit que partie intégrante de la France, même si son originalité est préservée.

Ce combat pour l'intégration, qu'il mène sur le plan politique dès son retour en France, où il est réélu député républicain social du Rhône, conduira plus tard le gaulliste de toujours à rompre avec de Gaulle, à se dresser ouvertement contre lui jusqu'à l'exil et à la clandestinité.

Président de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, organisateur des colloques de Vincennes qui réunissent tous les champions de l'intégration, il se défia, bien avant le 13 mai 1958, des positions ambiguës du général sur l'Algérie. Lorsque, pour s'opposer à l'arrivée au pouvoir de Pierre Pflimlin, jugé partisan de la négociation, Alger s'insurge, Jacques Soustelle déjoue la surveillance de la police et gagne l'Algérie. Accueilli chaleureusement par le général Salan, il facilite de son mieux le retour au pouvoir de De Gaulle. Celui-ci, de façon significative, ne lui confie, lorsqu'il devient président du conseil, que le ministère de l'information.

Freinant de son mieux l'évolution de la politique gaullienne, il n'en demeure pas moins au gouvernement avec des fonctions mal définies lorsque M. Michel Debré devient premier ministre. Ne voulant pas le charger de l'Algérie, il échappe de justesse à un attentat avenue de Friedland.

#### Après dix-neuf ans, quatre mois...

Vient l'affaire des barricades à la fin de janvier 1960. L'intégration, cette fois, paraît bien condamnée aux yeux du chef de l'Etat.

« Après, comme il le dira, dix-neuf ans quatre mois et quinze jours de fidélité », Jacques Soustelle quitte le gouvernement et rompt avec le gaullisme. Il crée un centre d'information sur les problèmes d'Algérie et du Sahara.

Après le putsch des généraux, en avril 1961, il sent sa liberté menacée du fait de ses rapports étroits avec l'OAS. Il s'exile volontairement, en décembre, pour échapper à une arrestation. Il va de pays en pays, aperçu en Belgique, en Italie, en Autriche par une police qui le recherche. Sous le nom de guerre de Jean-Albert Sénèque, il est parfois retenu et interrogé, comme en Belgique, sur la demande des autorités françaises. Il semble bien que celles-ci aient plus pour objectif d'inquiéter un opposant dont les déclarations les gênent que d'obtenir une extradition impossible. Cependant, il est poursuivi le 22 septembre 1962 pour atteinte à l'autorité de l'Etat et, le 8 décembre, un mandat d'arrêt est lancé contre lui. Il sait la partie perdue, sans cesse pour autant une action qu'il n'est plus que de propager.

Après sept ans d'exil, consacrés en grande partie à des études de philosophie et d'ethnologie, Jacques Soustelle rentre en France le 24 octobre 1968 et reprend son poste à l'Ecole pratique des hautes

études. Il reprend aussi sa carrière politique interrompue. Les électeurs du Rhône le renvoient le 11 mars 1973 siéger à l'Assemblée nationale avec l'étiquette du mouvement Progrès et Liberté qu'il a créé.

En 1974, il s'inscrit au groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux. Il siège au conseil régional Rhône-Alpes, dont il devient vice-président en 1975. En mars 1977, il n'est pas réélu aux élections municipales de Lyon. Il est alors membre du comité directeur de la démocratie chrétienne française, groupement créé par son ami le général de Bécouville et que préside M. Alfred Coste-Flori.

Jacques Soustelle, devenu le champion de la présence blanche en Afrique, prend position en faveur de la Rhodésie de Ian Smith, il soutient, sinon la politique de l'apartheid, du moins les velléités réformatrices du gouvernement sud-africain et la création des bantoustans. Il n'a pas pardonné à de Gaulle sa « trahison algérienne ». C'est cependant, après une campagne menée contre son élection par des gaullistes comme M. Alain Peyrefitte, un autre gaulliste, M. Jean Dutoit, qui l'accueille à l'Académie française. Paradoxe qui n'est pas exceptionnel sous la Coupole, l'ancien membre du Comité de vigilance des intellectuels contre le fascisme y fait l'éloge de Pierre Gaxotte, qui fut un brillant représentant de la droite la plus traditionnelle, proche de la Révolution nationale de Vichy.

Plus que sa longue fidélité à de Gaulle, que sa fidélité plus longue encore à une Algérie française qu'il a eu à cœur de maintenir en la transformant, ce sont ces « Indiens aux yeux d'obsidienne » des temps précolombiens qui auront marqué, sans déception, le long itinéraire d'un intellectuel dont la guerre avait fait un homme d'action.

JEAN PLANCHAIS

[Né le 3 février 1912 à Montpellier (Hérault), Jacques Soustelle était ancien élève de l'Ecole normale supérieure. Agrégé de philosophie, docteur ès lettres et diplômé d'ethnologie, il a participé à plusieurs missions scientifiques en Amérique latine de 1932 à 1935, avant d'être nommé sous-directeur du Musée de l'homme de 1937 à 1939, et chargé de cours au Collège de France et à l'Ecole coloniale. Membre de la direction du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes en 1937, Jacques Soustelle rallie le général de Gaulle et les Forces françaises libres à Londres en 1940. Commissaire national à l'information en 1942, il devient directeur général des services spéciaux à Alger jusqu'en 1944, date à laquelle il est nommé commissaire de la République à Bordeaux.

Ministre de l'information en 1945, puis ministre des colonies dans le gouvernement provisoire de la République (1945-1946), Jacques Soustelle exerce ensuite ses fonctions de secrétaire général du RPF de 1947 à 1951. Candidat aux élections législatives de 1951 dans le Rhône, Jacques Soustelle est élu député et devient président du groupe parlementaire RPF. Réélu en 1956, puis en 1958, il milite, parallèlement au sein de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, dont il prend la présidence en 1958.

Nommé ministre de l'information de 1958 à 1959, puis ministre délégué auprès du premier ministre, M. Michel Debré, de 1959 à 1960, Jacques Soustelle retrouve ses fonctions d'enseignement de sociologie à l'Ecole des hautes études en 1961. Ses prises de position trop violentes en faveur de l'Algérie française lui valent d'être poursuivi pour atteinte à l'autorité de l'Etat, le 22 décembre 1962. Depuis décembre 1961, Jacques Soustelle a quitté la France, et un mandat d'arrêt est lancé contre lui. En juillet 1968, il bénéficie de la loi d'amnistie et revient en France en octobre, mettant ainsi fin à un exil de sept ans. Dès 1969, il retrouve ses fonctions de directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études.

Président-fondateur du mouvement national Progrès et Liberté en 1970, Jacques Soustelle est réélu conseiller municipal de Lyon en mars 1971, puis député du Rhône de 1973 à 1978. Il exerce le mandat de conseiller régional Rhône-Alpes et est élu vice-président du conseil régional de 1975 à 1977. Membre du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates-sociaux depuis 1974, Jacques Soustelle se présente en mars 1977 aux élections municipales de Lyon (premier secteur). Battu, il se consacre alors essentiellement à ses travaux universitaires.

Elu membre de l'Académie française en 1983 au fauteuil de Pierre Gaxotte, Jacques Soustelle est l'auteur de nombreux ouvrages dont *La Vie quotidienne des Aztèques* (1955), *L'Esperance trahie* (1962), *Vingt-huit ans de gaullisme* (1968), *Les Aztèques* (1970) et *Lettre ouverte aux victimes de la décolonisation* (1973).

Jacques Soustelle était commandeur de la Légion d'honneur, titulaire de la rosette de la Résistance et décoré de l'Ordre national du Mérite du Paraguay.]

### De l'ethnologue de terrain au vulgarisateur de haut niveau

Spécialiste des Indiens du Mexique, Jacques Soustelle était de ceux qui ont suscité en France le métissage fécond de l'histoire et de l'anthropologie.

Le 7 novembre 1932, Jacques Soustelle débarque à Veracruz. Il a vingt ans et, dans ses bagages, une agrégation de philosophie fraîchement acquise au sortir de la rue d'Ulm. On a créé pour lui une fiction : l'Ecole française de Mexico. Il va en être tout à fait officiellement le premier et unique pensionnaire. Envoyé en mission pour deux ans afin de réunir les matériaux de sa thèse, dégagé de toute tutelle et de toute contrainte, il va user de sa liberté pour sillonner le Mexique et en rencontrer inlassablement les habitants.

Il se découvre immédiatement une passion pour les Indiens. Pour le jeune normalien, le goût de l'ethnologie répond à la fois à une curiosité intellectuelle et à un sentiment humaniste : la fascination pour ces langues mystérieuses et ces rites venus du fond des âges rejoint une certaine compassion devant ces êtres pauvres, ignorés et, la plupart du temps, méprisés. Le sens de sa mission s'impose alors à Jacques Soustelle : son œuvre montrera que ces Indiens, héritiers d'une tradition millénaire, sont dépositaires d'une véritable culture et qu'ils doivent être respectés comme tels.

On peut s'étonner que Jacques Soustelle se soit toujours opposé à la réédition de son premier livre, *Mexique, terre indienne*, publié en 1936 chez Grasset. A-t-il senti les imperfections de forme de cette œuvre de jeunesse ? Il inaugurerait pourtant avec brio un genre avec lequel il devait renouer trente ans plus tard dans *Les Quatre Soleils* : celui du récit ethnologico-philosophique où les situations décrites servent de support à une vaste méditation sur l'essence de la culture et la dynamique des civilisations. S'est-il alarmé d'avoir laissé alors transparaître une forte sensibilité de gauche ? Il est vrai que l'auteur de *Mexique, terre indienne*, fort critique à l'égard du clergé, se révèle prompt à dénoncer le caciquisme et l'exploitation latifundiste. Pourtant, ce livre plein de générosité constitue un irremplaçable document qui témoigne à la fois de la permanence de l'engagement scientifique de Soustelle et

de son originalité dans le contexte intellectuel de l'époque.

Il faut se souvenir à quel point la sociologie française des années 30 est influencée par les « ethnologues en chambre » que sont Marcel Mauss et Henri Hubert. Jacques Soustelle sera, lui, un ethnologue de terrain, et son approche relèvera indubitablement d'une perspective « indigéniste », renonçant au fallacieux comparatisme qui tournait toujours à l'avantage du monde occidental, pour s'attacher à décrire la logique interne et la spécificité des sociétés autochtones mexicaines.

A l'automne 1934, Soustelle et sa femme, Georgette, repartent pour la France. Mais ces deux années mexicaines ont scellé une vocation irrévocable. Le jeune chercheur rédige un magistral doctorat d'Etat sur les Indiens Otomis du Mexique central ainsi qu'une thèse complémentaire sur les Lacandons du Chiapas. Fort de l'amitié de Paul Rivet, directeur du Musée d'ethnographie du Trocadéro, il participe dès 1936 à la création du nouveau Musée de l'homme, dont il devient sous-directeur. En 1939, il est chargé de cours au Collège de France et prononce une série de conférences sur la « Pensée cosmologique des anciens Mexicains ». Le livre, publié l'année suivante, deviendra un classique.

#### Deux carrières parallèles

La guerre interrompt brusquement la trajectoire scientifique de Soustelle. On sait qu'il se rendit en 1940 à Londres auprès du général de Gaulle et qu'il fut chargé de coordonner les services de renseignement de la France libre durant toutes les hostilités. Par la suite, de 1945 à 1982, la vie politique semble accaparer le mexicaniste. En réalité, un dédoublement s'est opéré : à y aura désormais, juxtaposés, menant des carrières parallèles, deux Soustelle : l'un politique, l'autre scientifique.

Ainsi, le fait d'être plusieurs fois ministre n'empêche pas Soustelle d'être élu directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études, d'abord à la V<sup>e</sup> section, puis à la VI<sup>e</sup>. Et en 1955, l'année même où l'homme politique est nommé gouverneur général de l'Algérie, l'homme de science publie la *Vie quotidienne des Aztèques*, livre célèbre

qui connut un destin de best-seller.

Les années d'exil, de 1961 à 1968, orientent l'œuvre mexicaniste de Soustelle dans une voie nouvelle : la vulgarisation de haut niveau. Obligé de se cacher pour échapper aux poursuites dont il était l'objet, éloigné de sa bibliothèque, privé de ses fiches et de ses notes de terrain, Jacques Soustelle écrit alors plusieurs livres de synthèse : *l'Art du Mexique ancien* pour Arthaud, le volume *Mexique de la collection « Archeologia Mundi »* de Nagel, le « Que sais-je ? » sur les Aztèques. En 1969, il reprend sa chaire à l'Ecole des hautes études où il enseignera jusqu'en 1985. Mais le genre scientifique qu'il continuera d'affectionner sera dorénavant celui de la vulgarisation. De cette même veine naîtront les *Olimiques* (Arthaud, 1979) et les *Méjays* (Flammarion, 1982).

Dans toute son œuvre, Jacques Soustelle s'est attaché à mettre en évidence le continuum historique entre la préhistoire, les hautes civilisations et la culture des Indiens actuels - quitte à minimiser, dans ce dernier cas, les effets du traumatisme de la colonisation espagnole. En borne logique, il s'est fait le défenseur de l'ethno-histoire, discipline plastique qui emprunte à l'archéologie comme à l'histoire, à l'ethnologie comme à la linguistique, ignorant les cloisonnements méthodologiques nés des ruptures chronologiques. Avec Lévi-Strauss et Leroi-Gourhan, Jacques Soustelle compte parmi ces chercheurs atypiques qui ont suscité en France le métissage fécond de l'histoire et de l'anthropologie. Et le silence des dernières années ne doit en aucun cas faire oublier la part du jeune ethnologue dans le rayonnement de l'anthropologie sociale française de l'après-guerre, ni le rôle du parlementaire qui, par son rapport de 1975, est à l'origine du renouveau de l'archéologie en France.

L'élection de Jacques Soustelle à l'Académie française en 1983 récompensait le mexicaniste de renommée mondiale et venait ainsi attester cérémonieusement que les civilisations précolombiennes avaient désormais leurs lettres de noblesse.

CHRISTIAN DUVERGER

#### Après la déclaration du FLNC

### Trois composantes sont en compétition pour le pouvoir en Corse

Paix armée ou préparation affichée d'un *aggravamento* ? La déclaration du Front de libération nationale de la Corse (FLNC), le 5 août, à Corte, devant les militants et sympathisants du principal mouvement nationaliste, A Cuncolta Naziunale et des organisations syndicales et associatives regroupées au sein d'Unita (*le Monde* du 7 août), a rappelé la nécessité de la première et ouvert la voie au second.

AJACCIO

de notre correspondant

Nombre d'observateurs attendaient une « déclaration de paix » venant confirmer l'intérêt des initiatives de M. Pierre Joxe. Ce n'est pas une déclaration de guerre, puisque la trêve des opérations militaires, décrétée en mai 1988, se poursuivra, sauf à rappeler que le FLNC se réserve le droit d'intervenir ponctuellement, comme il l'avait fait fin décembre et début janvier dernier, à quatre reprises, sur des objectifs symbolisant, à ses yeux, la politique du « tout-tourisme ».

Le FLNC se montre, naturellement, critique à l'endroit du gouvernement, qu'il accuse d'avoir choisi la voie réformatrice afin d'isoler progressivement le « vieux clan » aussi bien que le mouvement de libération nationale, mais ce choix tactique ne suscite, chez les clandestins, « ni étonnement ni exaspération ».

Ils invitent « toutes les forces de progrès » à construire l'union « sur le terrain », autour d'un « projet collectif », dans le respect de leur diversité.

Reste la revendication fondamentale de « reconnaissance juridique du peuple corse ». La réalité politique, sociale et culturelle de ce peuple a été énoncée à diverses reprises, par le président de la République, par le gouvernement et par l'Assemblée de Corse. « Quant à une reconnaissance juridique, je pense qu'elle peut trouver sa finalisation dans notre droit par l'existence même d'un statut spécifique et par son contenu », avait précisé M. Joxe dans le *Monde* du 27 juin dernier.

#### Deux fers au feu

La nouvelle Assemblée de Corse, d'où sera issu l'exécutif régional proposé par M. Joxe, ne semble devoir être émise qu'en mars 1992, comme les conseils régionaux de toute la France. Plusieurs majorités paraissent possibles :

1) Les nationalistes avaient invité à leur débat préliminaire à la déclaration du FLNC les représentants de l'Union du peuple corse (UPC), du PCF et du PS, sur le thème : « La Corse de demain, avec qui et comment ? » La limitation des invités disait assez « avec qui », en tout cas prioritairement. L'UPC et le PCF ont décliné l'offre, soucieux de ne pas paraître complices d'un « effet d'annonce », mais l'une et l'autre savent bien que l'axe d'une nouvelle majorité passe par leur formation et qu'il

faut encore que s'y ajoutent des « progressistes » élus sur des listes modérées.

2) La « troisième voie », que rejette le FLNC, est celle d'un « centrisme corse ». Elle est représentée par une « bande des quatre », composée de MM. Laurent Croci (PS), Henri Antons (RPR), José Rossi (UDF) et Max Simeoni (UPC). Elle a eu de nombreux contacts avec M. Joxe, mais elle n'est pas la seule.

3) Les conservateurs, parmi lesquels le ton continue à être donné par les chefs de file traditionnels, MM. Jean-Paul de Rocca-Serra et François Giacobbi, s'appuient, en dépit des apparences, à gérer le nouveau statut de l'île, qu'ils savent inéluctable. Leur combat « pour la Corse française » n'a pas d'autre sens que de préparer les prochaines élections, mais il n'en a, aussi, que s'ils s'attachent à préparer habilement la relève. En effet, si la lutte pour la succession n'est pas encore ouverte s'agissant de M. Giacobbi, elle l'est, incontestablement, pour M. de Rocca-Serra.

Les nationalistes savent que M. Joxe ne saurait gagner pour eux ni pour leurs alliés la majorité au sein de la future Assemblée de Corse. Le ministre de l'intérieur ne peut rien promettre en ce sens sans compromettre le gouvernement à accepter des réformes susceptibles d'ouvrir la voie à des hommes nouveaux. C'est probablement la raison pour laquelle M. Joxe garde plusieurs fers au feu, et le FLNC s'est décidé à se lancer dans une politique d'ouverture qui n'en est peut-être, encore, qu'à son début.

PAUL SILVANI

سكول من لاجل



# SOCIÉTÉ

Conflit entre le maire du Luc-en-Provence et SOS Racisme

## La Maison des Potes ou comment s'en débarrasser

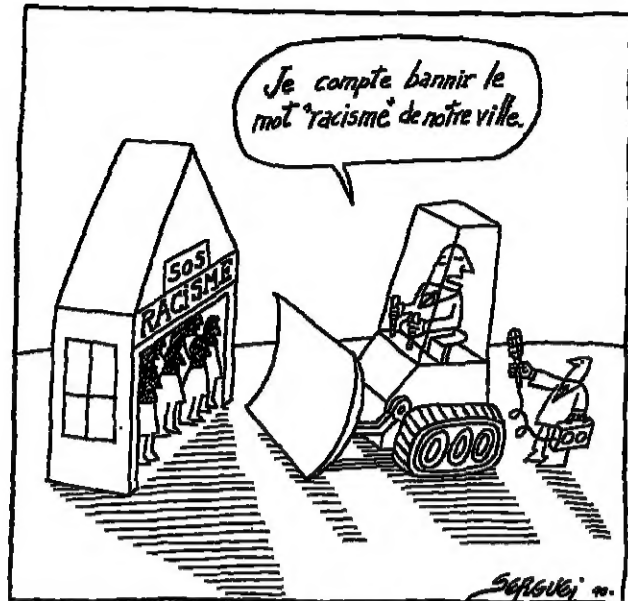
Ouverte en août 1988 - elle avait été la première du genre créée en France à l'initiative de SOS-Racisme, la Maison des Potes du Luc-en-Provence (Var) est, depuis quelques semaines, la cible du nouveau maire (RPR) de la commune, M. Norbert La Rosa, qui veut provoquer son départ. Accusée pêle-mêle d'inefficacité, de politisation, d'incitation à un « racisme à rebours », de dégradation de l'image de la commune, son fort principal apparaît en fait de s'être installée au Luc où sa présence « ne se justifiait pas ».

NICE

de notre correspondant régional

M. Norbert La Rosa, un chirurgien-dentiste de quarante-trois ans, n'en dément pas. « La Maison des Potes, 80 % des Lucois n'en veulent pas », dit-il. « Il suffit d'entendre ce que l'on dit dans la rue, y compris des gens qui ne sont pas de notre bord... » M. le maire s'abstient même de montrer la lettre d'un administré mécontent qui traîne sur son bureau. « Ici, tout le monde se connaît. C'est une affaire de climat dans le village. » Mais qu'on ne fasse pas de la Maison des Potes un lieu de « racisme à rebours », pour mériter l'opprobre, supposés, de la population ?

En juin dernier, M. La Rosa avait déclenché les hostilités en leur interdisant l'organisation d'une fête, dans la cité HLM de la Retraite où ils sont hébergés et où vivent de nombreuses familles maghrébines. Mort : il existait un risque de « trouble de l'ordre public ». Une bagarre s'était bien produite l'année précédente mais en d'autres lieux. « L'Office HLM m'a demandé mon avis. J'ai seulement dit qu'il valait mieux s'arrêter après 22 heures. C'est vrai qu'on ne peut pas leur repro-



cher directement un trouble de l'ordre public... » Précision, amusée, des « Potes » : la fête en question consistait en un spectacle de clown et un goûter pour les enfants.

Les pièces à conviction du procès en politisation sont, de la même manière, assez minces. Un éditorial paru dans le journal de SOS-Racisme du département, dont l'auteur se félicitait, en mars 1989, de la victoire du maire socialiste sortant au terme d'une campagne à tonalité raciste. Mais « tout le monde sait que la Maison des Potes est une base stratégique de SOS-Racisme et qu'elle fait de la propagande en faveur des thèses de la gauche ».

Inefficacité ? « Ce qu'elle fait, nous pouvons très bien le faire et nous le ferons quand elle sera partie ».

Les « Potes » ont, en l'occurrence, invité, à plusieurs reprises, M. La Rosa à leur rendre visite

nir, par sa seule présence, une sorte de racisme à rebours. « Il est bien connu, rétorque Gérard Keiff, l'un des administrateurs de la Maison, que ce sont les écologistes qui provoquent les accidents de centrale nucléaire ».

M. La Rosa souligne, au demeurant, que Le Luc (sept mille habitants) « a beaucoup trop d'immigrés (17 % de la population) et que les gens ne veulent plus les voir ». Vraiment, non, de son point de vue, la Maison des Potes « ne se justifie pas au Luc » d'autant que la plupart de ses responsables « ne sont pas des Lucois » (le maire, né à Casablanca, non plus).

Le hic est qu'il ne dispose d'aucun moyen de coercition pour chasser les indésirables. Les « Potes » occupent un local de l'Office départemental HLM dont le président, M. Raymond Nicoletti, maire (div. opp.) de Salernes, a fait savoir qu'il n'avait aucune intention de le leur retirer. Leur association est, d'autre part, essentiellement financée par l'Etat sans la moindre subvention municipale. M. La Rosa, qui a obtenu, jeudi 3 août, un vote de confiance de sa majorité, n'en continuera pas moins sa croisade.

Si on s'appelle la Maison de Jean-Marie, ironisent les « Potes », on n'aurait eu aucun problème. En février dernier, en effet, M. La Rosa avait été élu, avec vingt-deux voix d'avance, grâce à son alliance, au deuxième tour de scrutin, avec le Front national (déjà), pendant la campagne, il avait mis en cause la présence de la Maison des Potes. Les élections risquant d'être annulées, ses adversaires le soupçonnent, en fait, de vouloir, préventivement, rassurer la frange extrémiste de son électo-

### Mauvaise publicité

En fait, à ses yeux, la Maison des Potes « symbolise le ghetto de la Retraite et nuit à l'image du Luc. Chaque fois, dit-il, que l'on parle de la commune, on parle de la Maison des Potes. On se passerait volontiers de cette publicité ». Il l'accuse aussi d'entre-

La protection de Montmartre

## Les riverains prennent le « Maquis »

Réveil à la troncousse, lundi 6 août, pour les habitants de l'avenue Junot à Paris, dans le XVIII<sup>e</sup> arrondissement. Des bûcherons étaient en train d'abattre les acacias et les érables du « Maquis ». Lorsque les riverains sont intervenus, sept arbres avaient déjà été coupés. Six autres sérieusement endommagés ne verront pas au printemps prochain.

Triste lundi pour l'un des derniers vestiges naturels de Montmartre, petit coin de verdure miraculeusement préservé sur la colline qui courait jadis du Moulin de la Galette à la rue Caulaincourt. Classé « Espace vert » depuis 1966, ce qui lui valait d'être à l'abri des convois des promoteurs, il fut déclaré en novembre 1989 en « Espace libre », par la Ville de Paris, désireuse d'y construire un parking souterrain de 160 places, sur six niveaux.

Mais selon les riverains, un tel projet fait courir des risques à tout le voisinage. Il est vrai qu'une lettre de la Préfecture, datée du 24 juillet dernier, indique que les sondages du sous-sol n'ont pu être effectués. Or en raison de la nature du sol, truffé d'anciennes carrières de gypse et de nappes d'eau, le terrain est particulièrement propice aux effondrements et aux glissements. Dans un communiqué, la mairie de Paris annonçait lundi soir que « toutes les garanties avaient été prises pour cette réalisation ». Pour sa part, M. Michel Delebarre, au ministère de l'Équipement, a décidé de lancer une procédure de classement de site. Cette mesure conservatoire, garantissant le maintien en état des lieux, en attendant l'avis de la commission des sites, ne va pas manquer d'ouvrir un conflit avec M. Jacques Chirac, le maire de Paris.

Les habitants du quartier restent mobilisés, autour de l'Association des riverains du Maquis de Montmartre, créée en 1987 et présidée par le comédien Jacques Fabbri. Depuis le début du mois, ils se relaient pour monter la garde. Certains même ne sont pas partis en vacances, pour éviter qu'à leur retour, le « maquis », aujourd'hui charmant petit terrain de boules soit converti en bruyant parc de stationnement.

L'affaire de « Port-Fréjus »

## Le promoteur exproprié continue à occuper le chantier

NICE

de notre correspondant régional

En dépit de l'ordonnance d'expropriation prise à son encontre par le juge des référés de Draguignan (le Monde daté 5-6 août) et qui lui a été signifiée officiellement lundi 6 août, M. René Espanol, le promoteur exproprié dans le cadre du projet de « Port-Fréjus », a décidé de maintenir l'occupation du terrain, dont il se considère toujours propriétaire. La SCI Bleu Marine, qui a acheté ce terrain à la société d'économie mixte de Fréjus, la SEMAF, et qui a lancé les travaux de construction d'un immeuble d'habitation, a annoncé qu'elle ferait délivrer à M. Espanol, mardi, un « commandement de déguerpir ». Si celui-ci n'est pas suivi d'effet, elle saisira le préfet du Var pour lui demander le concours de la force publique, que le juge des référés lui a expressément accordé dans son ordonnance.

M. Espanol observe, de son côté, que, après l'annulation de la première déclaration d'utilité publi-

que du projet de « Port-Fréjus », prononcée le 27 juillet par le Conseil d'Etat, la Cour de cassation ne peut qu'annuler, « d'office », l'ordonnance d'expropriation. Il met en parallèle, d'autre part, la décision prise par le juge des référés de Draguignan et le jugement par lequel, dans une affaire analogue concernant la commune de Cuers, le tribunal de grande instance de Toulon s'est récemment déclaré incompétent.

M. Serge Rambaud, conseiller municipal (PS) de Fréjus, craint, lui, « que, à la fin du compte, ce ne soient les contribuables fréjusiens qui fassent les frais d'une affaire habilement montée dès le départ et qui ne [lui] paraît pas conduite au seul bénéfice de l'intérêt communal ». « Démonstration est faite, estime-t-il au sujet de l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat, que l'utilité publique d'ensembles immobiliers favorisant la spéculation est une notion bien difficile à faire admettre. »

GUY PORTE

### BIBLIOGRAPHIE

« Les Prisons », de Jacques Léauté

## Le paradoxe pénitentiaire

Un détenu sur deux recrute après sa libération. Si elle n'est pas l'école du crime comme on le prétend parfois, la prison tend à fabriquer des récidivistes, terrassant l'image d'une administration pénitentiaire qui supporte mal l'opprobre dans laquelle on la tient. Et pourtant que dirait-on de la police si elle laissait courir 50 % des criminels ? Ou des Postes si la moitié des lettres ne parvenaient jamais à leurs destinataires ?

Jacques Léauté, dans la réédition d'un « Que sais-je ? » paru la première fois en 1968, attribue cette faillite au « paradoxe pénitentiaire ». Ce paradoxe tient à l'impossibilité d'isoler complètement un détenu, sauf à en faire une bête fauve. Du coup, la vie sociale d'un criminel se résume à la fréquentation d'autres criminels. « Comment leur contact le rendrait-il honnête ? », demande Jacques Léauté. Excellente et insoluble question.

Voilà pourquoi l'administration pénitentiaire a la « déprime », pourquoi les surveillants grognent plus fréquemment qu'à leur tour et pourquoi les détenus sont souvent sur les toits. C'est, qu'en dépit des multiples réformes mises en branle et parfois abandonnées en cours de route ces vingt dernières années, les prisons restent un lieu où fermentent la violence et le crime.

### « Improvisations » et « courtes vues »

Ancien directeur de l'Institut de criminologie de Paris, avocat aujourd'hui, la retraite universitaire venue, Jacques Léauté est de ces juristes libéraux qui ont apporté leurs lumières à certaines des réformes dont il parle. Il retrace en connaissance le cheminement et le contenu de ces projets et contre-projets, que les alternances politiques ont fait éclore à une telle cadence qu'il est devenu difficile de ne pas s'y perdre.

« La question des prisons, rappelle-t-il au détour de cette rétrospective, est devenue un problème de société » au milieu des années 70, au moment où la délinquance s'est mise à croître de 10 % par an. La « pénitentiaire » a alors dû avaler deux potions contradictoires, la « sécuritaire » et la libérale.

Administrée par des gardes des sceaux de droite (MM. Alain Peyrefitte et Alain Chalon), la première alliait la fermeté à des projets pharaoniques : avant d'en rabattre, M. Chalon s'était mis en tête de faire construire quarante mille nouvelles places de prison, ce qui aurait plus que doublé la capacité d'accueil de l'époque.

La potion libérale (MM. Robert Badinter et Pierre Arpaillange) marie le souci d'humaniser la vie derrière les barreaux à celui de développer des solutions alternatives à l'emprisonnement, telles que les peines de travail d'intérêt général.

Dire que tout ces efforts n'ont servi à rien serait injuste. En particulier, la possibilité, accordée aux détenus en 1985, de regarder la télévision dans leur cellule, a beaucoup atténué la tension, grosse d'orages, qui règne en permanence dans les prisons.

En juriste qu'il est, attentif à exposer l'évolution du droit pénitentiaire, Jacques Léauté minimise l'impact de ces nouvelles chaînes (il ne mentionne que d'une phrase cette réforme essentielle). Mais il parle d'or lorsqu'il reproche aux gouvernements qui se sont succédé depuis qu'a éclaté la crise pénitentiaire leurs « improvisations » et leurs « courtes vues ».

Le bilan, effectivement, n'est pas brillant : non seulement un détenu sur deux ne sort pas amendé de prison mais - ceci explique sans doute cela - la France est le pays d'Europe qui consacre le moins d'argent à son système pénitentiaire.

Il est urgent, en conclut Jacques Léauté, d'avoir enfin une ambition durable pour les prisons. Car « la société doit avoir la sagesse de protéger son futur dès à présent. Il y a de sa sécurité et de son humanisme ». Faute de quoi, la « pénitentiaire » restera un chaudron, au rendement désastreux. Et l'on continuera à voir des détenus sur les toits.

BERTRAND LE GENDRE

« Les Prisons », de Jacques Léauté. Presses universitaires de France, 1990. Collection « Que sais-je ? », 128 p., 32 F.

### REPÈRES

#### NUCLEAIRE

Plusieurs mois d'arrêt pour Superphénix

Le surgénérateur Superphénix de Creys-Malville (Isère), arrêté depuis le 3 juillet à la suite d'un défaut électrique sur un alternateur (le Monde du 5 juillet), devrait rester paralysé pour plusieurs mois, annonce la direction de la centrale. En tentant de résoudre le défaut électrique, les techniciens ont en effet découvert que les filtres servant à purifier le sodium de refroidissement étaient colmatés. Le problème serait dû à « un compresseur défaillant qui a provoqué une entrée d'air » dans le circuit primaire, entraînant ainsi une oxydation du sodium.

L'incident a été classé « niveau deux » sur l'échelle de gravité (qui en compte six). Un bilan technique détaillé sera présenté fin août aux autorités de sûreté. Mais, précise-t-on à la centrale, quel qu'en soit le contenu, la remise en service ne pourra pas intervenir avant plusieurs mois.

#### PLAISANCE

Opération « coup de frein » sur le littoral

Quatre-vingt-dix-sept bateaux et engins nautiques à moteur ont été verbalisés dimanche 5 août sur le littoral de l'Hérault et du Gard, lors de l'opération « Coup de frein plaisance ». Les affaires maritimes ont dressé treize procès-verbaux pour excès de vitesse, douze pour défaut de permis de conduire à bord des engins et cinquante pour des infractions concernant le matériel de sécurité : absence de gilet de sauvetage, fusées de détresse périmées ou trop grand nombre de passagers à bord.

Les plaisanciers conduisant sans papier sont passibles d'amendes allant de 6 000 à 15 000 francs, tandis que ceux qui ne respectaient pas les normes de sécurité devaient déboursier de 3 000 à 6 000 francs. Pour cette opération, les affaires maritimes avaient engagé sept vedettes, quatre Zodiac et un hélicoptère.

#### ESPACE

Hermès, éventuel véhicule de sauvetage pour la station américaine

L'Aérospatiale, maître d'œuvre du futur avion spatial européen Hermès, va proposer à la NASA son utilisation comme véhicule de sauvetage (Assured crew rescue vehicle ou ACRV), annonce l'hélicoptériste américain spécialisé Aviation week and space technology dans sa dernière édition. La proposition doit auparavant faire l'objet d'une autorisation de l'agence spatiale européenne.

Un contrat en ce sens avait été signé entre l'Aérospatiale et la firme américaine Lockheed (le Monde du 24 mai 1989). Mais le concept étudié par les deux associés (Crew escape reentry vehicle ou CERV) a changé, et Hermès n'entre pas dans les recherches menées par Lockheed sous contrat de la NASA sur le nouveau système.

#### SPORTS

Football

Le Bayern de Munich humilié

L'élimination du plus grand club de football allemand, le Bayern de Munich, par l'équipe amateur du FV Weinheim (1-0) au premier tour de la Coupe de RFA, samedi 4 août, a suscité de vives réactions en RFA. L'équipe est la risée de la presse populaire. « Toute l'Allemagne se gaussa du Bayern », titre l'Express de Cologne. « Bayern, ha ha ha ! », résume quant à lui le quotidien à grand tirage Bild, supposant que les Bavarois se sont « entraînés dans un bar à bière ».

Le Bayern, champion de RFA 1990 et demi-finaliste de la Coupe d'Europe des clubs champions, a remporté huit fois la Coupe de RFA.

### MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5320

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I									
II									
III									
IV									
V									
VI									
VII									
VIII									
IX									
X									
XI									

HORIZONTALEMENT

I. Certaines multiplications sont pour lui de bonnes opérations. - II. Son contenu peut faire perdre contenance. A son approche, on n'hésite pas à enguirlander. - III. Mieux vaut encore l'avoir continuellement dans le dos que sans arrêt sur les bras. S'est donc retiré des affaires. - IV. Un qui ne perd pas la tête ! Qu'il est souhaitable de très vite oublier. - V. N'est évidemment pas destiné à celui qui a décidé de ne pas nous faire de cadeau. Est proche de l'eau. - VI. Parfois visible près du « croûton ». Ou l'on peut avoir l'occasion d'appuyer sur le champion. - VII. Les rats aiment à ce qu'elles leur tombent sous la patte. - VIII. Est à l'origine de maints règlements de compte. Voltaire et Hugo en ont beaucoup connus. - IX. Ce qui change de ton. Conjonction. - X. Fut

sérieux comme un pape. Drôle d'oiseau qui fit jaser les pies. - XI. On y met parfois les petits plats dans les grands.

VERTICALEMENT

1. Se garde bien de tirer sur la corde. - 2. Fait en sorte de diminuer le nombre de certains accidents. Un qui avait l'habitude de gémir. - 3. Nous en apprend tous les jours. A l'origine de nombreuses prises de bec ou bien de maints éclats de rire. - 4. Ça n'est certes pas avec eux que l'on peut se vanter d'avoir réussi de beaux coups. On a vu un aveugle ferma définitivement les yeux. - 5. Tel qu'on n'y voit peut-être que du bleu. Est nuisible à celui qui veut faire son chemin. - 6. Facilite un transport. Situé près de la gorge. - 7. L'amour le rend bête. Offrent la possibilité de faire un bon tour. Conjonction. - 8. Fait rimer les « énes ». Fit sortir le loup du bois. - 9. Aménées à se réjouir. Données pour délivrer.

Solution du problème n° 5319

Horizontalement

I. Apprentis. - II. Niais. - III. Gri-sou. - IV. Lot. - V. Eue. - VI. Sûr. - VII. Puer. - VIII. Phos. Ton. - IX. Le. Iroise. - X. Art. Ruées. - XI. Espère.

Verticalement

1. Angles. Plan. - 2. Prouetter. - 3. Paire. Ton. - 4. Ris. Pai. - 5. Eon. - 6. Guerre. - 7. Nouvelle. - 8. Nat. - 9. Quatre. - 10. Ose. - 11. Nat. - 12. Ang.

GUY BROUZY



## CULTURE

## ARTS

# Le proche et le lointain

Une exposition Cézanne à Aix-en-Provence  
en hommage à la Sainte-Victoire, victime des incendies

AIX-EN-PROVENCE  
de notre envoyée spéciale

Décidée juste après l'incendie d'août 1989, l'exposition a été réalisée en moins d'un an. Elle serait un hommage à la montagne, qu'il faut tenter de restaurer, comme un chef-d'œuvre, comme un original de Cézanne. Elle réunissait des Cézanne mais aussi des œuvres d'autres maîtres, grands et petits, d'Aix, de Provence ou d'ailleurs, qui ont peint la Sainte-Victoire avant lui, et après lui.

Moins d'un an, c'est peu de temps pour rassembler des tableaux éparpillés à travers tous les musées du monde. Les conservateurs du musée Granet n'en attendaient pas tant : une bonne trentaine de tableaux et d'aquarelles signés Cézanne. Ils n'en auraient d'ailleurs pas eu autant sans la caution de l'historien d'art John Rewald, fort ému de la perte du motif cézannien, déjà bien dégradé par l'urbanisation depuis qu'il l'a parcouru en tous sens, dans la foulée, sur les traces du peintre, dans les années 30.

Une Sainte-Victoire est donc venue de Washington, une autre de Cleveland, d'autres sont venues d'Edimbourg, de Bâle, de Leningrad. Occasion unique de voir des œuvres rares et de saisir aussi, à travers elles, bien qu'en ordre dispersé, une bonne part de la recherche, du travail acharné du peintre ; comment il l'a approchée et prise, sa montagne, de désirs de peinture solide ; comment il a résolu son rêve de beauté, de pierre ; par quels chemins tortueux, parfois, pour aboutir à conclure la sainte alliance de

Baudelaire et de Poussin. Ses deux phases.

L'exposition semble tricher en proposant plusieurs tableaux de sous-bois au motif complexe de branches enchevêtrées, de rochers et de parois de la carrière de Blézet ; ou encore des vues du Château noir, d'où l'on n'aperçoit pas la pointe de la montagne, le signe de sa reconnaissance.

Ces couverts d'arbres, ces éboulis de pierres miraculeusement arrêtés dans leur chute et cette maison qui domine la forêt nous en rapprochent pourtant, qui sont autant d'étapes sur le chemin de la Sainte-Victoire. Autant d'images du monde du peintre confrontant, retournant, échangeant les données du motif, pétrifiant les arbres, animant la roche, tirant de ses sensations formes, plans et couleurs, croisées, constructives.

Autant d'images d'un corps à corps avec la nature, où le motif se perd dans la texture colorée, se dissout dans la lumière des derniers papiers aquarellés. Là, dans l'urgence du traitement du papier et des couleurs à l'eau, le peintre, qui connaît de sa montagne tous les plus, toutes les déviations, n'en donne plus que la trace, le signe, en quelques lignes, quelques touches libérées du bâti, du canevas des tâches structurantes. En quelques ondes, quelques sons, venus du bout des doigts pour faire jouer les grandes réserves de blanc, de silence. A distance. Si loin des premiers travaux d'approches systématiques du motif, entre 1885 et 1890. Et encore plus loin de ces tableaux de jeunesse mis en dépôt au musée d'Aix, parmi lesquels *Bethsabée* et le *Rapt* ont chacun quelque chose à la fois de la mon-



Maurice Denis :  
Vue de la Sainte-Victoire (1906)

tagne. On l'aperçoit au fond de la trouée du paysage, dans le *Rapt*. Dans la *Bethsabée*, ses flancs épousent les lignes du corps féminin étendu sur un rocher.

« Je voudrais, comme dans le Triomphe de Flore, marier les courbes des femmes à des épaules de collines », dit un jour Cézanne, l'étrange auteur d'un *Eternel féminin*. Un tableau de 1877 dans lequel il expose au regard d'une assemblée d'hommes pour le moins agités un nu féminin bras et

jambes ouverts sur une couche surmontée d'un dais, qui a tout de la montagne que le peintre, un peu à l'écart de la meute, à droite de la scène, est en train de représenter.

Le dessin de l'artiste ne serait-il pas tout entier contenu dans ce tableau-ci, ouvrant sur les souberrains de la Sainte-Victoire, sa géologie ? Celle d'un volcan. Etouffé, apaisé, pour mieux servir au dévoilement de la Peinture ?

Du balayage des vues de la Sainte-

Victoire en amont de Cézanne, on retiendra justement un tableau anonyme de la fin du dix-septième siècle représentant la Grande-Chartreuse d'Aix, où l'on aperçoit, au loin, au-delà de la ville, la montagne peinte tel un cône sombre et escarpé, crachant presque de la fumée.

Le catalogue fort intéressant de l'exposition en parle comme d'une image opposant l'ordre (conventuel), la clarté, au désordre (naturel), au mystère, à l'obscurité. Cézanne

connaissait-il cette œuvre conservée à Aix, comme il connaissait les peintures de Granet aux horizons habités par la montagne aixoise ?

On aurait pu s'en tenir là et éviter l'après-Cézanne, les meilleurs peintres ayant pris des leçons auprès de lui ne s'étant pas aventurés sur les pentes de la Sainte-Victoire. A preuve Picasso, le voisin de Van Gogh, d'ailleurs peu enclin à verser dans le paysage.

Quelques-unes des œuvres présentées sont cependant les bienvenues : celles que Masson, mettant entre parenthèses sa quête visionnaire, cherchant la paix, a peintes à la fin des années 40. Ou ce calque de Bagnio, hommage d'un artiste d'aujourd'hui au peintre de la rupture avec un art de la représentation. Avant Kandinsky, auquel on peut penser devant le tableau du musée de Cleveland (vers 1895-1900), dont l'arbre noir, en boule, placé à la base de la ligne de crête, retient l'échappée bleue du ciel à droite de la composition. Avant Mondrian, auquel on ne peut pas ne pas penser devant le tableau du musée d'Edimbourg (1900-1902), où l'arbre réduit à des lignes arquées s'insère dans le massif ramené ainsi au plan du tableau.

GENEVIÈVE BRIERETTE

« Sainte-Victoire, Cézanne 1900 ». Musée Granet, Aix-en-Provence. Tous les jours, de 11 heures à 19 heures. Jusqu'au 2 septembre.

## PATRIMOINE

## Veau d'or contre Sphinx

La « mise en valeur » de l'Égypte ancienne menace un certain nombre de sites historiques

LE CAIRE

de notre correspondant

Souffrant d'une économie faisant eau de toutes parts, l'Égypte est devenue le terrain propice à la résurgence du culte du Veau d'or. Offrande au dieu : le patrimoine égyptien. Objectif du culte : amasser un maximum de ces billets verts portant la devise « In God we trust » (Nous faisons confiance à Dieu).

A tout seigneur tout honneur, le premier lieu de culte est le Sphinx et les pyramides. Le site est en effet la cible du très officiel « Projet de développement du plateau des Pyramides ». Patronné par le ministre de la culture, M. Farouk Hosni, il comprend, dans sa première phase, la destruction de toutes les constructions existant actuellement sur le plateau. Si le pavillon du roi Farouk, de style néo-pharaonique, pourrait soulever quelques objections, nul ne regrettera la cafétéria-boutique de nuit-boutique de béton. Gardien de la dernière merveille du monde et devoir faire face à ça !

Dans la seconde phase du projet apparaît la construction d'un amphithéâtre assez grand pour héberger dix-sept mille spectateurs d'un son et lumière « renouveau ». Sous les gradins, du côté du village de Nazlet-el-Semman, des « boutiques-souvenirs », un restaurant, une cafétéria, etc. Enfin, un mur de six mètres de haut pour couper le plateau du village et de ses chameaux...

Comme tous les cultes, celui du Veau d'or a ses détracteurs. A leur tête se trouve M. Nimer Fouad qui était au premier rang des opposants à l'autre projet de développement du plateau des Pyramides, celui de la South Pacific Possessions qui, en 1978, a manqué d'ériger ici un gigantesque complexe touristique avec en prime un grand lac artificiel en forme de clé de vie pharaonique.

Dans une lettre ouverte, M. Fouad accuse le ministre de la culture d'être « le Neron du Sphinx ». Elle affirme par ailleurs que l'architecte égyptien qui a dessiné le nouveau projet est le frère de l'avocat décadent de la South Pacific. Selon M. Fouad, la réalisation du nouveau projet de développement ne peut que servir la cause de la South Pacific qui a intenté un procès au gouvernement égyptien devant les tribunaux américains. La société réclame des dommages et intérêts au gouvernement égyptien qui avait arrêté in extremis son projet « pour préserver la majesté du

site ». Les plaignants auront beau jeu de dire que le même État égyptien se livre au même crime qui a valu l'arrêt de leur projet, en construisant lui aussi sur le site...

Le professeur Ali Redouane, doyen de la faculté d'archéologie du Caire, attaque lui aussi le projet de M. Farouk Hosni. « La construction de gradins porte atteinte au panorama et constitue une agression architecturale », explique-t-il, ajoutant que l'amphithéâtre risque d'augmenter l'érosion éolienne du Sphinx en concentrant les vents du désert contre la face du colosse. Un autre archéologue affirme que les pierres de l'amphithéâtre refractent les rayons de soleil vers le Sphinx, augmentant ainsi la température du roc et le rendant à la longue plus friable.

### Le trouble des moines du Sinaï

La plupart des opposants au projet estiment que la construction d'un mur séparant le « périmètre sacré » de Nazlet-el-Semman légalise toutes les violations déjà accomplies dans le village construit sur un terrain qui, selon les experts, recèle sûrement des vestiges.

Un autre lieu de culte du Veau d'or est le Sinaï. Une société établie de tourisme projette de rapprocher les hommes de Dieu par... téléphérique. Cet appareil devrait « faciliter l'arrivée des touristes » au sommet du mont Moïse pour voir en tout repos le lieu où Jéhovah a dicté les Dix Commandements. Au pied de la montagne : un complexe touristique visant à héberger quelque 300 000 touristes par an. De quoi rompre un équilibre écologique déjà menacé. En effet, l'eau des puits baisse à cause des quelque 150 000 personnes qui viennent en pèlerinage religieux ou touristique chaque année.

Finis les herbes médicinales rares, les renards, les faucons et les traditions des derniers bédouins. Finie aussi la vie mystique à Sainte-Catherine, le plus vieux monastère du monde en fonctionnement. Les moines ne savent déjà plus où donner de la tête avec les pèlerins et les touristes qui défilent. Certains religieux venus de Grèce n'ont pas tenu le coup et ont réintégré leur mont Athos où les femmes ne peuvent pas venir les tenter avec leurs shorts et leurs décolletés.

Avec 300 000 touristes en plus, les moines devront abandonner leur vie-reclusse faite de prières et de

contemplation pour surveiller les curieux venus admirer les rochers en or, cadeau des tsars. Finie enfin la majesté du mont Sinaï qui deviendra une poubelle. Déjà, il faut l'aide de la Force multinationale du Sinaï pour enlever les bouteilles en plastique, les sacs, les boîtes de conserve et autres restes jonchant la montagne biblique.

Toujours au Sinaï, des promoteurs proposent de construire un pont entre Charm-el-Cheik, à la pointe sud de la péninsule, et l'Arabie. Un pont décrit, même par le ministre égyptien du tourisme, M. Fouad Salhan, qui a mis en garde contre le danger que représente le projet pour une faune et une flore marines presque uniques au monde.

Au Caire enfin, le Musée Mahmoud-Khalil qui renferme un grand nombre de peintures, notamment de l'école impressionniste, a échappé de peu aux adeptes du Veau d'or qui, cette fois, étaient soutenus par les islamistes. Les toiles devaient être vendues pour un bon paquet de dollars. Demain les pyramides elles-mêmes seront-elles à vendre sur un plateau d'argent.

ALEXANDRE BUCCIANTI

## Bataille de bâtisseurs

L'architecte Olivier-Clément Cacoub attaque la revue « Urbanismes et Architecture »

L'architecte Olivier-Clément Cacoub intente un procès en diffamation à la revue *Urbanismes et Architecture*, à la suite d'un article paru dans le numéro d'avril dernier sous le titre « SOS villes » (n° 236). La journaliste Carine Lenfant avait interrogé plusieurs architectes connus pour leur compétence de maître d'œuvre ou pour la qualité de leur réflexion théorique. Elle leur demandait « de se mouiller » en citant publiquement les bâtiments et les aménagements qui constituent selon eux des catastrophes urbaines.

Douze professionnels avaient finalement accepté de s'engager. Catastrophes les plus souvent citées : les Halles (notamment les « parapluies » de Willerval), la porte Maillot et ses nouveaux projets (de Cacoub), les grands quartiers « rénovés » de Paris, les façades de Boffill, les « camemberts » de Nuseir, le Pontant (également de Cacoub), mais aussi les effets de l'indifférence (passée ?) des ingénieurs des ponts et chaussées sur l'environnement et les villes, ou encore l'architecture des grandes surfaces. Les personnalités interrogées par Carine Lenfant rejoignaient là des opinions et des analyses maintes fois exprimées par la critique.

Olivier-Clément Cacoub n'a cependant pas accepté le commentaire de son confrère Pierre Soria sur l'immeuble le Pontant à Paris. S'il admet que Soria qualifie le Pontant de

« bâtiment prétextuel », il révoque les reproches d'ordre technique concernant la maîtrise d'œuvre et plus généralement la qualité de construction, notamment en ce qui concerne les vitrages, « qui se voulaient miroirs ». Soria ajoutait : « La catastrophe la plus grave à mes yeux, c'est de vouloir confier à Cacoub la porte Maillot ».

Nous-mêmes, comme d'autres commentateurs à propos des projets et réalisations de Cacoub, avons parfois été conduits à utiliser des termes sévères. A propos du marché Saint-Germain, dont la copie a d'ailleurs été revue depuis : à propos de la porte Maillot, dont la copie a été également revue ; et si nous nous sommes abstenus sur le Pontant, c'est qu'il s'agissait d'une bataille définitivement perdue...

Cacoub réclame aujourd'hui 50 000 francs de dommages et intérêts devant le tribunal de grande instance de Paris. Cette démarche, semble-t-il, n'a pas été entreprise depuis plusieurs dizaines d'années. Touchant le travail d'un journaliste qui rapporte les propos de professionnels montrant le caractère sensible de certaines opérations sur la ville et le paysage, elle paraît relever d'une mise en cause de la liberté d'information. Aussi est-ce sur le fait que la critique émane d'un confrère architecte que Cacoub fonde son argumentation.

FRÉDÉRIC EDELMANN

## La piscine Molitor remise à flot

Les Monuments historiques viennent de donner leur accord au projet de rénovation « Molitor 93 » élaboré par Reichen et Robert, deux architectes qui se sont acquis une solide réputation dans la rénovation d'ensembles historiques (Grande Halle de La Villette, pavillon de l'Arsenal). A travers Molitor 93, ils cherchent à élaborer « un forum du sport, un exercice de stratification dans l'esprit « steam liner ». Pour conserver le plus possible le bâtiment des années 30, Reichen et Robert ont élaboré deux hypothèses de rénovation déterminées à partir de la vocation initiale de la piscine : le sport.

Première hypothèse, les « sports-loisirs », autrement dit compléter les bassins d'hiver et d'été par un centre de balnéothérapie, réserver la façade nord avec sa vue sur les serres d'Auteuil à des locaux administratifs destinés à une ou plusieurs associations sportives ; privilégier

enfin les événements « sports-loisirs » et « sports-promotion » par un centre de séminaires et un auditorium au-dessus du bassin d'hiver. Seconde hypothèse, les « sports-compétition » : concevoir des infrastructures recevant un ensemble d'équipements pour l'entraînement des sportifs de haut niveau, élargir les activités sportives de Molitor (water-polo, escrime, judo...).

Le processus de « stratification » consiste à compléter et à amplifier un édifice existant, en conservant un esprit (une plage dans Paris), un style (une architecture « steam liner » des années 30), un ensemble de couleurs (bleu à l'extérieur, bleu, ocre et or à l'intérieur). Molitor est sur le point d'être remise à flot.

Propriétés de la Ville de Paris, cette piscine, construite en 1929 par Lucien Pollet, avait fermé ses portes à la fin de l'été 1989 pour cause de vétusté. On apprendra alors

qu'elle devait céder la place à un complexe immobilier (le Monde du 28 août 1989). L'association SOS Molitor voit alors le jour et conjugue ses efforts avec un certain nombre de personnalités (Ariesty, Michèle Morgan, Pierre Granier-Deferre, Haroun Tazieff...) pour sauver cette piscine au décor arts déco et à l'atmosphère balnéaire.

En septembre dernier, Jack Lang refuse de signer le permis de démolir pour « éviter l'irréparable ». En octobre 1989, le maire du seizième arrondissement, M. Pierre-Christian Taittinger, conseille à l'association SOS-Molitor « pour faire avancer les choses », de « présenter un projet de rénovation chiffré ». Le 22 novembre 1989, la COREPHAE vote à la majorité l'inscription de l'édifice à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Le ministère de la culture annonce officiellement que cette plage de Paris

ne sera pas détruite, et la commission du patrimoine historique d'Ile-de-France déclare qu'elle constitue « un ensemble architectural exceptionnel en France ».

Les démarches de SOS-Molitor aboutissent à une rencontre avec le cabinet d'architectes Robert et Reichen en décembre 1989 : ils collaborent pour présenter en mars 1989 une maquette de rénovation qui reçoit un avis favorable de leurs deux principaux interlocuteurs, la Ville de Paris et le ministère de la culture.

Il reste cependant la question financière. Le programme définitif dépendra des opportunités de gestion et du bilan financier de l'opération. Pour ne pas faire assumer la totalité du coût de la remise en état au contribuable parisien, SOS-Molitor compte faire appel à des fonds privés, notamment au sponsoring. F. B.

Un entre

Histoire

هكذا من لا يمل



# SCIENCES • MEDECINE

## Un entretien avec le docteur Abiven

« Il faut impérativement promouvoir en France une nouvelle discipline médicale qui s'adressera à ceux qui vont mourir », déclare le président de la Société d'accompagnement et de soins palliatifs

Dans l'entretien qu'il a accordé au *Monde*, le docteur Maurice Abiven, l'un des meilleurs spécialistes des soins aux mourants (ou soins palliatifs) aborde les différents problèmes soulevés par cette pratique médicale encore trop peu développée dans notre pays, à la différence de ce qui se passe depuis une vingtaine d'années dans les pays anglo-saxons. Exprimant une opposition raisonnée à l'euthanasie, M. Abiven, président de la toute jeune Société française d'accompagnement et de soins palliatifs, se prononce notamment pour le développement en France des unités de soins palliatifs, pour une action ministérielle dans ce domaine ainsi que pour la promotion d'une nouvelle discipline médicale à l'intention de tous ceux qui entrent dans la « phase du mourir ».

« Vous avez créé, il y a trois ans à Paris, la première unité de soins palliatifs française au sein de l'hôpital international de l'Université de Paris. Vous présidez depuis six mois la Société française d'accompagnement et de soins palliatifs. Pouvez-vous nous résumer la situation dans ce domaine pour ce qui concerne la France ? »

— On compte aujourd'hui une douzaine d'unités de soins palliatifs en France. Ces unités se trouvent dans des hôpitaux publics et dans des établissements privés. Une seule unité fonctionne dans un cadre hospitalo-universitaire : celle de l'hôpital Paul-Brousse, à Villejuif. Ainsi, quatre ans après le souhait de M<sup>me</sup> Michèle Barzach, alors ministre de la santé, de

voir se multiplier ce type d'unités, leur diffusion demeure actuellement très limitée. Il convient toutefois de préciser qu'il y a une quinzaine de créations en projet. Mais on se heurte dans beaucoup de cas au problème du redéploiement des lits hospitaliers.

« Je peux citer une demi-douzaine de projets, comme à Vaison-la-Romaine, qui ne parviennent pas à voir le jour. Parfois, c'est un chef de service qui refuse de se défaire de quelques lits ; ailleurs, c'est un problème administratif, etc. Nous essayons, au sein de notre toute jeune société, de constituer un groupe de pression pour promouvoir la création de ce type de structures et le développement de cette activité. Il semble important de reprendre contact au plus vite avec les pouvoirs publics, avec le ministère de la santé. Il faut, à nos yeux, compléter la circulaire Barzach de 1986.

— Pourquoi ?

— On commence à observer qu'un certain nombre de cliniques privées trouvent dans ce type d'activité un créneau intéressant. Dans de telles conditions, il est urgent de définir plus précisément ce que l'on peut appeler un service de soins palliatifs.

— Voulez-vous dire par là que les unités de soins palliatifs sont incompatibles avec l'hospitalisation privée ?

— Un jour, la directrice d'une clinique privée, après avoir longuement visité notre unité, m'a demandé si je serais choqué à l'idée que l'on puisse assister et entourer les mourants moyennant un supplément de prix. Cette idée ne m'enchantait nullement. Mais, après tout, si certains veulent aller dans des cliniques « quatre étoiles »...

— Pouvez-vous préciser votre point de vue ? Une démarche comme la vôtre est-elle plus adaptée à un cadre hospitalier dans lequel l'esprit de lucarne ne prévaut pas ?

— Pour tout dire, je crois que l'hôpital public a absolument besoin



Benoît Pons

de ce type de démarche, de développer une telle activité. Aujourd'hui, 70 % des Français meurent à l'hôpital alors même que des sondages montrent que 70 % de ces mêmes Français souhaitent mourir chez eux. Sur le fond, je crois que la véritable demande de ces personnes n'est pas de mourir au milieu de leurs tentures ou de leurs tableaux, mais d'être correctement entourées, et elles pensent qu'avec leur famille ce serait beaucoup mieux qu'à l'hôpital.

— En dépit de cette forte majorité de personnes mourant à l'hôpital, il se trouve que les soins palliatifs sont pratiqués dans un ensemble (médecins et non médecins) ne sont toujours pas formés à ce type de situation.

— Absolument. Cette formation

n'existe pas. Au fond, l'une des choses dont j'ai pris conscience, c'est que notre médecine — et je ne crache rien — est une médecine qui ne crache rien. Elle est faite avant tout pour guérir. Pourtant, il y a évidemment toute une catégorie de malades qui ne guériront pas. Mais la Faculté n'a jusqu'ici pas établi un corps de connaissances adaptées à leurs besoins. Aussi, il faut impérativement promouvoir une nouvelle discipline médicale qui s'adressera à ceux qui vont mourir.

— Quel contenu devrait avoir, selon vous, cette discipline ?

— Elle devrait, bien évidemment, aborder les différents aspects de la lutte contre la douleur. Mais elle devrait aussi aborder l'ensemble des problèmes qui se posent à ce type de malades. La plupart d'entre eux savent qu'ils vont mourir dans les

semaines ou les mois à venir et se trouvent de ce fait dans un état tout à fait particulier. Ils sont souvent victimes d'une forme spécifique d'angoisse, de tristesse, qui ne correspond pas du tout à une dépression névrotique. C'est une tout autre tristesse, de nature existentielle. Il y a d'abord un désintérêt pour ce qui est un peu lointain, un repliement sur soi, une espèce de résurgence de narcissisme.

« Vers la fin de la vie, je crois que l'on évolue un peu en faisant un chemin inverse de ce que l'on a fait au départ, avec une très grande importance accordée à la famille. À la présence des proches, descendants ou ascendants. Ainsi, si l'on veut répondre aux différents besoins de ces malades, les soignants doivent accepter de prendre en compte l'ensemble de ces problèmes, qui, dans une phase de médecine thérapeutique, sont souvent considérés comme accessoires. Je crois qu'il s'agit là d'une véritable discipline médicale, une discipline axée vers la mort et pour laquelle il faudrait trouver un mot, l'expression « soins palliatifs » ne convenant pas très bien. Quant au terme de « thanatologie », il englobe ce qui se passe avec le cadavre, alors qu'ici il s'agit uniquement de la période du mourir, de la période d'avant.

— Comment expliquez-vous le très grand désintérêt du corps médical pour ce type de démarche ? Y a-t-il, selon vous, une incompatibilité totale entre le fait de traiter et celui d'accompagner les mourants ?

— Je pense qu'il y a tout un groupe de médecins pour lesquels l'association de ces deux activités est difficilement compatible : les chercheurs, les

vrais médecins scientifiques, les chirurgiens. Tout ceux qui investissent tout dans leur activité professionnelle. Tout le monde ne peut pas tout faire. Maintenant, pour un certain nombre de médecins, le problème tient au fait qu'ils n'ont pas été formés. Il tient aussi à une certaine peur de la mort, une peur vis-à-vis de laquelle les médecins ne sont pas plus protégés que les autres, contrairement à ce que l'on pourrait imaginer, ou, plus exactement, souhaiter. Et puis, il y a encore cette image que la médecine occidentale donne d'elle-même, celle d'une médecine faite pour guérir à tout prix. Ceux qui s'occupent de soins palliatifs s'entendent souvent demander comment ils peuvent être tous « en situation d'échec ». À l'extrême, leur activité apparaît comme aux yeux de quelques-uns. Or ce n'est nullement un échec puisque c'est un choix. On pourrait même rétorquer qu'un jour ou l'autre tous nos malades mourront.

« Je vois là une conséquence directe du développement scientifique de la médecine. Autrefois, les médecins étaient là pour soigner et ils le faisaient comme ils le pouvaient. Puis, durant le dix-neuvième siècle, ils sont devenus puissants et quelque peu grisés par leur puissance : ils pouvaient guérir. La médecine a alors pris brutalement une orientation nouvelle. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU  
Lire la suite page 12

## Urgence humanitaire

L'unique vertu de la dernière « affaire Schwartzberg » (*le Monde* des 19 et 20 juillet) aura donc été, non pas d'ouvrir, comme on a pu le dire, le débat sur l'euthanasie, mais bien d'attirer l'attention sur les unités hospitalières dites de « soins palliatifs » — traduction de l'expression anglaise « palliative care » — destinées à humaniser autant qu'on peut la fin de la vie, où la thérapeutique curative devient impuissante, les équipes soignantes prolongent souvent artificiellement la vie, sans rien faire ou presque pour adoucir les derniers instants du malade et prévenir les aspects les plus douloureux du deuil de ses proches. A cet égard on peut penser que la question sans cesse soulevée ces dernières années de l'euthanasie « active », ou du droit de mourir dans la dignité, ne sont que la

conséquence des difficultés rencontrées face à la mort par ceux qui font œuvre de soigner.

La solution à l'évidence n'est nullement dans l'action solitaire de tel ou tel médecin répondant à la demande d'un malade d'abréger ses souffrances en mettant fin à ses jours. Elle est, comme le réclame ici le docteur Maurice Abiven, dans la création d'une nouvelle discipline médicale et dans le développement généralisé, loin de tout esprit de lucarne, des unités de soins palliatifs. L'augmentation de la proportion des personnes âgées, et leur concentration dans des établissements plus ou moins médicalisés, tout comme la proportion considérable de ceux qui décèdent aujourd'hui à l'hôpital, font qu'il s'agit là d'une véritable urgence. Une urgence qui, si elle n'est pas à proprement parler de santé publique, est bel et bien humanitaire.

Si l'on ne parvient pas, de cette manière, à réintroduire la mort dans notre société, à réinventer de nouvelles formes hospitalières de la mort, les douloureux problèmes de l'euthanasie et de l'acharnement thérapeutique, avec les exagérations multiples auxquelles ils donnent lieu, ne cesseront, sous une forme ou sous une autre, de se poser.

J.-Y. N.

## Histoire d'eau à Sein

Grâce à la technique du dessalement de l'eau de mer, l'île bretonne ne souffre pas de la sécheresse

L'ILE de Sein : 5,6 hectares de terre découpée et bien peu émergée, des rochers affleurant tout alentour la surface de l'Atlantique, un village tassé pour mieux résister au vent, 500 habitants. Ce point final de l'Europe continentale est très beau, mais modeste. L'île de Sein a pourtant deux titres de gloire : le 23, 24 et 25 juin 1940, 128 de ses hommes sont partis pour continuer la guerre avec le général de Gaulle ; depuis 1976, Sein qui est, bien évidemment, dépourvue du moindre ruisseau, s'autoalimente en eau douce par dessalement de l'eau de mer au rythme quotidien de 50 mètres cubes. Si bien qu'en cette période de sécheresse prolongée, Sein est une des rares îles bretonnes à ne pas manquer d'eau. Ce dont est légitimement fier M. Alain Le Roy, maire de Sein depuis 1971.

De tout temps, les hommes envahissent d'eau salée ont été confrontés au problème de l'eau douce, indispensable à leur vie. Pendant des millénaires, les navigateurs ont emporté des réserves d'eau douce stockées dans des tonneaux. Mais l'eau se corrompt vite ; des bactéries s'y développent très rapidement et peuvent être cause de maladies diverses ou au moins de maux de digestifs. Avec le remplacement des voiles par les machines à vapeur, on a disposé, à bord des navires, d'une source de chaleur suffisante pour faire bouillir — et donc distiller — l'eau de mer. Au début de notre siècle, l'usage des bouilleurs d'eau s'est répandu, étant entendu que ces machines « travaillaient » à la pression atmosphérique normale (soit 1015 hectopascals, ex-millibars) et que la température nécessaire pour porter l'eau de mer à ébullition était obligatoirement de 100°C.

Ce système avait un grave inconvénient. L'eau de mer salée en moyenne à 35 pour 1000 (1) est très corrosive et son pouvoir de corrosion augmente avec sa température. De plus, elle entartre beaucoup les récipients et tuyaux, tout particulièrement ceux qui sont à plus de 70°C.

D'où l'idée d'utiliser deux principes simples de la physique : le premier veut que le point d'ébullition de tout liquide baisse avec la pression. Les alpinistes le savent bien qui, au sommet du mont Blanc (4807 mètres et 550 hectopascals) ont de l'eau « bouillante » à seulement 84°C. Le second fait que la seule détente d'un gaz refroidit celui-ci, alors que la compression le réchauffe (2).

La machine à dessaler de l'île de Sein, installée par la Société internationale de dessalement de l'eau de mer (SIDEM) dans le bas du phare de l'île, « travaille » à 56°C car sa pression interne est abaissée à 170 hectopascals. Le système commence par le pompage et le filtrage d'eau de mer. Celle-ci est à 7 ou 8°C en hiver, à 16 ou 18°C en été. Lors que l'appareil démarre, l'eau de mer est chauffée à 56°C par une résistance électrique. Dans le même temps, une pompe évacue l'air présent dans toute la machine. Lorsque la température atteint 56°C et la pression 170 hectopascals, le processus se met en route automatiquement et très rapidement.

### Bouillir à 56°C

Après cette — rare — phase de démarrage, indispensable pour amorcer le processus, tout le système marche comme un serpent qui se mord la queue. Ce que tout le monde peut comprendre à la seule condition de se rappeler les deux principes de physique — simples pour ne pas dire simplistes — énoncés ci-dessus.

L'eau de mer à 56°C est pulvérisée au rythme de 4,8 tonnes à l'heure dans l'évaporateur dont la pression interne est de 170 hectopascals. Là, elle tombe et ruisselle sur la surface externe de tubes. Elle y « bout » d'autant mieux qu'à l'intérieur des tubes circule la vapeur précédemment obtenue que l'on a fait passer par un compresseur où sa pression a été augmentée à 210 hectopascals. Ce qui a élevé sa température à 61°C. Ces cinq degrés Celsius supplémentaires facilitent l'ébullition de

l'eau dans l'évaporateur où la pression est maintenue à 170 hectopascals.

De même, l'eau douce et la saumure qui sortent de la machine respectivement à 61°C et 56°C sont refroidies à 21°C par contact avec les conduites par lesquelles l'eau de mer fraîche arrive dans l'appareil et est ainsi chauffée à 56°C avant d'être injectée dans l'évaporateur. Ne tourne donc que le compresseur qui comprime la vapeur de 170 à 210 hectopascals et augmente la température de 56 à 61°C. Soit une consommation de 15 kilowatts-heure par tonne d'eau douce produite. Cette faible consommation d'énergie a pour conséquence de mettre le mètre cube d'eau dessalée à un prix raisonnable : 30 francs, dont seulement 5 francs pour l'énergie.

Pour le moment, les 50 mètres cubes quotidiens suffisent en toutes saisons aux habitants de l'île. Si les besoins estivaux augmentaient beaucoup, on pourrait toujours ajouter une deuxième machine qui fonctionnerait pendant les mois de pointe. Le prix d'une machine d'une capacité quotidienne de 50 mètres cubes est actuellement de l'ordre de 2 millions de francs.

La SIDEM fait déjà des appareils de beaucoup plus grande capacité. Aux Canaries, elle en a installé un qui produit 1500 mètres cubes d'eau douce par jour. Dans des petites îles italiennes (Lipari, Pantelleria, etc.) fonctionnent ou sont en cours de montage cinq machines de 1600 mètres cubes quotidiens. Est à l'étude pour Trapani (Sicile) une station de dessalement faite de trois unités et capable de fournir en tout 36 000 mètres cubes d'eau douce par jour. Le record de la SIDEM : trois machines produisant chacune 36 000 mètres cubes d'eau douce par jour à Abou-Dhabi depuis quelques mois. Quant au record mondial, il appartient à l'usine de dessalement d'Al-Jubail (Arabie saoudite) : 46 unités y produisent à elles toutes plus de 1 million de mètres cubes d'eau douce par jour

(au prix de quelques francs par mètre cube). Ce qui correspond à la consommation journalière, dans un pays industrialisé, d'une ville de 4 millions d'habitants.

YVONNE REBEYROL

(1) L'eau de mer salée à 35 pour 1000 contient 19 pour 1000 de chlorure, 10,5 pour 1000 de sodium, 1,35 pour 1000 de magnésium, 0,885 pour 1000 de soufre, 0,4 pour 1000 de calcium, 0,38 pour 1000 de potassium, etc. Elle contient à l'état de traces tous les autres corps simples.

(2) Tout le monde a constaté que la compression de l'air dans une simple pompe à bicyclette est source de réchauffement.

## le de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs

de bâtisseurs



# L'arbre aux racines d'or

En fixant l'azote de l'air très profondément sous terre, « l'Acacia albida » pourrait accroître la fertilisation des sols sahéliens

C'ÉTAIT autrefois un arbre miracle, vénéré par les éleveurs et les paysans du Sahel. Aujourd'hui en forte régression du fait de la sécheresse et de la surexploitation des fourrages et du bois, l'Acacia albida serait-il en passe de renouer avec son glorieux passé ? Une équipe de l'Institut français de recherche scientifique pour le développement en coopération (ORSTOM), associée à l'Institut sénégalais de recherche agricole (ISRA) de Dakar, vient en tout cas de lui découvrir une caractéristique unique en son genre, particulièrement prometteuse pour la fertilisation des sols désertiques : la capacité de fixer l'azote de l'air, par le biais de bactéries enfouies plusieurs dizaines de mètres sous terre.

Des plantes susceptibles de tirer de l'air ambiant les éléments azotés nécessaires à leur croissance, les agronomes en connaissent déjà un certain nombre. La luzerne, le soja, le haricot ou le trèfle – toutes les légumineuses le font même spontanément, attirant ainsi leurs cultivateurs d'engrais coûteux et polluants. Alors que la plupart des végétaux ne s'assimilent que sous la forme de composés dérivés, les racines de ces plantes fixent directement l'azote atmosphérique, par l'intermédiaire de bactéries vivant en symbiose avec elles. Les réserves d'azote disponibles dans l'air étant quasiment illimitées, cette propriété intéresse de très près les biologistes qui, depuis plusieurs années, tentent de l'étendre à d'autres plantes cultivées.

En bonne légumineuse, *Acacia albida* ne fait pas exception à la règle. Dans son enfance, du moins. On sait en effet de longue date que ses jeunes plants se nourrissent directement de l'azote de l'air, grâce à de petites excroissances, appelées nodules, que forment sur ses racines des bactéries spécifiques, les *Rhizobium*. Ces dernières transforment l'azote gazeux de l'air en ammoniac, puis en acides aminés et en protéines. En retour, le jeune arbre permet aux bactéries de prélever sur ses racines les éléments nutritifs dont elles ont besoin. Un échange de bons procédés comme il en existe souvent dans la nature, qui permet au jeune acacia, pendant sa première année, d'être indépendant des maigres réserves en azote minéral des sols sahéliens.

## De très longues racines

Plus mystérieux, en revanche, apparaissent jusqu'aux us et coutumes des acacias adultes. Les agronomes avaient beau chercher et rechercher : impossible, le plus souvent, d'observer sur leurs racines le moindre nodule révélateur. Pourtant, d'importantes quantités d'azote étaient régulièrement mesurées dans les sols avoisinants. Comment expliquer ce paradoxe ? Les scientifiques y perdient leur latin, sans pour autant remettre en question l'idée communément admise selon laquelle les bactéries *Rhizobium*, responsables des fameux nodules, vivaient essentiellement dans les régions superficielles du sol. Or l'acacia, précisément, possédait de très longues racines qui lui permettaient de s'approvisionner en eau très loin dans le sol, dans des nappes situées à plus de trente mètres. D'où l'idée de Bernard Dreyfus : effectuer des prélèvements de sols en profondeur, histoire de vérifier si quel-



L'Acacia albida, autrefois arbre miracle du Sahel

ques *Rhizobium* ne s'y nicheraient pas. Une intuition prise d'autant plus au sérieux par l'ORSTOM que le laboratoire de microbiologie des sols de Dakar doit déjà à ce chercheur, en 1979, la découverte de nodules sur les tiges de *Sesbania rostrata*, une espèce sahélienne modèle de la fixation d'azote sur

laquelle travaillent aujourd'hui les spécialistes du monde entier (le Monde du 3 février 1988).

Pour Bernard Dreyfus, cette fois, l'opportunité se présente lors de sa rencontre avec des géologues de l'université de Dakar. Pour étudier le renouvellement des nappes d'eau, ces derniers doivent en effet prélever des échantillons de sols jusqu'à quarante mètres de profondeur. Une mission commune est organisée dans la région de Louga, à 200 kilomètres au nord de Dakar. Les chercheurs entreprennent un premier forage sur des dunes fossiles, à quelques mètres du pied d'un *Acacia albida* adulte.

## Des bactéries souterraines

« Le forage dura six jours et atteignit la nappe d'eau à 34 mètres », raconte Bernard Dreyfus. Rapportés au laboratoire, les échantillons de sol prélevés furent ensuite inoculés à de jeunes plantules d'acacia. Résultat : dix jours plus tard apparaissaient sur leurs racines des nodules fixateurs, confirmant ainsi l'hypothèse des scientifiques et révélant, pour la première fois, la présence de bactéries *Rhizobium* à une telle profondeur.

« Fait plus étonnant encore, les bactéries fixatrices d'azote vivent en plus grand nombre au niveau de la nappe que dans les horizons supérieurs du sol », poursuit Bernard Dreyfus. Isolées et sélectionnées pour leur aptitude à fixer l'azote, les *Rhizobium* les plus performantes devraient ainsi pouvoir,

par l'intermédiaire d'*Acacia albida*, être utilisées pour la fertilisation des sols sahéliens.

« Inoculées aux jeunes plants d'*Acacia albida*, elles favoriseraient sa croissance en accompagnant ses racines au fur et à mesure de leur descente vers la nappe, précise le chercheur de l'ORSTOM. En outre, une fois adulte, l'arbre transférerait ainsi plus d'azote vers ses feuilles, lesquelles, une fois tombées, enrichiraient le sol en se décomposant. » De quoi augmenter de manière appréciable le rendement de certaines cultures vivrières, sans avoir recours à des engrais chimiques, « polluants et de toutes façons trop coûteux pour les paysans du Sahel ».

Arbre miracle d'antan, l'*Acacia albida* deviendra-t-il demain indispensable à l'agriculture ? Déjà, de tous les végétaux de l'Afrique sahélo-saharienne, il est le seul à perdre ses feuilles au début de la saison des pluies – fournissant ainsi aux cultures des éléments nutritifs, aux troupeaux un excellent fourrage durant la longue saison sèche. Choisi récemment comme prioritaire pour l'agroforesterie des régions du Sahel, cette espèce nous conformiste sera désormais l'objet de l'attention conjointe de plusieurs laboratoires du Nord et du Sud. Un retour en beauté pour un arbre autrefois respecté de la vallée de l'Omgo aux rives atlantiques du Sénégal, que les aléas climatiques et anthropiques menaçaient, il n'y a pas si longtemps, de disparition.

CATHERINE VINCENT

## Un entretien avec le docteur Abiven

Suite de la page 11

« Comment ne pas craindre que, derrière le développement des unités de soins palliatifs, on ne trouve, camouflée, la mise en œuvre plus ou moins systématique d'une euthanasie active ? Sous prétexte d'accompagner les mourants, ne peut-on pas craindre que certaines équipes ne cherchent à précipiter les événements ? »

« Deux ou trois fois, des malades ont refusé de venir dans notre service car ils avaient compris que nous y accélérons la mort. Honnêtement, je crois que dans les services de soins palliatifs on ne pousse jamais la seringue. Nous accompagnons les mourants avec un principe fondamental, qui est que la qualité de la vie, dans cette phase-là, a plus d'importance que sa durée. »

Nous ne voyons aucune objection à utiliser, dans le but de soulager, des médicaments dont on sait que, peut-être, elles hâteront la mort. La grande différence, par

rapport à certaines associations ou à certaines pratiques, réside dans l'intention. Dans les services de soins palliatifs, il ne s'agit que du meilleur confort possible offert aux malades.

« Et que faites-vous lorsque c'est le malade lui-même qui réclame ? »

« Dans mon expérience, sur quatre cents malades, la situation ne s'est produite que trois fois. Jamais à partir d'un problème de douleur (qui peut toujours être réglé sans aucune difficulté), mais à partir d'un refus de ce qui était perçu comme une forme de déchéance. Dans ces trois cas – il s'agissait de trois hommes à la personnalité très structurée – la déchéance équivalait à une dépendance jugée trop grande des autres. »

« Après de longues discussions avec ces malades et avec leur famille, nous leur avons dit que nous ne leur donnerions jamais la mort mais que nous acceptions, en revanche, de les faire dormir jusqu'à ce que leur maladie les emporte. Nous avons alors utilisé, après avis de psychiatres ayant pratiqué des cures de sommeil, des médicaments non mortifères, des barbituriques et jamais le « cocktail lytique » Largactil-Dolosal et Phénergan. La mort est apparue, selon les cas, entre trois et dix jours. Je ne sais bien évidemment pas certain que ce soit là la solution idéale. »

« Je ne sais d'ailleurs pas quelle est la solution idéale. Ce que je sais, c'est que les familles concernées nous ont été reconnaissantes et que notre démarche avait été menée avec le plein accord des malades. Je sais aussi que les infirmières n'auraient jamais supporté l'euthanasie active. »

## Une démarche d'équipe

« Estimez-vous nécessaire à l'avenir l'instauration d'un label « unité de soins palliatifs » ou, en d'autres termes, une codification des pratiques mises en œuvre dans la phase du mourir ? Peut-on laisser tous les services, toutes les équipes médicales qui le souhaitent, agir comme ils l'entendent ? »

« A mon avis, il ne faut pas de label. Mon rêve – que je ne verrai pas accompli – serait que, dans quinze ou vingt ans, de telles techniques soient devenues totalement routinières et mises en

œuvre partout dès lors que le diagnostic d'entrée dans la phase du mourir pourrait être porté. Ce n'est pas inconcevable. »

« Sérieusement, ne craignez-vous pas, dès lors, le développement d'une euthanasie active plus ou moins camouflée ? »

« Vous savez, cela ne pourrait pas être pire que ce qui se passe aujourd'hui. Dans ce domaine, tout ne peut aller que vers une certaine amélioration. Je suis convaincu que la technique des soins palliatifs est une alternative tout à fait raisonnable et crédible à l'euthanasie. »

« Un certain nombre de mes confrères et de collègues n'attendent que le développement des unités de soins palliatifs. On commence déjà, ici ou là, à faire moins de cocktails lytiques qu'on en faisait il y a une dizaine d'années. Aujourd'hui, l'euthanasie active existe pourtant, même si elle continue à se pratiquer sous le manteau. Je ne crois pas que la technique des soins palliatifs puisse être utilisée comme une forme de camouflage de cette euthanasie, étant entendu qu'il s'agit là d'une démarche d'équipe et qu'un médecin seul, quel qu'il soit, ne pourra pas agir contre l'avis de ceux qui l'entourent ! »

« Ne craignez-vous pas non plus que le développement des unités de soins palliatifs cor-

responde un peu partout à la création de simples « mouriroirs » ? »

« Ici, tout est affaire de présentation. Soit on dit que « les chambres au bout du couloir » sont des chambres où l'on meurt. Soit on dit que ces chambres sont faites pour les très grands malades – et les très grands malades savent toujours qu'ils sont proches de la mort – pour leur apporter plus de soins, plus de confort, plus de calme ; pour que leurs proches puissent être vraiment près d'eux. »

« Qu'en est-il en pratique de la formation pour cette nouvelle discipline que vous souhaitez voir instituer en France ? La psychanalyse y serait-elle obligatoire ? Ne s'agit-il que de simples notions sur la mort ? »

« Il s'agit d'abord d'une réflexion technique sur le traitement de la douleur, des différents symptômes dont souffrent ces personnes. C'est aussi une réflexion de type psychologique, certainement pas d'une psychanalyse, mais sans aucun doute d'un travail de groupe. »

## Apprendre à soigner les proches du mourant

Le schéma classique du « groupe Balint » me semble ici très valable. Il permet de montrer que, pour un grand nombre de soignants, les fortes résistances, les

craintes que beaucoup ont à s'approcher d'un mourant sont purement fantasmatiques.

« Les soignants doivent aussi apprendre à soigner les proches du mourant. Il est évident que la mort se passe d'autant plus calmement que les proches sont plus calmes, que le malade lui-même conscient ou non. Il ne faut jamais oublier aussi que la mort est un phénomène très social. »

« Pour une personne qui meurt il y en a cinq, dix autres, qui souffrent parfois très longuement avec tout un cortège de phénomènes pathologiques de leur deuil. S'occuper du deuil, c'est aussi faire de la prévention. Plus généralement, et même si cette formulation paraît prétentieuse, j'estime que les soins palliatifs permettent de fournir une nouvelle approche de la mort pour notre société. C'est un service à lui rendre. Faire passer la mort aux oubliettes, vouloir la faire disparaître, comme c'est encore trop souvent le cas, n'est pas sain. Reconnaître le temps de la mort, la réinsérer dans l'hospitalité et dans la vie, préserver le corps, laisser la famille en sa présence, tenter des expériences de ritualisation sont des choses essentielles, des choses qui aident les vivants à la rupture. »

« On note aujourd'hui, sinon une véritable mainmise de l'Eglise catholique sur ce secteur d'activité, du moins une

forte présence de cette Eglise sur tout ce qui touche à ces questions. Quelle est votre opinion sur ce point ? »

« Je suis, pour ma part, catholique. Il est vrai que les chrétiens se retrouvent très à l'aise dans ce type d'activité qui est traditionnellement une activité chrétienne. Mais, vous savez, tout cela va bien au-delà et rejoint le vieux fond judéo-chrétien de notre société. »

« Quant au problème de l'euthanasie active, en faveur de laquelle je ne milite nullement, je pense que nous sommes dans une société pluraliste et qu'il y aura toujours certaines personnes qui auront envie de se donner – ou qu'on leur donne – la mort. »

« Je crois qu'il faut impérativement reconnaître ici la clause de conscience aux médecins et rappeler, comme le démontre d'ailleurs l'application des unités de soins palliatifs, que lorsqu'on ne souffre plus et que l'on est entouré par ses proches ces problèmes paraissent tout à fait différents de ce que l'on avait pu imaginer ou craindre. En cela, je suis intimement persuadé que les soins palliatifs sont une alternative à un très grand nombre de demandes d'euthanasie. »

Propos recueillis par JEAN-YVES NAU

## Deux ouvrages

Tous ceux, soignants ou non, qui sont intéressés par la pratique des soins palliatifs, pourront avec un grand profit, se reporter au tout récent ouvrage collectif « Pour une mort plus humaine », qui vient d'être la Maison Inter-Éditions. Les droits d'auteur de cet ouvrage seront versés en totalité à l'Association des amis de l'unité de soins palliatifs de l'Hôpital international de l'université de Paris.

On peut également lire « Vivre avec celui qui va mourir », de M. Yves de Gentil-Balchis, écrit en collaboration avec le docteur Maurice Abiven, qui explique comment entourer et accompagner les derniers moments de la vie.

« Pour une mort plus humaine » - Expérience d'une unité hospitalière de soins palliatifs. 232 p. Inter-Éditions.

« Vivre avec celui qui va mourir » de M. Yves de Gentil-Balchis, en collaboration avec le docteur Abiven. Éditions Centurion 101 p. 54 F.

<b>Le Monde</b> Rédaction et Siège Social : 15, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-99		<b>ADMINISTRATION :</b> 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10																	
Édité par la S.A.R.L. Le Monde Dirige de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944 Capital social : 620 000 F Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde » « Association Hubert-Beuve-Méry » Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant. Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN 0000-0000 Renseignements sur les microfilms et Index du Monde au (1) 42-22-20-20		<b>BULLETIN D'ABONNEMENT</b> DURÉE CHOISIE 3 mois <input type="checkbox"/> 6 mois <input type="checkbox"/> 1 an <input type="checkbox"/> Nom : _____ Prénom : _____ Adresse : _____ Code postal : _____ Localité : _____ Pays : _____ (R) MONDO																	
<b>Le Monde PUBLICITE</b> André Fontaine, président Françoise Hugues, directeur général Philippe Dupuis, directeur commercial Micheline Ostermann, directrice du développement 5, rue de Montreuil, 75007 PARIS Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Tél. MONDO 206 136 F Tél. 45-55-04-70 - Société Inter- de journaux Le Monde et Regie Presse SA.		<b>ABONNEMENTS</b> 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90 <table border="1"> <tr> <th>Tarif</th> <th>FRANCE</th> <th>SUISSE-BELG.</th> <th>AUTRES PAYS</th> </tr> <tr> <td>3 mois</td> <td>400 F</td> <td>572 F</td> <td>790 F</td> </tr> <tr> <td>6 mois</td> <td>780 F</td> <td>1 123 F</td> <td>1 560 F</td> </tr> <tr> <td>1 an</td> <td>1 400 F</td> <td>2 066 F</td> <td>2 960 F</td> </tr> </table> ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENOYER CE BULLETIN Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70 Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.		Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG.	AUTRES PAYS	3 mois	400 F	572 F	790 F	6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F	1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F
Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG.	AUTRES PAYS																
3 mois	400 F	572 F	790 F																
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F																
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F																

هكذا من لامل



# AGENDA

Programmes du mercredi 8 au mardi 14 août

## CINÉMA

### LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-04-24-24)  
La Maison du mystère (1922), d'Alexandre Volkoff, 18 h : Cinéma soviétique ; Alexandre Nevski (1938, v.o.), de S. M. Eisenstein, 19 h : Cinéma soviétique ; Hamlet (1984, v.o.), de Grigori Kozintsev, 21 h.

### VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)  
Si vous avez manqué le début : la Paris des écrivains : Césaire (1976) de Marguerite Duras. Une aussi longue absence (1980) d'Henri Colpi, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; La Forme d'une ville : Les Dites Carrières (1984) d'Agathe Varda, le Signe du lion (1982) de Eric Rohmer, 18 h 30 ; Le Paris des écrivains : Les Gens de lettres (1960) d'Henri Champetier et Léonore Paillet, les Amants (1958) de Louis Malle 20 h 30.

### LES EXCLUSIVITÉS

**ALEXANDRIE ENCORE ET TOUJOURS** (Fr., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34).  
**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ** (A., v.o.) : UGC Emmitage, 6 (45-63-18-18) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).  
**L'AMOUR** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; Pathé Hauteville, 6 (45-33-79-38).

**ATTACHE-MOI** (Esp., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; UGC Emmitage, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-11) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79).

**AUX SOURCES DU NIL** (A., v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-77).  
**BAGDAD CAFÉ** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**BEST OF THE BEST** (A., v.f.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41) ; Paris Ciné 1, 10 (47-70-21-71).

**LA CAPTIVE DU DÉSERT** (Fr.) : Saint-André-des-Arts 1, 6 (43-28-48-18).

**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A., v.o.) : République Cinéma, 11 (45-85-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**CHÉRIE, J'AI RÉTRÉCI** (A., v.f.) : République Cinéma, 11 (45-85-51-33) ; Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68).

**CHET BAKER. LET'S GET LOST** (A., v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).  
**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It., v.o.) : George V, 6 (45-62-41-46).

**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Les Trois Luxembourgs, 6 (45-33-97-77).  
**CONTRE-ENQUÊTE** (A., v.o.) : UGC Odéon, 6 (45-74-94-94) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40).

**COUPABLE RESSEMBLANCE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (45-33-79-38) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Pathé Français, 6 (47-70-33-88) ; Fauvette Bis, 13 (43-31-60-74) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-12-06) ; Gaumont Convention, 15 (45-54-48-85) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**CRIMES ET DÉLITS** (A., v.o.) : Reflet Logos II, 5 (43-54-42-34) ; Le Triomphe, 6 (45-74-94-94).

**CRY-BABY** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Odéon, 6 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-28-04) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Emmitage, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-11) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**DE HOLLYWOOD A TAMANRASET** (Fr.-Alg., v.o.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**DÉLIT D'INNOCENCE** (A., v.o.) : UGC Emmitage, 6 (45-63-18-18) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

6 (42-25-10-30) ; UGC Champs-Élysées, 8 (45-62-20-40) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; La Bastille, 11 (43-07-28-04) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Marignan-Concorde, 6 (45-33-79-38) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**GRAND BLEU** (Fr., v.f.) : Elysées Lincoln, 6 (45-59-36-14).

**HISTOIRE DE GARÇONS ET DE FILLES** (It., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**IL Y A DES JOURS... ET DES LUNES** (Fr.) : George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Français, 6 (47-70-33-88).

## LES FILMS NOUVEAUX

**CADILLAC MAN**, Film américain de Roger Donaldson, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Hauteville, 6 (45-33-79-38) ; Pathé Marignan-Concorde, 6 (45-33-79-38) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-11) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-12-06) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43) ; Pathé Français, 6 (47-70-33-88) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**FIRE BIRDS**, Film américain de David Green, v.o. : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**IMMEDIATE FAMILY**, Film américain de Jonathan Kaplan, v.o. : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; UGC Emmitage, 6 (42-25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; UGC Biarritz, 6 (45-82-20-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-90-11) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LE PREMIER POUVOIR**, Film américain de Robert Resnais, v.o. : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : Pathé Français, 6 (47-70-33-88) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LES LIAISONS DANGEREUSES** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; Denfert, 14 (43-21-41-01).

**MAUVAIS SANG** (Fr.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

**MEURTRE DANS UN JARDIN** (Anglais, v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09).

**MISS DAISY ET SON CHAUFFEUR** (A., v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; UGC Odéon, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-12-06) ; v.f. : UGC Opéra, 9 (47-42-60-33).

**LE DÉNOMMÉ** (Fr.) : L'Entreop, 14 (45-43-41-63).

**DO THE RIGHT THING** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**DOUBLE JEU** (A., v.o.) : UGC Emmitage, 6 (42-25-10-30) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; v.f. : Saint-Lazare-Pasquier, 6 (43-87-35-43).

**ECHEC ET MORT** (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler II (ex-images), 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**EXTRÊMES LIMITES** (A., v.f.) : La Géode, 19 (46-42-13-13).

**LE FESTIN DE BABETTE** (Dan., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**LA FILLE AUX ALUMETTES** (Fin., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**FULL CONTACT** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Opéra, 9 (47-42-60-33) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

Nous publions désormais le mardi les films qui seront à l'affiche à Paris, à partir du mercredi. Les commentaires concernant les films nouveaux ainsi qu'une sélection commentée des exclusivités et des grandes reprises figureront dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

74-95-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

**MY LEFT FOOT** (Irlandais, v.o.) : Lucantra, 6 (45-44-57-34).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.) : Studio Galois, 15 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-12-06) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LES NOCES DE PAPIER** (Can.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15).

**NOUVELLE VAGUE** (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; République Cinéma, 11 (45-05-61-33).

**LA NURSE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**L'ORCHIDÉE SAUVAGE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; UGC Marignan-Concorde, 6 (45-33-79-38) ; UGC Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6 (45-59-36-14).

**QUELLE HEURE EST-IL** (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**RETOUR VERS LE FUTUR 3** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Emmitage, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LA PLANÈTE SAUVAGE** (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer, ven, dim, mar, 12 h.

**LA LÉGENDE DU SAINT BUEVE** (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, 19 h.

**LE LOCATAIRE** (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, dim, 21 h.

**LOLA** (It., v.o.) : République Cinéma, 11 (45-05-61-33) mer, ven, mar, 21 h 20, dim, 19 h 20.

**MACADAM COWBOY** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer, 18 h, jeu, 22 h 15, sam, 22 h 30, mar, 13 h 40.

**LE MAÎTRE DE MUSIQUE** (Bel.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer, 20 h, jeu, 13 h 45, dim, 18 h 30.

**MERLIN L'ENCHANTEUR** (A., v.f.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, jeu, ven, dim, mar, 12 h.

**MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE** (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer, mar, 22 h 15, lun, 20 h.

**NOCE BLANCHE** (Fr.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer, 18 h 15, ven, 14 h, lun, 21 h.

**LE PETIT DÉSOLÉ ET LA VALLEE DES MERVEILLES** (A., v.f.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, ven, dim, lun, mar, 15 h 15, jeu, 15 h 40.

**THY BEAUTIFUL LAUNDRETTE** (Brit., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer, mar, 22 h 15, lun, 20 h.

**SEX, MENSONGES ET VIDEO** (A., v.o.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) mer, 13 h 40, sam, 22 h 15, ven, dim, 14 h, lun, 18 h.

**LES SORCIÈRES D'EASTWICK** (A., v.o.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer, 22 h.

**STALKER** (Sov., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, 19 h.

**SWEET MOVIE** (Fr.-Can., v.f.) : Studio Galois, 15 (43-54-72-71) mer, 18 h.

**TINTIN ET LE LAC AUX NEIGES** (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, 13 h 40, sam, 22 h 15, ven, dim, 14 h, lun, 18 h.

**37-2 LE MATIN** (Fr.) : Studio Galois, 15 (43-54-72-71) mer, sam, dim, 18 h.

**UNE AUTRE FEMME** (A., v.o.) : Reflet Logos I, 5 (43-54-42-34) mer, sam, 12 h.

74-95-40) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**MUSIC BOX** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02).

**MY LEFT FOOT** (Irlandais, v.o.) : Lucantra, 6 (45-44-57-34).

**MYSTERY TRAIN** (A., v.o.) : Utopia Champollion, 5 (43-26-84-65).

**NEUF SEMAINES ET DEMIE** (A., v.o.) : Studio Galois, 15 (43-54-72-71) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-85).

**NIKITA** (Fr.) : Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Gaumont Alesia, 14 (43-20-12-06) ; Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27).

**LES NOCES DE PAPIER** (Can.) : La Pagode, 7 (47-05-12-15).

**NOUVELLE VAGUE** (Fr.-Suis.) : Studio des Ursulines, 5 (43-26-19-09) ; République Cinéma, 11 (45-05-61-33).

**LA NURSE** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; George V, 6 (45-62-41-46) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**L'ORCHIDÉE SAUVAGE** (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; UGC Marignan-Concorde, 6 (45-33-79-38) ; UGC Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01).

**POTINS DE FEMMES** (A., v.o.) : Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

**QUAND HARRY RENCONTRE SALLY** (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 6 (45-59-36-14).

**QUELLE HEURE EST-IL** (It., v.o.) : Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40).

**RETOUR VERS LE FUTUR 3** (A., v.o.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Emmitage, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Normandie, 6 (45-63-18-18) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Kinopanorama, 15 (43-06-50-50) ; v.f. : Rax, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-60-33) ; Les Nation, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-04-67) ; Fauvette, 13 (43-31-60-74) ; Mistral, 14 (45-39-52-43) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathé Wapler, 18 (45-22-46-01) ; La Gambetta, 20 (46-36-10-86).

**LA PLANÈTE SAUVAGE** (Fr.-Tch.) : Grand Pavois, 15 (45-54-48-85) mer, ven, dim, mar, 12 h.

**LA LÉGENDE DU SAINT BUEVE** (Fr.-It., v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer, 19 h.

**LE LOCATAIRE** (Fr.) : Saint-Lambert, 15 (45-32-91-68) mer, dim, 21 h.

**LOLA** (It., v.o.) : République Cin



## AGENDA

## MÉTÉOROLOGIE

La poursuite de la sécheresse

## Serre-Ponçon à marée basse

Après avoir transpiré, la France respire. Les températures ont à nouveau « chuté » le lundi 6 août. Le thermomètre n'est monté qu'à 21° C à Paris, 26° C à Toulouse, 19° C à Brest. Mais il ne pleut toujours pas. Le ciel persiste à être bleu et le soleil à briller en dépit de quelques nuages passagers.

Les problèmes liés à la sécheresse ne peuvent donc que s'aggraver. Près de la moitié

des départements de l'Ouest, du Sud-Ouest et du Centre sont soumis à des restrictions pour l'arrosage des cultures. La « cellule sécheresse » du ministère de l'environnement devait se réunir mercredi 8 août afin de prévoir de nouvelles mesures pour les régions les plus touchées.

A Serre-Ponçon, aux confins des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence, où EDF

a créé il y a trente ans la plus grande retenue artificielle d'Europe, la sécheresse a des effets pervers sur l'économie touristique de la région. Début août, la cote de la retenue est tombée à moins de 763 mètres, soit 17 mètres au-dessous de la cote maximale. Résultat : le site perd de son attrait pour les estivants et les professionnels du tourisme se plaignent d'une baisse de fréquentation de 30 %.

bonnes, celles, d'ordre statistique, relatives à la pluviométrie ne se sont pas vérifiées. La cote de Serre-Ponçon continuant à baisser de l'ordre de 20 centimètres par jour, le pire est encore à venir.

« Dans cette affaire, EDF n'a pas répondu clairement à nos questions et la sécheresse a bon dos », accuse M. Alain Nicolas, premier adjoint (PS) au maire de Saint-Vincent-les-Forts. Certains riverains imputent, au contraire, aux agriculteurs de la moyenne et de la basse Durance « un gâchis monumental de l'eau ». Plus diplomate, le maire (SE) de Savines, M. Léon Silve, ne veut « faire le procès de personne », mais réclame, avec l'ensemble des élus, une renégociation des conventions qui lient l'EDF aux seuls irrigants.

Les solutions, au demeurant, ne paraissent pas évidentes puisque les agriculteurs demandent une augmentation de leur dotation. On a bien évoqué la création d'un bassin à niveau fixe en amont de Savines, mais cela ne réglerait qu'une partie des problèmes. Reste, en définitive, à espérer dans le ciel.

GUY PORTE

## « Un gâchis monumental »

Bien qu'elle n'ait aucune obligation légale de remplir la retenue à une date donnée, EDF s'est toujours efforcée d'atteindre la cote maximale de 780 mètres début juillet (sauf en 1976). « Cette année », explique M. Grès, nous avons, par précaution, décidé d'arrêter les turbinages dès le 6 avril. Mais si les prévisions concernant le stock neigeux étaient

Le vent restera de nord modéré sur l'ensemble du pays. Mistral et tramontane faibliront.

Vendredi 10 août : plus de nuages au nord. De la Bretagne au Nord, aux Ardennes et à l'Alsace, passages nuageux et périodes ensolarées alternant. Toutefois, les nuages prédomineront près des côtes de la Manche. Le vent de secteur nord soufflera modérément sur la Bretagne et le Centre. Sur les autres régions, le soleil brisera largement.

Les températures minimales seront en légère hausse. Les maximales seront stationnaires ou en légère hausse.

Samedi 11 août : passages nuageux au nord, soleil au sud. Au nord de la Loire jusqu'à la Lorraine, le soleil laissera peu à peu la place en cours de journée à des passages nuageux plus abondants. Toutefois, ceux-ci seront présents dès le début de nuit près de la Manche où le vent de nord-ouest soufflera modérément.

Sur le reste de la moitié nord, après une journée bien ensolarée, le ciel se voilera en fin d'après-midi.

Plus au sud, le soleil sera toujours largement présent. Sur l'Aquitaine, des nuages élevés feront cependant quelques apparitions.

Les températures minimales varieront peu. Les maximales seront en légère baisse au nord, stationnaires ou en légère hausse au sud.

Dimanche 12 août : le soleil regressera un peu vers le sud. Sur une grande moitié nord-ouest du pays, les passages nuageux seront généralement plus nombreux que la veille. Sur le quart nord-ouest, ils cacheront souvent le ciel, pouvant donner ici ou là quelques gouttes de pluie. Quelques orages pourront éclater dans le Nord-Est.

Sur le quart sud-ouest, soleil et passages nuageux se partageront le ciel. Quelques orages isolés sont possibles en fin de journée.

Le soleil persistera sur les autres régions.

Les températures seront sans grand changement par rapport à la veille.

## CARNET DU Monde

## Naissances

— Vincent de BONNAFOS, est ravi d'annoncer la naissance de son frère

Antoine, Benjamin, à Nantes, le 2 août 1990.

77, rue de Bretagne, 44880 Sautron.

— Evelyn et François DELAUNAY, Marc, Laure et Marie,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Olivier, le 3 août 1990.

107, rue de Reilly, 75012 Paris.

— Mami, Erwan et Jérôme SAMUEL,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Thomas, le 30 juillet 1990, à Paris.

## Décès

— M<sup>me</sup> Maggy Arditi, Gilles, Martine, Carole, Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du décès de

docteur Ivo ARDITI.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 8 août 1990, à 10 h 45, au cimetière de Pantin.

Réunion porte principale.

20, rue Jean-Daudin, 75015 Paris.

— Claude Jolly,

directeur de la bibliothèque de la Sorbonne, et le personnel de la bibliothèque de la Sorbonne,

ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Jeanne ARNAUD, conservateur,

survenu le 3 août 1990.

— Les familles Audinet, Mozet et Bernas,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Claude AUDINET, chirurgien-dentiste,

à Colombiers (Haute-Garonne),

survenu à Collioure (Pyrénées-Orientales), le 20 juillet 1990.

Hélène Audinet, 16 C, rue Charles-Lafitte, 92190 Moudon.

— « La vie m'a été enlevée : C'est ainsi que l'on pleure une tante de Berger. »

Cantique d'Exécias.

Jean-Baptiste BANCAL

est entré dans la mort, les yeux ouverts, dans la nuit du 4 août 1990. Il venait d'avoir vingt-six ans.

De la part de toute sa famille, surtout ses parents, Jacques et Elizabeth,

Ses frères et sœurs, Etienne et Marie-Hélène, Michel, Pierre et Marie-Odile, Louis, Son neveu,

Son neveu, Daniel, Tous ses amis, Surtout Guillaume.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église Saint-Germain du Chesnay, à 10 h 45, le 10 août.

Selon son souhait, Jean-Baptiste sera inhumé à 14 h 15, le même jour, au cimetière du Père-Lachaise, à Paris, et ses cendres seront dispersées dans l'océan, sur la plage de la Bretagne qu'il aimait.

A tous ceux qui l'ont connu et aimé, il est demandé une pensée, une prière.

12, rue Camaron, 75018 Paris.

3, square Copernic, 78150 Le Chesnay.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

André Fontaine (1944-1989) Jacques Fauriol (1989-1989) André Laurens (1989-1989)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet

Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierrat

Rédacteurs en chef : Bruno Frappat, Jacques Amelro, Jean-Marie Colombani, Philippe Herrmann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 16, RUE FALGUIÈRE, 75001 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-25-99

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94882 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécopieur : (1) 40-65-30-10

— M<sup>me</sup> Geneviève Bernas, Ses enfants, Et petits-enfants, Les familles Bernas et Carrea,

ont la douleur de faire part du décès de

Yves BERNATAS, chevalier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1939-1945,

survenu à Neuilly-sur-Seine, le 21 juillet 1990, à l'âge de quatre-vingt-un ans.

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité, le 23 juillet, en l'église de Beaumont-de-Férogord.

4, rue Raoul-Fugon, 92120 Montrouge.

— Mario-Franco, sa fille, Irène, son amie,

ont la douleur de faire part du décès de

Julienne BRIVE, née Dumas,

le 17 février 1904 à Murepoix (Ariège), institutrice,

survenue le 4 août 1990, à Arès (Gironde).

Obsèques à Murepoix (Ariège).

De la part des familles Brive, Dumas, Corradini,

13, rue de la Colombe, 31000 Toulouse.

— Mathieu Astoni, Pierre Chiffon, et ses enfants,

Chloé et Benjamin, Christophe et Delphine Risterucci,

ont la douleur de faire part du décès

accidentel, à Salice (Corse), le 4 août 1990, de

Michèle CARLOTTI, née Astoni,

à l'âge de trente-neuf ans.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Florence Chaveau, Myriam, Claire et Emmanuel Chaveau,

ont la douleur de faire part du décès de

Roger CHAVENEAU,

survenu le 3 août 1990.

La Liturgie Catholique Orthodoxe et l'enterrement ont été célébrés le lundi 6 août, à Aradon.

Le Grésit, 56610 Aradon.

— Nicolas Chibac, son fils,

Et Nathalie Chibac, ont le chagrin de faire part du décès de

Vladimir CHIBACOFF,

survenu le 2 août 1990, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, le lundi 6 août, au cimetière russe de Saint-Georges-des-Bois.

Une messe sera célébrée le vendredi 10 août, à 18 h 30, en la cathédrale Saint-Alexandre-Nevisky, 12, rue Daru, Paris-8.

32, rue Meslay, 75003 Paris.

— M. Jacques Decoop, M. Christophe Balicou, M<sup>me</sup> veuve Jacques Dubois,

Et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Josette DECOOP,

survenue le 5 août 1990.

Les obsèques seront célébrées le jeudi 9 août, à 10 h 30, en l'église Sainte-Odile, 2, avenue Stéphane-Malarmé, Paris-17.

— M. et M<sup>me</sup> Yves Delamorte, ses parents,

M. Jean-François Delamorte, son frère,

M<sup>me</sup> Daphné Delamorte-Pons, sa sœur,

M. Jean-Marie Pons, son beau-frère,

Albane, sa nièce,

Et toute la famille, ont la tristesse de faire part du décès de

Béatrice DELAMORTE,

survenue à Andela, le 1<sup>er</sup> août 1990, à l'âge de trente-cinq ans.

Prix pour elle !

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 3 août 1990, en la chapelle familiale d'Andela.

5, rue Vital, 75116 Paris.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-65-25-94

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques : 87 F

abonnés et abonnés : 77 F

Communications diverses : 90 F

Evolution probable du temps en France entre le mardi 7 août à 0 heure et le dimanche 12 août à 24 heures.

Une perturbation orageuse stagnera sur le Sud-Ouest mercredi et jeudi. Le reste de la France sera alors sous l'influence des hautes pressions venues de l'Atlantique, qui apportera du soleil, mais aussi une relative fraîcheur, qui contrastera avec la canicule du week-end dernier.

Ensuite, les nuages deviendront progressivement plus nombreux sur la moitié nord en fin de semaine, tandis que le soleil se maintiendra sur la moitié sud.

Mercredi : orages sur le Sud-Est, ensolaré mais frais ailleurs.

Sur les Alpes, la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, les nuages seront menaçants et donneront des orages au cours de la journée. Sur la Normandie, la Picardie, le Nord et les Ardennes, soleil et bancs de nuages se partageront le ciel. Partout ailleurs, la journée sera bien ensolarée, avec simplement un peu plus de nuages au nord de la Loire.

Les températures resteront légèrement sous les normales saisonnières : les minimales seront généralement comprises

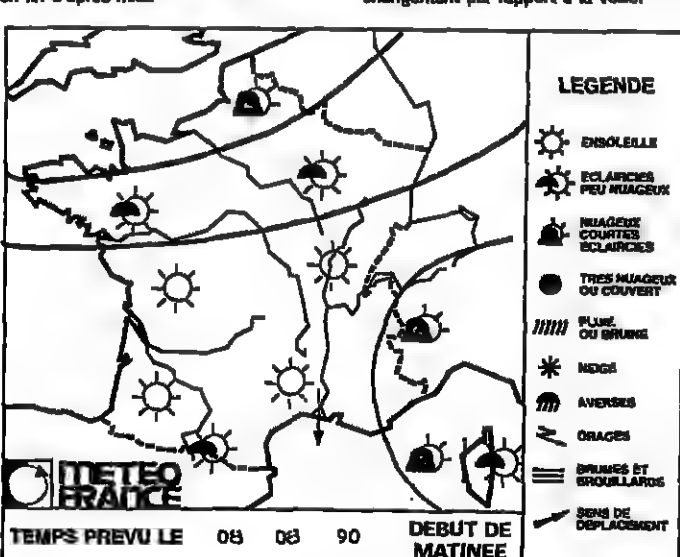
entre 9 et 12 degrés sur la moitié nord et entre 12 et 14 degrés sur la moitié sud ; il n'y aura que sur le pourtour méditerranéen qu'elles resteront voisines de 20 degrés. Les maximales seront voisines de 21 degrés au nord de la Seine, de 23 degrés au nord de la Loire, et entre 24 et 28 degrés au sud ; elles atteindront cependant encore les 28 degrés dans le Sud-Ouest et dans le Midi.

Un vent de nord modéré soufflera sur l'ensemble de la France. Mistral et tramontane souffleront encore, mais moins fort.

Jeudi : peu de changement.

Le temps n'évoluera guère sur notre pays : toujours un risque d'orage sur les Alpes du Sud, la Côte d'Azur et la Corse ; ailleurs, soleil et nuages au nord de la Seine et près de la Manche, soleil radieux partout ailleurs.

Les températures n'évolueront guère non plus : les températures minimales seront inchangées par rapport à la veille, donc toujours plutôt fraîches ; les maximales gagneront 1 à 2 degrés, s'échelonnant entre 21 et 30 degrés du Nord au Sud.

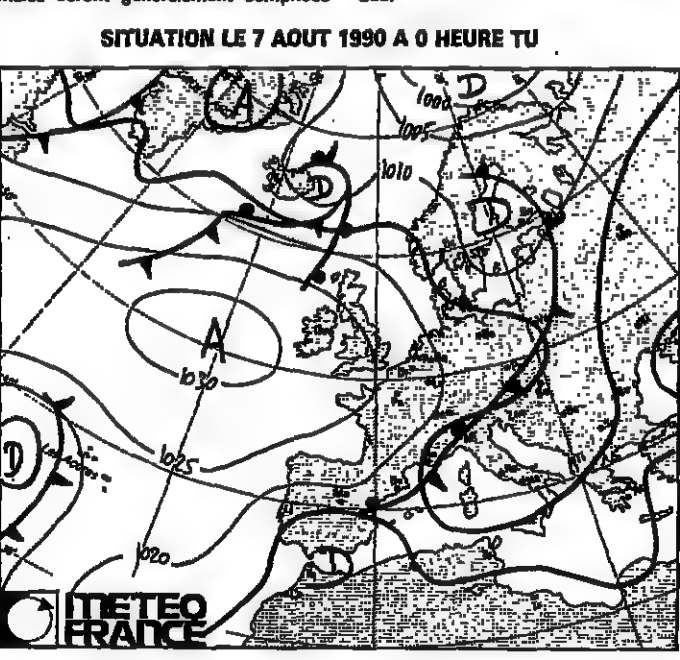


TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 07-8-90

FRANCE	TOURS	LOUISVILLE	LOS ANGELES
ALACCO	29	22	18
BIARRITZ	24	17	16
BORDEAUX	27	15	16
BOULOGNE	26	11	16
BREST	26	11	16
CAN	26	11	16
CHERBOURG	18	13	16
CLERMONT-FERR.	25	12	16
DIJON	26	11	16
GRENOBLE	26	11	16
LILLE	26	11	16
LYONS	26	11	16
MARSEILLE-MER	26	11	16
NANCY	24	11	16
NANTES	26	11	16
NICE	26	11	16
PARIS-MONTS	26	11	16
PAUL	24	11	16
PERIGNAN	24	11	16
RENNES	24	11	16
STRASBOURG	24	11	16
TOULOUSE	29	16	16
POINTE-A-PRE	33	23	16

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé le 07-8-90

FRANCE	TOURS	LOUISVILLE	LOS ANGELES
ALACCO	29	22	18
BIARRITZ	24	17	16
BORDEAUX	27	15	16
BOULOGNE	26	11	16
BREST	26	11	16
CAN	26	11	16
CHERBOURG	18	13	16
CLERMONT-FERR.	25	12	16
DIJON	26	11	16
GRENOBLE	26	11	16
LILLE	26	11	16
LYONS	26	11	16
MARSEILLE-MER	26	11	16
NANCY	24	11	16
NANTES	26	11	16
NICE	26	11	16
PARIS-MONTS	26	11	16
PAUL	24	11	16
PERIGNAN	24	11	16
RENNES	24	11	16
STRASBOURG	24	11	16
TOULOUSE	29	16	16
POINTE-A-PRE	33	23	16

\* TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heures légales moins 2 heures en été ; heures légales moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)







## ECONOMIE

## BILLET

## L'armée des chômeurs

Pendant la crise dans le Golfe, les dégraissages continuent dans l'industrie militaire américaine. General Dynamics, important fournisseur du Pentagone et constructeur du célèbre F16, a annoncé lundi 6 août 2 000 suppressions d'emplois pour les deux prochaines années. Jeudi dernier c'était Pratt and Whitney, dont un gros tiers des moteurs d'avion est acheté par la défense, qui faisait de même pour 4 000 postes, soit près de 10 % de ses effectifs. Et on sait depuis mi-juillet que McDonnell Douglas, premier fournisseur de l'armée américaine, s'apprête à alléger sa masse salariale de 11 %, soit 15 000 emplois « environ » (les chiffres varient de 14 000 à 17 000...). Chaque fois une raison et une seule est invoquée : les coupes dans le budget militaire des Etats-Unis.

Voilà des nouvelles qui vont rassurer les fameux « opérateurs » de Wall Street. Ces derniers jours, dans une ambiance de mini-krach d'où seules les actions pétrolières et de défense surmontaient, les commentateurs à boudoir des derniers titres. Même le cours de la firme Raytheon, qui s'apprête à vendre des missiles à l'Arabie saoudite et à Israël, perdait du terrain lundi, emporté par la vague générale.

Sachant maintenant que les plus grosses entreprises de défense commencent à mettre en œuvre le fameux plan de restructuration que tout le monde attend outre-Atlantique (20 % des emplois du secteur disparaîtront d'ici à 1995), les opérateurs vont pouvoir s'intéresser à nouveau à leurs titres. Les marchands d'armes seront bientôt en mesure de tirer tout le profit possible de la montée des pénalités, contraction du budget américain ou pas... Ce n'est pas tout de vendre des missiles, encore faut-il gagner de l'argent dessus.

Depuis la Californie jusqu'au Connecticut en passant par Saint-Louis, en revanche, ils sont des milliers à se faire du souci pour leur avenir dans ces bastions des fabricants de matériel de guerre. L'armée des chômeurs, qui continue de croître outre-Atlantique, devrait se grossir bientôt de ces déçus du complexe militaro-industriel. Les effectifs des industries d'armement ont ceci d'original par rapport à ceux des armées on peut les réduire même en cas de tension militaire.

D. Py.

## Les marchés boursiers mondiaux fortement ébranlés

Après la nouvelle chute de Wall Street, lundi 6 août (-3,3 %), la Bourse de Tokyo enregistrait mardi, à nouveau, une forte baisse (-3,3 %), retrouvant son plus bas niveau de l'année. Mardi, les marchés boursiers européens, violemment affectés la veille par les conséquences de la crise du Golfe, semblaient se ressaisir. En fin de matinée, à Londres le Footsie gagnait 1,66 % et à Paris le CAC 40 a progressé de 1,06 %. Francfort, Amsterdam, Madrid progressaient, tandis que Milan et Stockholm baissaient très légèrement.

Le danger d'un troisième choc pétrolier a littéralement fait chanceler toutes les places financières internationales en début de semaine. Décalage horaire oblige : les marchés asiatiques ont commencé par donner le ton. Sous l'influence de Tokyo, très ébranlé à cause de sa dépendance vis-à-vis du brut moyen-oriental (-3,1 %), Hongkong, saisi par un début de panique, reculait de

7,4 %. Le score de Singapour était à peine moins mauvais (-6,8 %). Difficile dans ces conditions pour les Bourses européennes de conserver longtemps la parfaite maîtrise de leurs nerfs. En bon ordre, toutes allaient s'engager dans une retraite, assez rapide quand même. En fin de journée, lundi, malgré les divers mouvements de reprise enregistrés, çà et là, les dégâts causés étaient importants, avec des plongements de 6,7 % à Madrid, 15,5 % à Amsterdam, 5,3 % à Francfort, 5,2 % à Stockholm et 5,12 % à Paris.

Seul le marché de Londres, sans doute rassuré par la proximité du pétrole de la mer du Nord, résistait relativement mieux que les autres avec un recul limité à 2,8 %. En

cours de séance, le London Stock Exchange n'avait pas échappé à la règle commune et s'était retrouvé à près de 4 % au-dessous de son niveau du vendredi précédent.

C'est dire avec quelle attention les différents communautés financières attendaient la réaction de Wall Street dans la soirée. Inutile de le préciser : la Bourse new-yorkaise fut terriblement secouée au point que les coupe-circuit, mis en place après le grand krach d'octobre 1987, fonctionnèrent de façon à empêcher un effondrement des cours. Cependant, après avoir nettement décroché en cours de séance en perdant 126,48 points (-4,5 %), l'indice Dow Jones parvenait à réduire l'écart et, à la clôture, n'accusait plus qu'un retard

de 93,31 points (-3,31 %) à 2 716,34.

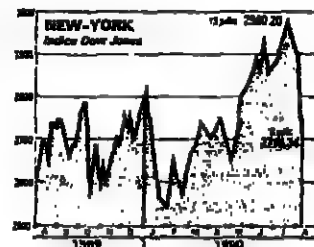
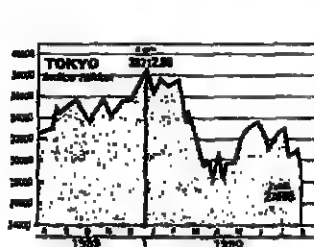
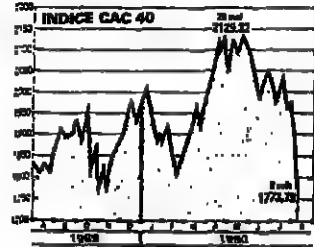
Ce qui n'eut pas le don, pour autant de rassurer Tokyo, qui, quelques heures plus tard dans la nuit de lundi à mardi, remettait un genou en terre (-3,31 %), angoissé cette fois à l'idée que la crise dégénère et contraigne les Etats-Unis à intervenir militairement. A telle enseigne que l'indice Nikkei crevait le plancher des 28 002,07 yens, son plus bas niveau de l'année. Il est vrai que le gouvernement japonais s'apprête, pour la première fois depuis onze ans, à prendre des mesures pour parer à toute pénurie de pétrole.

Singulièrement, et pour autant que cette nouvelle et très grave crise créée au Moyen-Orient par

l'agression irakienne au Koweït provoque de profonds bouleversements dans les circuits financiers, jusqu'à présent, même si les baisses sont parfois sévères, aucune ne s'apprête encore vraiment à un krach. Pour une raison essentielle : nulle part les courants d'affaires n'ont pris l'ampleur qu'ils avaient eue en octobre 1989, lors du précédent séisme boursier. Au Kabuto-cho, les échanges ont tout juste porté sur 400 millions de titres par séance, ce qui est très faible quand on se souvient des grandes journées à la Bourse de Tokyo avec 1,5 à 2 milliards de titres échangés.

A Wall Street, l'activité a porté sur 242,8 millions de titres, un chiffre certes assez important, mais en diminution par rapport à celui du vendredi précédent (292,3 millions) et très éloigné des 416 millions d'actions qui avaient changé de mains le 16 octobre 1989. Le même constat a été fait sur les places européennes, où, si les transactions ont augmenté, leurs montants furent très loin de s'élever aux niveaux atteints il y a presque onze mois.

A. D.



## Les milieux financiers craignent une hausse des taux d'intérêt

La flambée des cours du pétrole déprime les marchés obligataires, et les taux des obligations à long terme se sont tendus sur toutes les places, lundi 6 août. Celui des titres à dix ans de l'Etat français a dépassé la barre des 10 %, à 10,03 % contre 9,50 % il y a une semaine. Devenues progressivement restrictives dans les mois qui suivront le krach boursier d'octobre 1987, les politiques monétaires pourraient se durcir encore, pour compenser les nouvelles anticipations d'inflation. Cela malgré le ralentissement de l'activité aux Etats-Unis.

L'Amérique est-elle en récession ? La question, soulevée par l'hebdomadaire américain *Business Week*, dans son édition du 13 août, revient périodiquement à la une de l'actualité depuis plusieurs années. Cette semaine, la couverture du magazine met une croix dans la case du « oui ». La presse anglosaxonne fourmille d'analyses sur « la » récession américaine, en fait sans cesse redoutée depuis la profonde crise de 1981-1982.

A tort ou à raison, les opérateurs sur les marchés financiers sont maintenant convaincus que les Etats-Unis entrent dans une période de croissance extrêmement lente, voire négative. Que conseillent-ils aux autorités monétaires, en pareil cas ? Diminuer les taux d'intérêt, afin de rendre le crédit moins cher, pour alléger les charges des entreprises et des ménages, dans le but de stimuler la consommation et l'investissement. C'est ce que la Réserve fédérale s'apprête sans doute à faire depuis quelques semaines.

Mais l'envoie des cours du brut, consécutif à l'invasion du Koweït par l'Irak, est venue perturber ces projets. La plupart des analystes

redoutent désormais une poussée d'inflation dans les pays industrialisés. Que faire pour la contrer ? Relever les taux d'intérêt, afin de limiter l'appel au crédit, et contenir la hausse des prix. Ayant à faire face à la fois à un ralentissement de l'activité, à de nouvelles menaces d'inflation et à un risque de catastrophe boursière, les autorités monétaires américaines doi-

vent manier leur politique du crédit le plus prudemment possible. Logiquement, la Réserve fédérale devrait décider de détendre les taux à court terme, afin d'offrir des ressources à meilleur prix, comme elle l'avait fait au lendemain du krach d'octobre 1987. Elle a déjà apporté plusieurs milliards de dollars de liquidités au marché vendredi 3 août et lundi 6 août et pourrait décider prochainement

le sauvetage de leurs caisses d'épargne, sont autant d'obstacles à la baisse des taux. Car les étrangers pourraient se lasser d'acquiescer des titres du Trésor américain, qui n'offrent pas de rémunération suffisamment élevée.

Jusqu'à présent, le président de la Réserve fédérale, M. Alan Greenspan a été loupé pour sa prudence et le *fine tuning* (réglage) de sa politique monétaire, surtout en

comparaison avec son prédécesseur, M. Paul Volcker. Celui-ci n'avait pas hésité, au début des années 80, à provoquer une très forte hausse des taux d'intérêt pour lutter contre l'inflation. M. Greenspan doit faire face aujourd'hui à une situation jugée par certains plus délicate qu'après le krach de 1987, car le potentiel de croissance de l'économie américaine était plus grand qu'il ne l'est aujourd'hui.

## La réunification des deux Etats allemands

En Europe, si la situation n'est heureusement pas aussi compliquée, les perspectives pour les marchés obligataires ne sont pas forcément meilleures. L'activité économique y reste très soutenue. Mais la hausse des prix pétroliers se répercutera mécaniquement sur les indices des prix. Une hausse des taux apparaît d'autant plus probable que face aux immenses besoins de financement pour la modernisation économique de la RDA, la RFA doit offrir aux investisseurs les rendements les plus attractifs possibles, afin de les pousser à acquiescer à ses titres financiers.

En outre, comme on l'a vu en 1989, la Bundesbank préfère réagir trop que pas assez face aux menaces d'inflation (1). Et la plupart des Etats européens n'ont pas les moyens de mener une politique monétaire à contre-courant de celle de leur voisin allemand. « Il apparaît donc à la mi-1990 que le déroulement de l'intégration économique et monétaire RFA-RDA conditionnera sans doute largement l'évolution des taux. Les politiques restrictives ne seront assouplies que lorsque les agents économiques seront assurés de la relative neutralité du processus amorcé en Allemagne », notait récemment la BNP (2).

Un renchérissement du loyer de l'argent sur le continent européen

pourrait agir négativement sur l'équilibre du système monétaire européen. Depuis plusieurs mois, le SME, qui lie entre elles les monnaies des pays de la Communauté, connaît une situation paradoxale, qui n'est pas sans inquiéter les responsables allemands : grâce aux taux d'intérêt très attractifs dont elles sont assorties, la lire italienne et la peseta espagnole se trouvent au plus haut de l'échelle, alors que le mark, traditionnellement jugé « monnaie forte » du SME, se situe en queue.

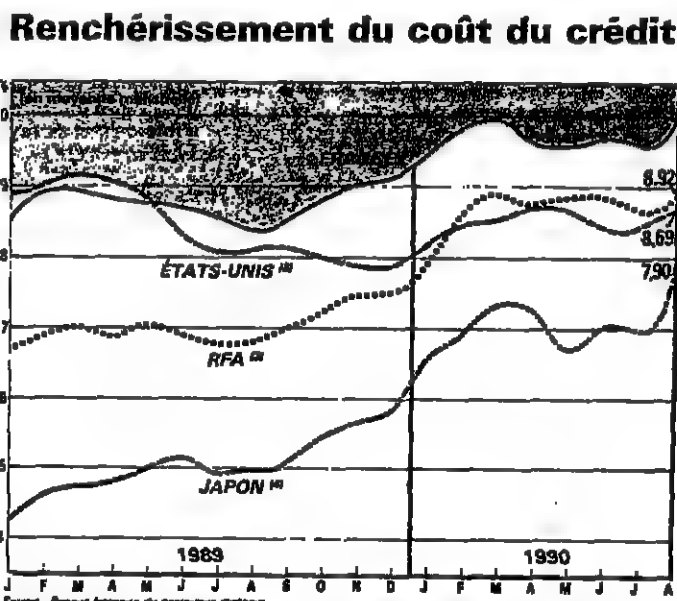
Les dirigeants allemands et français espèrent donc obtenir une diminution des taux d'intérêt dans ces deux pays, afin de rééquilibrer le système. M. Pierre Bérégovoy avait même laissé entendre que leur décision pourrait être stimulée par une légère diminution des taux d'intérêt français, rendue possible par les bons résultats économiques et la solidité du franc. Mais tous ces espoirs sont au moins provisoirement effacés.

Au vu de l'état de santé de l'économie des Etats-Unis, des énormes besoins de financement du Trésor, et du niveau historiquement bas du dollar contre le mark, la baisse des taux d'intérêt à court terme outre-Atlantique paraît difficilement tenable. Compte tenu des vives réactions que suscite en Allemagne tout indice de renchérissement de l'inflation, il est probable que les pays européens seront de nouveau contraints de s'engager sur la voie de la hausse des taux. Cette perspective fait planer une menace plus immédiate : la poursuite de la hausse des taux d'intérêt à long terme va continuer à aviver la tension, déjà grande, sur les marchés boursiers mondiaux.

FRANÇOISE LAZARE

(1) En 1989, la Bundesbank a relevé quatre fois son taux d'escompte, le portant de 3,5 % à 6 %.

(2) *Regards sur les changes*, n° 30, juillet 1990, BNP.



(1) Taux moyen des emprunts d'Etat à long terme.  
(2) Rendement des obligations à court terme du Trésor public sur le marché secondaire.  
(3) Rendement des obligations du gouvernement fédéral sur le marché secondaire.

## REPÈRES

## CONJONCTURE

Faible hausse des commandes en RFA

Les commandes à l'industrie ouest-allemande ont progressé de 0,5 % en juin par rapport à mai, marquant ainsi un net ralentissement (+2,4 % en mai). Celui-ci a été provoqué par le recul des commandes en provenance de l'étranger (-2,2 % en volume), celles émanant de RFA ayant continué de progresser rapidement (+4,7 % en volume). Sur les mois de mai et juin, les commandes ont progressé de 2,1 % en volume et de 3,2 % en valeur par rapport à la période correspondante de 1989. Elles portent surtout sur les biens de consommation.

## FORMATION

486 000 personnes vont bénéficier de crédits de la CEE

486 000 jeunes et chômeurs de longue durée vont bénéficier de l'aide de 6 milliards de francs à la formation que la Commission des Communautés européennes a accordée le 2 août à la France, a précisé, lundi 6 août, le ministère du travail. Ces crédits alloués au titre du Fonds social européen vont, d'une part, financer des programmes d'insertion professionnelle à l'intention de 260 000 jeunes pour un montant de 3,2 milliards de francs, et contribuer, d'autre part, à la lutte contre le chômage de longue durée au bénéfice de 226 000 personnes et pour un montant de 2,8 milliards de francs.

## PRODUCTION INDUSTRIELLE

Progression ralentie au premier trimestre

L'indice trimestriel de la production industrielle en France qui vient d'être publié par l'INSEE pour les trois premiers mois de 1990 confirme le ralentissement de l'activité qui s'est produit à partir de la fin de l'été 1989. Selon l'INSEE, l'indice calculé sur la base 100 en 1985 s'est inscrit à 114,7 au premier trimestre contre 114,5 au quatrième trimestre 1989 (+0,2 %) et 112 au premier trimestre 1989. La progression de la seule production manufacturière a donc été de 2,4 % en un an après correction des variations saisonnières. L'équipement industriel continue de croître à un rythme élevé.

## M. Bérégovoy invite les épargnants à conserver leur sang-froid

Dans un communiqué publié dans la soirée de lundi 6 août, M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, chargé de diriger le gouvernement en l'absence de M. Michel Rocard, a invité les opérateurs boursiers et les épargnants à « conserver leur sang-froid », d'autant, précise-t-il, que « les perspectives d'une plus forte croissance en Europe restent ouvertes ». Le premier ministre par intérim insiste sur le fait que « les réserves de pétrole dans le monde sont abondantes et disponibles ».

La Bourse de Paris aurait-elle agi autrement ? Une chose est certaine : la séance du lundi 6 août restera gravée dans les annales comme une des plus

noires de toute l'histoire du Palais, avec une chute moyenne des cours de 5,12 % en moyenne, une des plus fortes enregistrées dans les pays industrialisés d'Occident.

Mais le fait est là : ce très mauvais score a été un moindre mal. Au plus bas de la journée, l'indice CAC 40 avait baissé de 7,11 % pour revenir à 1 736,56, soit à son niveau d'octobre 1989. Très abattue, la Bourse de Paris a néanmoins trouvé la force de se redresser un peu. Plus significative encore d'un certain refus de céder à la panique : les volumes d'affaires relevés sur le marché du RM (réglement mensuel) ont été relativement faibles. Dans un communiqué publié lundi en

fin de journée, la Société des Bourses françaises donne le chiffre exact : 3,3 milliards de francs, en soulignant que la moyenne quotidienne en juillet avait été de 1,9 milliard. Mais l'on doit aussi se souvenir qu'en 1989, revenue au sommet de sa gloire, le marché parisien s'offrait des volumes d'échanges très supérieurs à 4 milliards de francs.

Cela étant, il convient de noter que les coupe-circuit mis en place après le mini-krach d'octobre 1989, à l'image de ceux existant outre-Atlantique, ont fonctionné pour la première fois en vraie grandeur, contribuant à réduire quelque peu l'activité boursière.

A. D.

هكذا من زيل



سكدر من لامل

# ÉCONOMIE

## ment ébranlés

## les taux d'intérêt

### TRANSPORTS

Création de trois cents emplois

## Le siège d'Eurotunnel sera installé à Calais

FILE

Correspondance

La société Eurotunnel vient de décider d'implanter son siège opérationnel à Calais - ou plus exactement dans la zone du tunnel, près de la future gare TGV de Frethun. Cette nouvelle a été d'autant mieux accueillie à Calais qu'elle entraîne la création d'environ trois cents emplois permanents et de qualité.

Calais l'a donc emporté sur Folkestone, mais la structure financière du groupe ainsi que la présidence de la région Nord-Pas-de-Calais, maintenant que l'heure approche de la jonction des deux chantiers sous la Manche - M. Thatcher et M. Mitterrand pourraient s'y retrouver à la fin de cette année, - les « effets induits » immédiats et futurs dont on a tant parlé et dont on espère tant dans le Nord-Pas-de-Calais font l'objet d'une attention toute particulière.

Le siège opérationnel à Calais complètera le système de transports lui-même qui occupe plus de cinq cents hectares et fait appel aux technologies les plus poussées, plus encore que celles mises en œuvre pour le creusement des tunnels. On peut d'ailleurs voir une remarquable maquette animée par cinq mini-ordinateurs aux 1/160 sur le site de Sangatte.

Mais la zone terminale n'accueillera pas seulement les services indispensables à la circulation par le tunnel. Elle va se prolonger d'une zone de développement de quelque trois cents hectares - traitée selon la procédure d'une zone d'aménagement concertée (ZAC) - qui, aux dires de M. André Bénard, coprésident d'Eurotunnel, a « de grandes ambitions marquées du sceau de la qualité et du prestige ».

Pour mieux saisir les intentions d'Eurotunnel, il suffit d'énumérer quelques projets d'équipement dont on envisage l'implantation :

- 1) Une université européenne ouverte. Il s'agit non pas d'une université classique mais d'un pôle de conception, de fabrication, de diffusion, grâce aux techniques les plus sophistiquées d'enseignements multiples, accessibles à tous. On cite l'exemple de l'université de Milton Keynes (Grande-Bretagne) qui, avec ses sept-vingt mille étudiants (presque autant que dans les universités de Paris), a permis à des dizaines de milliers de personnes de toutes conditions, notamment des salariés, d'obtenir des diplômes reconnus. On y voit un atout important pour le Nord-Pas-de-Calais, une réalisation à laquelle les collectivités locales seront associées. Il faut dire que ce projet suscite bien des réserves dans la région, singulièrement dans le monde universitaire.
- 2) Un carrefour du génie européen. Ce projet comporterait une « Cité de l'Europe » qui rassemblerait en un même lieu les processus (inventions ou événements) ayant concouru à la mise en place des liaisons entre pays européens et entre l'Europe et le monde ; une « Cité de la gastronomie européenne » liée à la production et de vente des produits du savoir-faire culinaire européen ; des services d'hébergement, de restauration et de commerce (trente à cinquante mille mètres carrés de commerces,

quatre cents chambres d'hôtels de diverses catégories).

3) Le Centre international des grands projets, fondé sur l'idée de valoriser des réalisations européennes, notamment dans les travaux publics. Ce centre disposerait de lieux de colloques, de halls d'exposition, de salles de congrès et même d'un musée des travaux publics multi-sites (littoral, bassins miniers, etc.).

### L'aide du secteur public

Projets grandioses. M. Bénard, qui se félicite d'ailleurs des bonnes relations et de la coopération efficace d'Eurotunnel avec la région Nord-Pas-de-Calais, et surtout avec la ville de Calais, affirme que le tunnel sera une grande réussite s'il joue pleinement son rôle de développement des régions qu'il relie. « Nous sommes aussi des aménageurs », affirme-t-il.

D'aucuns pensaient sans doute qu'Eurotunnel se cantonnerait à la stricte fonction de transport sur un site bien limité. On ne crée pas ce pôle exceptionnel de rencontres européennes pour n'y aménager que des quais et une gare de passage. Il est vrai qu'il semble logique de tirer le plus grand profit de cette infrastructure unique au monde. C'est ce que veut faire Eurotunnel.

En collaboration avec les collectivités locales sans doute. Mais les collectivités de la région Nord-Pas-de-Calais plaident pour un aménagement plus harmonieux et plus équilibré de tous les grands pôles régionaux de la Sambre au littoral, en passant par cette métropole lilloise qui attend aussi avec impatience son TGV. On risque donc de voir se développer quelques tensions sur ces projets d'Eurotunnel, même s'ils doivent déseclaver ce littoral, ce que l'on prometait depuis des décennies.

Eurotunnel, seul, ne pourra mener à bien toutes ces opérations. Il aura besoin de l'aide du secteur public. C'est pourquoi il conviendrait au plus vite de préciser l'évolution du chantier extérieur au tunnel vis-à-vis de Calais et de la région, vis-à-vis du littoral et vis-à-vis de la région tout entière. Mais les villes et mêmes les deux départements, souvent en concurrence politique, ont-ils actuellement la pleine capacité pour jouer ce grand jeu ? Telle est la question. Il reste que ce site exceptionnel va exister. Il sera l'un des points de convergence les plus forts de l'Europe du Nord-Ouest. Qu'en faire ?

GEORGES SUEUR

### EN BREF

- Le COCOM pressé d'alléger ses contrôles sur la micro-électronique. - Les fabricants américains, asiatiques et européens de semi-conducteurs ont demandé au COCOM d'alléger les contrôles à l'exportation de leurs produits à l'Est. Cette initiative a été lancée par une organisation, baptisée Semi (Semi-conductor Equipment and Materials International), regroupant 1 400 compagnies. Selon elle, le COCOM, qui libéralise les exportations de produits comme les ordinateurs personnels, devrait simultanément desserrer les contrôles sur les circuits intégrés qu'ils contiennent ainsi que sur les équipements et les matières premières nécessaires à leur production.
- Mexicana de Aviacion commande 36 Airbus A 320. - La compagnie Mexicana de Aviacion vient de signer avec Airbus Industrie un contrat pour l'achat de 22 Airbus A 320 et une prise d'option sur quatre autres appareils du même type, à livrer d'ici fin 1991. Le consortium européen. Ce contrat, annoncé en mai et estimé à 1,4 milliard de dollars (environ 7,4 milliards de francs), est le plus important passé par Airbus Industrie au Mexique. La Mexicana de Aviacion est, avec Aeromexico, l'une des deux grandes compagnies mexicaines. Toutes deux ont été

### SOCIAL

Face à la dérive de l'assurance-maladie

## Les mesures ponctuelles ne suffiront plus à contenir les dépenses de santé

Un plan de rigueur pour les dépenses de santé ? La question n'est pas à l'ordre du jour, assurent les experts du gouvernement. Pourtant, si l'on en juge par la dérive actuelle de l'assurance-maladie, on peut raisonnablement se demander si une telle interrogation ne va pas finir par devenir opportune car la médecine douce prescrite par les pouvoirs publics risque de ne pas être à la mesure des déficits qui s'annoncent.

Le diagnostic est là : le solde des opérations courantes de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a été négatif de 2,2 milliards de francs en 1989, et les prévisions officielles tablent sur un déficit de 9,8 milliards cette année et de 12 milliards de francs en 1991.

Certes, si l'on intègre les surplus dégagés par la branche accidents du travail, on aboutit à un excédent de 1,3 milliard en 1989 et, les deux années suivantes, le déficit est ramené à 6,9 milliards en 1990 et à 8,3 milliards en 1991. Bien qu'ils ne représentent que moins de 3 % des dépenses de la CNAMTS (hors accidents du travail), ces déséquilibres vont pourtant peser lourd car ils se cumulent avec ceux - traditionnels - des retraites.

Le besoin de financement global du régime général atteindra 7,6 milliards de francs en 1990 (9 milliards si l'on se base sur la variation du fonds de roulement) et 11 milliards de francs en 1991 (12,5 milliards pour le fonds de roulement). Dans ces conditions, on ne doit pas trop compter sur les effets positifs de la croissance pour espérer un maintien des prélèvements obligatoires à leur niveau actuel.

### La méthode des touches successives

Le dérapage des dépenses de la CNAMTS à plusieurs origines. Dans son rapport du mois de juin, la Commission des comptes de la Sécurité sociale prévoit pour 1990 une forte progression des dépenses d'assurance-maladie hors hospitalisation (+ 8,1 % pour les honoraires, + 8,5 % pour les prescriptions). La facture supplémentaire serait de 11 milliards de francs en 1990 et de 13,7 milliards en 1991. Les dépenses d'hospitalisation seront moins dynamiques (+ 6,3 % puis + 5,5 %) mais elles sont stimulées par les revalorisations accordées aux infirmières en

1989 ainsi qu'aux 630 000 salariés de la fonction publique hospitalière dans le cadre de la réforme de la grille indiciaire des fonctionnaires.

Pour 1990, les charges supplémentaires sont évaluées à 4 milliards de francs. A cela, s'ajoutent certaines décisions telles que le meilleur remboursement de l'optique pour les moins de seize ans (700 millions de francs en année pleine) ou l'amélioration de la prise en charge du traitement de la mucoviscidose (200 millions de francs).

Confronté à cette dérive, les pouvoirs publics ont réagi en procédant par touches successives, dont certaines ont provoqué bien des remous. Récemment, l'industrie pharmaceutique s'en est pris au projet de décret visant à ne rembourser les médicaments que lorsqu'ils sont prescrits dans le strict cadre de leur autorisation de mise sur le marché (AMM).

Selon le ministère de la solidarité, les laboratoires auraient parfois tendance à ne pas respecter les règles du jeu et à encourager les prescriptions hors AMM. La firme Merck Sharp et Dohme-Chibret, qui commercialise le Zocor, un médicament contre l'hypercholestérolémie (un milliard de francs de remboursements par an) visé par cette mesure, n'est pas de cet avis.

Elle affirme avoir mené une active campagne « centrée sur le bon respect des indications » de son médicament et souligne qu'aucun écart de prescription ne lui a été signalé, alors qu'elle s'en était inquiétée dès novembre auprès des pouvoirs publics.

### Pharmaciens et biologistes mécontents

M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, a également suscité l'ire des pharmaciens, dont les marges ont été autoritairement réduites en 1988 avant que, l'année suivante, un compromis n'intervienne en faveur d'un mécanisme de réévaluation dégressif (économie attendue : 300 millions de francs en 1990, 340 millions de francs en 1991). Par ailleurs, l'effet du déremboursement de certaines préparations magistrales sera de 300 millions de francs en année pleine.

Quant aux biologistes, la réforme de leur nomenclature réduira leur chiffre d'affaires d'un milliard de francs dès 1990. En outre, la lenteur des discussions sur la convention médicale a retardé la revalorisation des tarifs des généralistes et spécialistes.

Les pouvoirs publics se félicitent aussi de « tenir » le taux directeur

appliqué aux hôpitaux (5,1 % pour le secteur public, 2,1 % pour le secteur privé en 1990) et d'être parvenus, grâce à une meilleure politique de gestion des achats, à réduire les prix des équipements lourds. Selon le ministère de la solidarité, un appareil à résonance magnétique nucléaire (RMN) qui se négociait 15 millions de francs en 1988 est aujourd'hui facturé entre 7 et 8 millions de francs aux hôpitaux.

D'autres mesures sont évoquées, notamment l'instauration d'un forfait par patient pour les analyses de biologie dans tous les établissements privés ou un calcul plus strict d'un autre forfait concernant les interventions chirurgicales. Certains s'interrogent enfin sur l'opportunité d'introduire des contrats à durée déterminée pour le conventionnement des cliniques par les caisses d'assurance-maladie.

« Depuis deux ans, nous ne sommes pas restés les bras croisés », assurent les conseillers de M. Claude Evvin, ministre de la solidarité, qui soulignent que leurs diverses initiatives ont permis de réaliser quelque 5 milliards de francs d'économies en année pleine, « soit pratiquement autant que les effets mécaniques du plan Séguin » de 1987.

Celui-ci avait permis de réduire les dépenses de plus de 10 milliards au total en limitant le remboursement de certains médicaments. « Pour autant, ajoutent-ils aussitôt, nous ne suivons pas l'exemple, socialement injuste, de l'ancien ministre des affaires sociales » de M. Jacques Chirac.

En fait, les socialistes, qui ont largement amputé le plan d'économies de leur arrivée au pouvoir, gardent surtout en mémoire les fâcheuses conséquences électorales subies par leurs adversaires à la suite des dispositions, introduites non sans un certain courage politique, par M. Philippe Séguin. Deux ans et

deux avant les élections législatives de 1993, un éventuel « plan Evvin » serait d'autant plus malvenu qu'il cadrerait mal avec la « nouvelle étape sociale » réclamée par le Parti socialiste.

Le gouvernement pourra-t-il éviter le recours à des remèdes plus énergiques (limitation des dépenses et/ou hausse des prélèvements) ? Au ministère de la solidarité, on reconnaît qu'un déficit de 9 milliards de francs pour l'assurance-maladie « n'est pas supportable » mais l'on estime que le pari peut quand même être tenu.

« La santé est le seul secteur où le progrès technique n'a pas permis de réaliser des économies. D'ores et déjà, il faut raisonner en termes de gains de productivité », analyse un proche de M. Evvin, qui ne cache pas que l'importance des intérêts économiques en jeu et le dynamisme de l'offre de soins ne faciliteront pas la tâche des pouvoirs publics.

Néanmoins, la récente adoption de dix-sept recommandations destinées à sensibiliser les médecins libéraux à la maîtrise des dépenses (le Monde du 6 juillet) ouvre peut-être une voie nouvelle. En 1990, l'objectif de ces « critères médicalisés » négociés entre la CNAMTS et la Fédération des médecins de France (FMF), signataire de la dernière convention médicale, est de freiner de 3,6 points en 1990 la hausse annuelle des remboursements, qui progressent allégrement au rythme de 10 %.

Les résultats de cette tentative concertée de modération des dépenses de santé permettront d'évaluer les chances du système français d'assurance-maladie de parvenir à une autorégulation qui devient urgente.

JEAN-MICHEL NORMAND

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CGM

La Caisse de gestion mobilière a obtenu, le 3 août 1990, l'agrément du comité des établissements de crédit pour l'achat de la participation de 31 % de Tuffier et associés dans COFREM Finance, elle-même actionnaire à hauteur de 99,9 % de l'agent des marchés interbancaires COFREM S.A. Contrôlant déjà Corbin Colenz, autre agent des marchés interbancaires intervenant sur le marché domestique du franc, le groupe de la Caisse de gestion mobilière va ainsi élargir la gamme de ses interventions de courtier aux opérations de hors-bilan et de change.

Rappelons que la Caisse de gestion mobilière contrôle par ailleurs CGM-Inter-médiation, maison de titres spécialiste en valeurs et Titres, et Roger Kempf S.A., société de Bourse basée à Nancy qui aura compétence nationale à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

### CAISSE DE GESTION MOBILIÈRE

BS

BANCO DE SANTANDER

RÉSULTAT NET

1<sup>er</sup> SEMESTRE : + 21,48 %

Au premier semestre 1990, BANCO SANTANDER a enregistré un résultat net de 35,075 milliards de pesetas (342 millions de dollars), soit une augmentation de 21,48 % sur la même période de l'exercice précédent.

Cette progression, obtenue à une période marquée par un changement important de l'univers bancaire espagnol, est tout à fait satisfaisante, a déclaré M. Emilio BOTIN, président du conseil.

Le groupe SANTANDER, qui a été la première des grandes banques espagnoles à offrir des comptes chèques rémunérés, a dû supporter en conséquence une hausse des coûts financiers de 47,34 % par rapport au premier semestre 1989, qui a pesé sur la marge financière.

Cet effet a été partiellement compensé par un accroissement très important des dépôts, de 686 626 millions de pesetas de septembre 1989 à juin 1990, et une nette progression des « autres revenus courants », et principalement des commissions.

La marge financière est en augmentation de 10,45 % par rapport à l'année précédente, et atteint un total de 94 478 millions de pesetas (921,2 millions de dollars), avant provision pour créances douteuses, et un niveau de 4,02 % du total moyen des actifs, soit une baisse d'un demi-point par rapport à juin 1989.

Le niveau des dépenses d'exploitation reste comparable à celui du premier semestre de l'exercice précédent, en augmentation de 25,71 %, et représente 2,38 % du total moyen des actifs du groupe SANTANDER. Cette hausse correspond à une dépense supplémentaire de personnel et de frais généraux pour faire face à un accroissement de la clientèle et du volume d'affaires.

Le second fait significatif de ce premier semestre a été la très forte augmentation des fonds propres, de 313 102 millions de pesetas à 378 337 millions de pesetas au 30 juin (3,7 milliards de dollars, soit un niveau (14,1 %) largement supérieur au minimum requis (ratio « Cooke » de 8 %).

Le 21 juin dernier, BANCO SANTANDER a annoncé l'émission perpétuelle de titres subordonnés à taux variable de 400 millions de dollars (la plus importante opération d'un établissement financier espagnol à l'étranger), dans le cadre de sa politique de renforcement des fonds propres du groupe.

Le 10 juillet, BANCO SANTANDER a obtenu, pour ses dettes à long terme, une notation Moody's identique à celle attribuée au Royaume d'Espagne lui-même, soit Aa-2.

Le 11 juillet dernier, BANCO SANTANDER et le CRÉDIT LYONNAIS ont annoncé un accord pour l'acquisition par le CRÉDIT LYONNAIS du bloc de contrôle que BANCO SANTANDER détenait dans le BANCO COMMERCIAL ESPANOL.

Pour tout renseignement complémentaire : Société générale, direction des marchés de capitaux actions étrangères, 50, rue Tailbout, 75004 Paris.

### PUBLICATION JUDICIAIRE

Cour d'Appel de Paris - Arrêt du 7 Juin 1990

### LA TOUR D'ARGENT

La 4ème Chambre B de la Cour d'Appel de Paris, par arrêt du 7 Juin 1990 a débordé la Société COMPAGNIE PARISIENNE DE RESTAURATION de son appel et confirmé en toutes ses dispositions le jugement rendu en faveur de la Société LA TOUR D'ARGENT par la 3ème Chambre, 1ère Section du Tribunal de Grande Instance de PARIS le 25 Janvier 1989 en aggravant les condamnations prononcées par les premiers juges. La Cour a motivé sa décision par des considérations dont des extraits sont ci-après transcrits :

- « Considérant que l'entreprise « LA TOUR D'ARGENT » 17 Quai de la Tourneville est dissoute ;
- « que le point à retenir du 13 Juin 1985, Considérant que le 22 Janvier 1990 Justin Solignac a transformé en ;
- « C'est un fonds de commerce de vins à transporter. Considérant que l'usage de la dissimulation LA TOUR ;
- « D'ARGENT sont à titre d'éléments que sur des tonnes, publicités, toutes et sans autres documents constituaient la ;
- « constatation de marque LA TOUR D'ARGENT et CAVES DE LA TOUR D'ARGENT ».

### PAR CES MOTIFS

« Déboutant la Société COMPAGNIE PARISIENNE DE RESTAURATION

en son de celle accordée par le jugement ; porte à 15.000 F l'indemnité par infraction constatée à compter du jour de l'arrêt ;

PARISIENNE DE RESTAURATION à satisfaction de la somme globale de 100.000 F ;

« Confirmant le jugement en toutes ses dispositions ;

« Condamnant la COMPAGNIE PARISIENNE DE RESTAURATION à payer à la Société LA TOUR D'ARGENT une indemnité de 800.000 Francs

« Condamnant la COMPAGNIE PARISIENNE DE RESTAURATION à verser à la Société LA TOUR D'ARGENT la somme de 40.000 F sur le fondement de l'Art 700 du NCPC »



Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.

LE CREDIT AGRICOLE

CONFIRME

SA DYNAMIQUE

DE SUCCES :

PREMIERE BANQUE

EUROPEENNE,

5 700 GUICHETS,

73 000 SALAIRES



LA CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE RECHERCHE POUR SA  
DIRECTION INFORMATIQUE (À SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES)

### UN SPECIALISTE INFOCENTRE

La mise à disposition des données de l'entreprise sur des postes de travail intelligents est actuellement à l'étude et débouchera très prochainement sur un infocentre pilote.

Le spécialiste recherché aura en charge, après avoir participé aux choix des outils, l'organisation de cet infocentre : mise en place, formation et assistance des utilisateurs, suivi du fonctionnement, prévision d'évolution des ressources. Profil souhaité : formation supérieure, expérience de la conduite des projets si possible dans un environnement bancaire. La connaissance de la micro-informatique et d'un SGBD relationnel (DB2, ORACLE, SYBASE...) sera déterminante, celle de l'anglais un atout supplémentaire.

### UN CHEF DE PROJET JUNIOR

Il déterminera les besoins des utilisateurs et proposera des solutions dans le cadre du développement des postes de travail intelligents et des outils associés avancés (SGBD, SIAD, O.O., I.A.). Profil souhaité : formation supérieure ayant une première expérience significative. La connaissance de l'anglais est un atout supplémentaire. Evolution à terme vers des fonctions de chef de projet.

Ces deux postes sont à pourvoir dans un service en pleine expansion, qui, au sein du Département Etudes Informatiques, a une mission résolument tournée vers les utilisateurs.

Merci d'envoyer votre CV, salaire et prétentions, sous la Réf. MAF35.08, à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - Direction des Ressources Humaines - B.P. 48 - 78280 Guyancourt

## THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

Avec 26% du marché, nous sommes le leader mondial de la diffusion de l'image et du son (600 personnes, 600 MF de CA, présent dans 120 pays). Nous concevons et fabriquons des produits professionnels de diffusion d'émission de télévision et de radio FM. Dans le cadre de notre évolution, nous créons le poste de

### RESPONSABLE DE GROUPE DEVELOPPEMENT CIRCUITS IMPRIMES CAO

Paris Ouest 250 KF+

Votre mission : vous êtes responsable de toute la conception des circuits imprimés • vous animez une équipe de 6 projecteurs implantés et vous contrôlez les sous-traitants • vous travaillez sur VAX avec Rascal, Recad • vous gérez vos ressources techniques et humaines pour respecter les budgets et délais définis • vous assurez l'interface entre les responsables études et la direction industrielle.

Nous vous offrons : le cadre d'une entreprise de haute technologie et d'un secteur stratégique pour le groupe • de l'autonomie • des possibilités d'évolution.

Vous avez : au moins 30 ans • une formation Supélec ou d'ingénieur électronique • une première pratique de l'encadrement • une expérience de routage des circuits imprimés hautes fréquences et analogiques • un tempérament de gestionnaire • le souci du résultat • de la rigueur • la volonté de vous investir et de réussir avec nous.

Pour un entretien individuel avec la société le lundi 27/08/90,

adrez-vous ou télécopiez CV, lettre et photo à

EUROMAN - 7 ter rue de la Porte de Buc - 78000 VERSAILLES - Fax : 39 49 51 94 en indiquant la référence 1509 sur la lettre et sur l'enveloppe.



### SPECIALISTE DU RECRUTEMENT GESTIONNAIRE FINANCIER ET FISCAL

Notre cabinet recherche un

### CONSULTANT HF

Vous êtes persuadé que d'ici 5 ans seuls deux types de cabinets existeront sur le marché.

### Nous faisons partie de l'un des deux

Votre notoriété auprès de vos clients et votre réelle connaissance du monde de l'entreprise ne feront que conforter notre éthique professionnelle.

Si cette offre correspond à vos convictions notre assistante MATHILDE ANCEL recevra vos premiers éléments de candidature.



SARL EBC  
19, rue de la Pompe 75016 PARIS

### ORGANISME PARITAIRE DE GESTION DE LA FORMATION (Orléans)

Recherche pour renforcer son équipe en place :

**2 CADRES**

#### PROFIL SOUHAITÉ :

- Motivation et connaissance du public de niveau égal au niveau V.
- Maîtrise des techniques d'entretiens (éventuellement expérience en conseil).
- Connaissance indispensable du monde de la formation, des métiers, de l'entreprise...
- Sens de l'organisation et de la gestion.

Envoyer C.V., photo et prétentions au journal qui transmettra  
Ecrire au Monde Publicité sous n° 8997  
5, rue de Montessuy 75007 Paris

### ORGANISME DE FORMATION

Région orléanaise  
recherche pour renforcer son équipe actuelle

**FORMATEURS**

à temps plein et à temps partiel

- Bureautique : secrétariat, secrétariat commercial.
- Bureautique : comptabilité, gestion.
- Action commerciale, vente.
- Electronique.

Envoyer C.V., photo et prétentions au journal qui transmettra.  
Ecrire au Monde Publicité, sous n° 8998  
5, rue de Montessuy 75007 Paris

## Un INGENIEUR = LOGICIEL

Notre entreprise, située en France, est en pleine expansion dans le domaine des télécommunications. Recherche et Développement composés de 60 personnes recherchent :

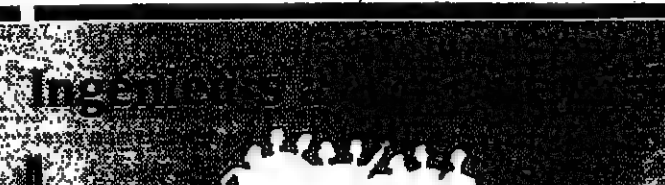
pour participer au sein de l'équipe de développement à la conception de produits R&D. Des possibilités d'évolution vers un poste de Chef de Projet sont offertes pour toute personne ayant fait ses preuves.

Vous êtes âgé de 23 à 28 ans, et possédez éventuellement une première expérience réussie.

Envoyez lettre manuscrite + CV + photo + prétentions à la Direction des Relations Humaines Avenue de Savoie - BP 29 - 74130 BONNEVILLE



LA HAUTE TELEPHONE



Nous vous proposons de rejoindre une de nos importantes filiales (1 600 personnes - 600 Millions de CA) spécialisée en systèmes de voies ferrées. Ingénieurs de formation type ENSAM, INSA, ESTP, HEI etc... votre expérience professionnelle vous a donné une bonne connaissance du terrain, notamment des infrastructures ferroviaires.

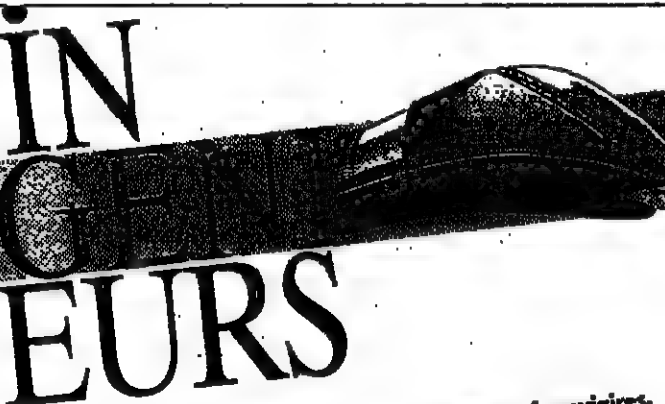
Nous vous proposons de vous intégrer, suivant votre profil dans les services :

- commerciaux
- méthodes et cotations de systèmes de voies
- études et conception de matériels spéciaux
- qualité
- travaux

Postes basés à Cergy Pontoise (accès direct RER ligne A).

Adresser CV + lettre manuscrite, sous référence GFC029, à Spic Batignolles, Françoise Couget, Service Coordination Emploi, Parc St Christophe, 95805 Cergy Pontoise Cedex.

UN ESPRIT D'ENTREPRISES



Vous êtes chefs de projets, informaticiens, électroniciens, spécialistes sécurité (FMS), qualité matériel, qualité logiciel. Nous sommes le Leader mondial en systèmes ferroviaires. Ecrivez-nous : GEC ALSTHOM, DTRF, 33, rue des Bateliers, 93404 SAINT-OUEN Cedex sous référence 6524/HD.

**GECALSTHOM**  
DIVISION TRANSPORT

Un important Etablissement d'Etudes recherche pour participer à des projets ambitieux sur de grands systèmes dans des domaines avancés de Haute Technologie

### INGENIEURS CHARGES D'ETUDES

- Vous analyserez les besoins opérationnels envisagés.
- Vous serez responsable personnellement ou par sous-traitance de leur modélisation dans des langages informatiques de haut niveau et sur des matériels de haut de gamme.
- Vous effectuerez les simulations nécessaires et analyserez les résultats sous forme de rapport de synthèse.

Merci de nous transmettre lettre manuscrite s/réf 8871 à LJA St Lazare 4 r Fog Poissonnière 75010 PARIS

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

5321 من زيجيل



## Venez renforcer notre équipe de gestion de patrimoine et de gestion de portefeuilles sous mandat

Banque de Siège fortement impliquée dans l'ingénierie et la gestion de capitaux pour une clientèle particulière de haut de gamme, nous recherchons des Gestionnaires à forte potentialité commerciale.

D'excellente présentation, vous pouvez faire état d'une expérience confirmée de 5 ans minimum dans un poste similaire.

Vous êtes capable d'analyser l'ensemble des actifs patrimoniaux de vos clients et de conseiller une stratégie personnalisée d'investissement à long terme.

Vous avez une connaissance approfondie des valeurs mobilières et, de manière générale, des produits d'investissement.

Vos connaissances s'étendent à la fiscalité du patrimoine.

Si cette offre vous intéresse, envoyer candidature manuscrite, CV et photo, sous référence 4369 à SOURCES, 108 rue Saint-Honoré, 75001 PARIS.

## Biostatisticien

Formation

statistique.

orientation biologie

humaine...

de la pré-clinique

à la clinique.

Soyez notre Conseil

en Développement

En collaboration avec nos équipes de recherche clinique, rattaché au responsable de département statistique, vous aurez en charge :

- le conseil et la méthodologie des essais pré-cliniques et cliniques, Phase I à IV,
- la responsabilité de l'exploitation et de l'interprétation des résultats de ces expérimentations.

Vous avez une formation statistique : ISUP, ENSAE option biostatistique, DEA de statistique ou biomathématique, DESTAUP avec une orientation en biologie humaine.

Une première expérience de la fonction ainsi que la connaissance du logiciel SAS seraient appréciées.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous référence 2676 à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75049 Paris Cedex 17, qui transmettra.

## ORGANISATION HUMANAIRE IMPORTANTE ORIENTÉE VERS LE SOUTIEN AU DÉVELOPPEMENT recrute son

### DIRECTEUR DE PROJETS ET DE PROGRAMMES

Mission et objectifs :

Sous la responsabilité du Secrétaire Général, il dirige le département « Projets et Programmes » avec délégation sur les objectifs, la gestion des ressources humaines (une vingtaine de personnes) et le budget (plus de 80 MF).

En concertation avec le Secrétaire Général, il assure la mise en œuvre et le suivi des projets et programmes de développement décidés par les instances de l'association.

Profil attendu :

- niveau de culture générale et technique : bac + 4 ;
- expérience direction (plusieurs années) d'une unité de travail ;
- décideur, gestionnaire, animateur d'équipe, en lien avec les objectifs et le budget ;
- animateur et gestionnaire d'un réseau de partenaires, d'acteurs de développement dans le tiers-monde ;
- connaissance et/ou expérience du travail de développement en France et dans le tiers-monde ;
- bonne pratique de l'anglais et d'une autre langue (espagnol ou portugais) ;
- des connaissances en informatique seraient un plus.

Intérêt du poste :

Relever le défi du changement, innover dans un contexte de relations internationales et sur des finalités très enrichissantes. La rémunération est en relation avec l'environnement associatif, mais n'est pas inférieure à 200 KF.

Merci d'adresser C.V., photo, lettre manuscrite sous n° 8000 Le Monde Publiée - 5, rue de Montessuy - 75007 Paris.

Le Service de Presse de l'Union des Arts Décoratifs recherche une stagiaire pour les mois d'août, septembre. Tél. : 42-51-26-08.

LPO recrute

Resp. affaires intern.

Anglais lu, écrit, parlé. Rédact. rapports. Carnets. oratoires. Indes. Fonction : actions internet. future Europe. Lettre : C.V. à LPO BP 262, 17305 Rochefort Cedex

OFFICE D'ÉDUCATION AMBASSADE D'ESPAGNE

Recrute

2 PROFESSEURS et 1 INSTITUTEUR

Adresseur C.V. à : 63, rue Pierre-Charron, 75008 PARIS.

Groupe de Presse Quartier Saint-Lazare RECHERCHE un REDACTEUR

Formation minimum niveau 2/7 de chimie ou de génie chimique. Bac + 3.

Appréhension et maîtrise de la rédaction. Anglais lu, écrit, parlé de bon niveau. Connaissance d'allemand souhaitées. Expérience industrielle appréciée.

Envoyer C.V. à : Michel BERNARD, SETE 5, rue Jules-Lafayette, 75008 PARIS.

## DEMANDES D'EMPLOIS

### CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

H. 48 ans. RESPONSABLE GESTION IMMOBILIÈRE (bureaux, commerces, habitations, entreprises), expérience de 10 ans dans groupe international. RECHERCHE : poste similaire sur Paris. (Section BCO/HIP 1557)

ASSISTANTE DE DIRECTION, 50 ans, formation universitaire, trilingue, secrétaire PDG, environnement international, femme d'action et de relations publiques, sens des responsabilités. OFFRE : collaboration à responsabilité entreprise désirant être secondée. Paris, r. p., déplacements acceptés. (Section BCO/HIP 1558)

LEXICOGRAPHE, ancien secrétaire général d'une des plus grandes maisons d'édition française, directeur publication dictionnaires techniques. RECHERCHE : nouveaux chantiers, salarié ou free-lance, Paris ou province. (Section BCO/DDS 1539)

**ANPE**

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09

Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

Responsable des Ventes

## Construisez vos ventes européennes avec autonomie

Pouvez-vous communiquer les bénéfices commerciaux d'une gamme innovante de produits à un marché sous-développé? Pouvez-vous classer rapidement et par priorité des opportunités commerciales et les exploiter au maximum? Votre défi consistera à organiser la croissance de notre client sur un marché compétitif mais en expansion. Cette tâche repose sur votre capacité à développer un partenariat d'affaires avec les distributeurs et à les motiver pour atteindre des niveaux de réussite inconnus.

Notre client a gagné sa réputation comme innovateur technique. C'est une corporation canadienne dont la filiale européenne est au bord d'une nouvelle expansion et a créé cette nouvelle opportunité pour concentrer ses efforts sur la France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg. Vous serez responsable d'un réseau établi de distributeurs et des clients clefs de cette zone. Un support total technique et de marketing, est disponible.

Vous êtes articulé, positif et persuasif. Essentiellement un professionnel des ventes stratégiques, vous avez peut-être déjà dirigé avec succès des relations avec des distributeurs, ou vous pouvez démontrer votre succès dans la vente de produits techniques. Vos antécédents seraient peut-être dans les systèmes informatiques, graphiques et vidéo. Nous vous demandons de parler couramment le français et l'anglais. Une connaissance raisonnable du néerlandais et du flamand vous serait bénéfique.

Pour attirer les meilleurs candidats le salaire est négociable. Les autres bénéfices comprennent une voiture de fonction et une assistance de relocation dans la région parisienne. Écrivez avec votre Curriculum Vitae complet et en Anglais en indiquant votre salaire actuel, à Richard Taylor et Judith Lang, Aston Zoraster Limited, Westminster House, 58 London Street, Reading, RG1 4SQ, Grande-Bretagne. Téléphone No. 19 44 734 566123. Téléfax No. 19 44 734 596222.

**Aston Zoraster**

INTERNATIONAL SEARCH & SELECTION

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

4<sup>e</sup> arrdt

FACE

ILE ST-LOUIS  
DUPLEX 150 m², parking.  
EMBASSY 45-52-16-40.

COEUR MARAIS, 75 m².

PIED-A-TERRA

VUE EXCEPTIONNELLE

Pré dév. justifié.

EMBASSY 45-52-16-40.

ILE SAINT-LOUIS.

Except. STUDIO parfait dent.

hauteur sous plafond.

Pour les emplacements.

885 000 F. 45-04-54-48.

5<sup>e</sup> arrdt

5<sup>e</sup> EXCEPTIONNEL

Neuf, jme habité, imm. 18<sup>e</sup> s.

Appr. 98 m², 8 950 000 F.

Appr. 118 m², 8 000 000 F.

Hauteur de gamme

45-22-05-80

43-53-55-04 p. 22

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE

8, av. de Messine, 75008 PARIS recherche APPARTS

DE GRANDE CLASSE

VIDES ou MEUBLES,

HOTELS PARTIC. PARIS ou

VILLAS PARIS-OUEST.

Tél. : (1) 45-52-78-55.

RÉSIDENT CITY

URGENT rech. pour dirigeants

étrangers d'importantes groupes

anglo-saxons LUXUEUX

APPARTEMENTS QUARTIERS

RÉSIDENTIELS et

MAISONS OUEST-EST.

Tél. : (1) 45-27-12-19

Région parisienne

Cpte cherché apprt à louer

2 ou 3 pces en région par-

isienne entre 2 000 et

3 000 F cc nus. Libre de

préf. ou 1<sup>er</sup> octobre. Tél. :

45-52-41-49 ap. 18 h 30.

bureaux

Locations

VOTRE SÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS

SARL - RC - RM

Construction de sociétés

commerciales et tous services

Permanentisme téléphonique

43-55-17-50

L'AGENDA

Vacances

Tourisme

Comme, quartier Palm Beach,

chauffage, terrasse, amén-

agement, 2 pces, gd

confort, climatisation, s. de

la, cuisine, gde terrasse,

2<sup>e</sup> étage, ascenseur, proxi-

mité de tous commerces, mer

immédiate, location au mois

8 500 F ou à la semaine

4 200 F. Tél. : 46-27-29-85

de 9 h à 14 h, de 20 h à 22 h.

## AGENDA IMMOBILIER

RARE

COTE D'AZUR

LES DERNIÈRES TERRES A BATIR

- DOMAINE PRIVÉ ET GARDIENNÉ TOUTE L'ANNÉE

CAP BENAT - Face aux îles d'Hyères

3 837 m² SHON 285 m² 1 433 000 F TTC

4 035 m² SHON 404 m² 1 677 000 F TTC

Visite sur rendez-vous - Documentation sur demande

Possibilité de villas clé en main.

POSIDONIA - DÉPARTEMENT-TERRAINS

DOMAINE PRIVÉ DU CAP BENAT - 83230 BORMES-LES-MIMOSAS

Tél. : 94-71-77-55 - Téléfax : 94-54-85-05

ESPAGNE

MARINAS - FRONT DE MER - ARRIERE PAYS

APPARTEMENTS ET VILLAS

DE QUALITE

A LOUER

EN TOUTES SAISONS

Tél. 19 34 72 15 03 84

Informations

ELIPCE FRANCE

4, quai des Etoiles

69321 Lyon cedex 28

Tél. (19) 78 42 10 00

Nom

Adresse

Tél.



## MARCHÉS FINANCIERS

Ouvrant la voie aux investisseurs étrangers

## Les mouvements de concentration se poursuivent dans l'industrie française

La tendance à la concentration des entreprises se poursuit dans l'Hexagone : 801 opérations ont été au total enregistrées en 1989. Les groupes étrangers ont su bénéficier des désengagements opérés par les sociétés françaises : on les rencontre dans une opération sur quatre, les entreprises non communautaires se montrant particulièrement actives avant 1993.

Comme chaque année, la direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes a passé au crible les mouvements de concentration en France afin de connaître leur incidence sur la concurrence. Bien que n'étant pas totalement exhaustif, ce travail permet un regard rétrospectif sur la vague récente de rachats, fusions et autres acquisitions.

Depuis cinq ans, le nombre de concentrations est en augmentation constante : en 1989, 801 opérations ont été relevées, soit 6,7 % de plus que l'année précédente et plus du double qu'en 1983. La grande majorité (66 %) ont été des prises de contrôle, le reste se ventilant à peu près également entre des mises en commun d'activités. Dans trois cas sur quatre, ce sont des opérateurs français qui sont intervenus.

Mais les entreprises non communautaires, craignant sans doute d'éventuelles barrières à l'entrée de l'Europe après le 1<sup>er</sup> janvier 1993, se sont montrées plus actives que les groupes originaires de la CEE (104 contre 89) : parmi ceux-ci, viennent largement en tête les États-Unis (48), suivies par la Suisse (13) et le Japon (8). « Le nombre d'opérations effectuées par des entreprises japonaises semble extrêmement réduit au regard de leurs capacités d'investissement. En réalité, à l'exception de quelques achats de prestige (ex : viticulture, industrie du luxe), les acquisitions japonaises se sont pour l'essentiel limitées au secteur immobilier », note M. Thierry Jallet, le commissaire chargé de l'étude.

## Mondialisation des marchés

Selon lui, les entreprises françaises confrontées à une mondialisation de leurs marchés ont cherché avant tout à se renforcer sur leurs métiers principaux, quitte à se désengager d'activités annexes : « A la faveur de ces restructurations, la pénétration des investisseurs étrangers s'est poursuivie, notamment dans le secteur des biens d'équipement ».

Mais, « parallèlement, les principaux groupes nationaux, après s'être recentrés, sont passés à l'offensive » à l'étranger. A l'exception de quelques grandes concentrations – la prise de contrôle de Lambert Frères par Poliet, la reprise de Casagrande par Bonduelle, le rachat de Clause par Rhône-Poulenc – « les principales opérations réalisées par les groupes nationaux ont eu pour cible des entreprises étrangères qui, pour la plupart, n'étaient pas présentes en France ».

Ces mouvements, qui font de la France le premier investisseur en Europe et un des premiers investisseurs mondiaux à l'étranger, n'ont eu aucune incidence sur le marché national et ne sont donc pas susceptibles d'être appréhendés au titre du contrôle des concentrations.

L'an passé, les opérations ont été particulièrement nombreuses, et en

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## DAMART

La société Fontenay-Malvert, filiale de Damart SA et actionnaire à 25 % du groupe Orval, est amenée à prendre le contrôle de ce groupe.

Orval, qui a racheté, sur les quatre dernières années, un certain nombre d'entreprises de confection et de lingerie, réalise un chiffre d'affaires global d'environ 700 millions de francs (H.T.).

Ce groupe occupe de bonnes positions commerciales tant dans la distribution traditionnelle que dans le commerce moderne mais sa croissance rapide et l'insuffisance de ses fonds propres nécessitent une opération de restructuration. Damart s'est engagé à y apporter 100 millions de francs.

hausse, dans les biens d'équipement (une sur cinq). L'auteur de l'analyse y voit deux raisons : la taille modeste des entreprises (80 % ont un chiffre d'affaires inférieur au milliard de francs) entrave leurs capacités financières ; les entreprises adossées à des groupes importants sont victimes du recensement de leur maison mère.

## Désengagement des biens d'équipement

« D'une manière générale, les opérations les plus significatives sont le fait de sociétés étrangères. A noter que les principaux pays investisseurs sont la R.F.A., les États-Unis et le Suède. On assiste donc dans les biens d'équipement à un désengagement des industriels français, tendance déjà observée au cours des années précédentes », relève M. Jallet qui note en particulier que, dans la mécanique, plus d'un quart des entreprises sont aujourd'hui sous contrôle étranger.

De même, il s'attarde sur les mouvements observés dans l'agroalimentaire. Il explique les concentrations opérées dans la viande par une évolution du marché : « La disparition progressive des petits détaillants, qui constituaient auparavant l'essentiel de la clientèle des entreprises du secteur, a considérablement fragilisé ces dernières ». La situation est fort différente dans les produits laitiers, infiniment plus concentrés.

Besnier, Bougrain et Bridel sont à l'origine de la plupart des opérations du secteur (7 sur 11) qui visent à « renforcer la position relative de ces entreprises, sans toutefois remettre en cause le rapport de force entre ces différents groupes ». La vie du secteur des conserves de légumes a été marquée l'an passé par la reprise de Saupiquet par Bonduelle : « Cette opération témoigne de la restructuration en profondeur d'un secteur où ne restent plus que 3 intervenants principaux, alors que 183 conserves se partageaient ce marché en 1983 ».

Reste à savoir si le mouvement de concentration va se poursuivre : « Dans l'ensemble, les grands groupes nationaux ont terminé leur restructuration et, de ce fait, n'ont plus grand-chose à vendre. Par ailleurs, ces sociétés ont mené depuis 1985 une politique active d'acquisition, sans pour autant négliger l'investissement », commente M. Jallet. « Combinaison de ces deux mouvements gonflent les besoins de financement des entreprises et la croissance externe de ces groupes devrait donc marquer le pas ».

Pourtant, de nombreux domaines d'activité restent atomisés. M. Jallet ne conclut pas à une baisse du nombre de concentrations en 1990 : les PME, financièrement vulnérables, risquent de devoir se regrouper, le secteur de la distribution privatisant les alliances, en raison de la flambée des prix de vente des groupes.

Mais il prévoit également des rapprochements dans l'automobile et le poids lourd : « Jusqu'à présent les constructeurs, soucieux de préserver leur identité industrielle et commerciale, se sont bornés à conclure des accords de fournitures (moteurs, boîtes de vitesse, éléments de carrosserie) ». Mais, face au durcissement de la concurrence en Europe et à la menace japonaise, cette stratégie d'accords ponctuels paraît aujourd'hui marquer le pas au profit de regroupements de portée plus générale », remarque M. Jallet, avant de conclure : « La prise de participation croisée de Renault et Volvo, intervenue en février dernier après une première tentative de rapprochement en octobre 1989, constitue la première étape de ce mouvement et apparaît d'ores et déjà comme marquant l'année 1990 ».

FRANÇOISE VAYSSE

Le Crédit foncier de France et la Bayerische Vereinsbank créent une filiale commune – Le Crédit foncier de France (CFF) et la Bayerische Vereinsbank, quatrième banque ouest-allemande, ont fondé une société commune spécialisée dans l'immobilier et son financement, a-t-on appris lundi 6 août. La nouvelle société, qui a pour nom CFF-BV Immobilien GmbH, a son siège à Munich. Le CFF aura une participation de 66 % dans le capital de 1 million de DM de la nouvelle société, et la banque bavaroise 34 %. La société veut se spécialiser dans les transactions immobilières franco-allemandes.

## NEW-YORK, 6 août

## Violente secousse

La crise du Golfe a encore ébranlé lundi Wall Street, qui redonne notamment les conséquences de la flambée des cours du pétrole sur l'économie américaine, actuellement au bord de la récession. En chute de plus de 100 points dans la première heure de transactions, l'indice Dow Jones s'est par la suite stabilisé pour terminer à 2 716,34 en baisse de 93,31 (-3,3 %).

L'activité a été très nourrie, avec 242 millions d'actions échangées à l'issue d'une séance caractérisée par l'extrême nervosité des investisseurs. Les valeurs en baisse (1 521) ont largement dépassé les hausses (259), 248 titres sont restés inchangés. Le coup de frein à la chute de Wall Street est attribué en partie à l'entrée en action des circuits destinés à freiner les transactions effectuées automatiquement sur programme informatique.

La chute de Wall Street reflète surtout la crainte d'une récession aux États-Unis, accompagnée d'une flambée de l'inflation en raison de la forte ascension des cours du brut, soulignant les analystes. Cette crise rend plus délicat un assouplissement de la politique monétaire de la Réserve fédérale (Fed), dont l'objectif est d'éviter une récession tout en gardant l'inflation sous contrôle.

Le marché obligataire a également subi la désaffection des investisseurs, qui se tournent vers les valeurs refuges traditionnelles comme les métaux précieux. Les taux sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, sont montés en flèche, se déplaçant à 9,90 % lundi en fin d'après-midi contre 8,55 % vendredi soir.

VALEURS	Cours du 6 août	Cours du 7 août
Alcoa	87 1/4	83 3/8
AT&T	54 3/8	54 3/8
Bear	63 1/4	60 3/8
Boeing	17 1/8	17 1/8
Chemical Bank	41 3/8	39 3/4
Eastman Kodak	43 1/8	39 3/4
Exxon	40	38 3/8
Ford	20 1/2	19 3/4
General Electric	70 1/2	65 3/8
General Motors	33 1/2	31 3/8
Goodyear	28 3/4	24 1/4
IBM	102 3/4	100 5/8
ITT	58 1/4	55 1/8
Johnson & Johnson	87 1/4	84 1/4
Merck	74	71 1/2
Monsanto	68 3/4	64 1/4
Pfizer	68 1/2	65
Rockwell	130 1/2	119 1/2
Tesoro	68 1/2	65
Union Carbide	130 1/2	119 1/2
US Steel	34 5/8	34 1/2
Weyerhaeuser	34 1/2	32 1/8
Yale	48 1/2	44

## LONDRES, 6 août

## Baisse

Le London Stock Exchange n'a pas échappé à la spirale de baisse mondiale. L'indice Footsie des cent valeurs vedettes a abandonné, lundi, 84,4 points pour s'établir à 2 220,2 points (son plus bas niveau depuis la mi-mai), soit un repli de 2,9 %. La baisse de Londres a néanmoins infléchi les pertes des autres places européennes. Comme ailleurs, l'intensification de la crise au Moyen-Orient, la flambée du dollar et les conséquences inflationnistes d'une flambée du pétrole ont lourdement pesé sur la tendance.

Le marché s'est montré un peu plus actif que ces derniers jours, mais que 588 millions de titres ont été échangés contre 522,8 millions vendredi. La hausse des cours du brut a soutenu les valeurs pétrolières comme BP, Lamsco, Shell, Enterprise Oil qui ont ainsi résisté à la vague de ventes.

Les internationaux comme Glaxo, Reuters, Rothmans ont été les plus sévèrement touchés. Ici, le géant de l'industrie chimique britannique, a enregistré des pertes supérieures à 8 %.

## FAITS ET RÉSULTATS

Mat-Service créé à un groupe d'investisseurs. – La société familiale de distribution de matériel agricole MAT-Service a été cédée à 50,01 % à un groupe d'investisseurs, la société Vienne Actions. Vienne Actions, qui regroupe Profitance, les groupes AGF et AXA, IPO, la compagnie de Probourg et la société financière Voltair, a acquis la majorité de la société auprès des membres du groupe familial de M. Joseph Collinbault, PDG de Mat-Service, au prix de 361,26 F le titre.

Meunier de la Fourmière s'allie au Crédit lyonnais. – La société de Bourse Meunier de la Fourmière, qui avait annoncé il y a dix jours des pertes de près de 10 millions de francs pour le premier semestre 1990, a indiqué lundi 6 août qu'elle transférait la conservation et la gestion de sa clientèle particulière au sein d'une nouvelle société en association avec le Crédit lyonnais. La nouvelle société, « Meunier de la Fourmière Gestion », sera dotée d'un capital de 50 millions de francs, dont 51 % détenus par Altus Finance (ex-Thomson - CSF Finance), filiale du Crédit lyonnais.

La société de Bourse prévoit qu'il s'agit de la première phase d'un plan de restructuration. Meunier de la Fourmière emploie environ cent personnes et n'exclut pas de procéder à des licenciements.

## PARIS, 7 août

## Reprise technique

Après quatre séances consécutives de forte baisse, la Bourse de Paris s'est ressaisie mardi, mais le renversement de tendance n'a pas été immédiat. A l'ouverture matinale le marché était encore lourd (-0,83 %). Toutefois progressivement, il devait remonter son handicap, et même reprendre son avance interrompue une semaine auparavant. Mais le moins que l'on puisse dire, cette reprise a été difficile à mener. Plusieurs fois portée à plus de 1 %, la hausse était ensuite ramenée très en dessous. Finalement un peu plus tard dans l'après-midi, l'indice CAC 40 enregistrait un gain de 1,21 %.

Outre le facteur technique intervenant après le fort repli de ces derniers jours qui selon les spécialistes « ne peut pas aller très loin », les mesures de boycott commercial, financier et militaire prises à l'encontre de l'Irak ont un peu calmé le jeu. Cependant, la flambée des cours du pétrole brut semble pour l'instant écarter tout espoir d'une baisse des taux d'intérêt tant attendu par les milieux boursiers.

Les investisseurs adoptent une attitude mitigée face aux événements du Proche-Orient. Dans l'immédiat, nul n'est prêt à prendre un pari ni sur une possible détente toujours envisageable ni sur une aggravation de la situation. Tout dépendra de la volonté des grandes puissances de régler le problème ou de leur crainte à employer les grands moyens pour faire rentrer les troupes irakiennes à l'intérieur de leurs frontières. Sous les colonnes, nul ne se fait la face : l'incertitude brutale des prix du pétrole constitue une très sérieuse menace pour la croissance économique européenne en attendant que la réaffectation allemande, mais aussi des prévisions de la CEE, dans la récession beaucoup plus rapidement que prévu.

Néanmoins que Paris n'a pas été la seule place à se redresser. Londres et Francfort ont aussi momentanément retrouvé le chemin de la hausse.

## TOKYO, 7 août

## Nouvelle chute

L'aggravation de la tension dans le Golfe, la chute généralisée des marchés financiers mondiaux lundi (voir page 15) et la flambée des cours du brut ont provoqué mardi un nouveau plongeon de la Bourse de Tokyo. Après une chute de 4,6 % en début de séance, l'indice Nikkei a terminé la journée en recul de 3,3 % à 27 653,07 yens, soit en dessous de son cours plancher atteint début avril au plus fort de la crise financière japonaise.

La baisse s'est effectuée sans panique et dans un volume d'affaires très limité (1150 millions d'actions) à la fin de la séance du matin. L'incertitude et l'absence de consensus à l'égard de la poursuite de la guerre au Proche-Orient ont pesé sur la tendance. Les investisseurs japonais, soucieux avant tout des répercussions de l'envolée des cours du pétrole brut sur l'économie de l'archipel, ont manifesté une certaine prudence pour ses approvisionnements pétroliers.

Le marché obligataire a également continué de faiblir, propulsant les taux d'intérêt à long terme (emprunt d'Etat à dix ans) au-dessus de 8 % pour la première fois depuis 1983.

VALEURS	Cours du 6 août	Cours du 7 août
Alcoa	87 1/4	83 3/8
AT&T	54 3/8	54 3/8
Bear	63 1/4	60 3/8
Boeing	17 1/8	17 1/8
Chemical Bank	41 3/8	39 3/4
Eastman Kodak	43 1/8	39 3/4
Exxon	40	38 3/8
Ford	20 1/2	19 3/4
General Electric	70 1/2	65 3/8
General Motors	33 1/2	31 3/8
Goodyear	28 3/4	24 1/4
IBM	102 3/4	100 5/8
ITT	58 1/4	55 1/8
Johnson & Johnson	87 1/4	84 1/4
Merck	74	71 1/2
Monsanto	68 3/4	64 1/4
Pfizer	68 1/2	65
Rockwell	130 1/2	119 1/2
Tesoro	68 1/2	65
Union Carbide	130 1/2	119 1/2
US Steel	34 5/8	34 1/2
Weyerhaeuser	34 1/2	32 1/8
Yale	48 1/2	44

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amat Assoc.	417	409	BO	280	280
Ayrol	105	105	IP&M	131	131
BAC	202	196	Loire	328	328
Banque	175	175	Locat	121 20	121
BICM	840	840	Meca Com	170	165 20
Bonin Ly	380	370	Mécat Média	205	211
Boussy Ly	249	249	Mécat	210	210
Calder	337	3180	Nucleo Chim	1126	1082
CAL-der (CCI)	1150	1106	Orsay Logist	590	595
Calson	805	490	Orsay	595	595
Card	598	579	Orsay	595	595
CEC	250	256	Orsay	595	595
CELEP	270	270	Orsay	595	595
CFP	255	270	Orsay	595	595
Cinéma d'Orgy	883	883	Orsay	595	595
CNIM	1151	1151	Orsay	595	595
Codex	275 50	275	Orsay	595	595
Coleman	270	270	Orsay	595	595
Comptex	1058	1027	Orsay	595	595
Craies	365	358	Orsay	595	595
Dalton	210 50	210	Orsay	595	595
Daphn	675	655	Orsay	595	595
Danachy Wm Co	575	575	Orsay	595	595
Danachy Wm Co	272	267	Orsay	595	595
Devant	1067	1067	Orsay	595	595
Déville	442 80	440	Orsay	595	595
Dolton	170	170	Orsay	595	595
Dynal	280	280	Orsay	595	595
Dynal	14 75	14 30	Orsay	595	595
Euro Propulsion	404	387 80	Orsay	595	595
Finat	158	158	Orsay	595	595
Garner	885	885	Orsay	595	595
GE (Synchro)	435	435 80	Orsay	595	595
Grand-Lux	443	440	Orsay	595	595
Gravograph	238	238	Orsay	595	595
Guichet	1105	1105	Orsay	595	595
ICC	258 50	258	Orsay	595	595
ICM	328	330	Orsay	595	595
Idem	153	150	Orsay	595	595
IMS	1189	1185	Orsay	595	595

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 6 août 1990

Nombre de contrats : 34 700

VALEURS	PRIX	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Boissons	640	12	12	72	72
CCF	380	22	22	19	19
EDF-Agribusiness	728	16,50	16,50	34,50	34,50
Environnement SA-PLC	50	2	4,50	4	4,70
Euro Disneyland SC	100	2,30	18	18	18
Havas	525	7	7	12	12
Lafarge-Coppée	400	38	38	14	14
Michelin	90	4,50	18,50	13	13
Mitsubishi	1 400	1	1	374	374
Paribas	640	2,90	11	90	90
Perrier-Ricard	1 167	11	11	88	88
Peugeot SA	640	26,50	45	31	38,50
Reims-Poulenc CI	400	6	16	52	52
Saint-Gobain	520	6	16	52	52
Source Perrier	1 500	16	16	118	115
Société générale	480	20	40	12	12
Suez Financière	380	10	22	24	14
Thomson-CSF	100	10	13,10	4	4

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 6 août 1990

Nombre de contrats : 103 234

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Décler	100,12	100,26	100,60
Précler	101,56	101,70	101,52

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
102	0,18	0,72
	2,96	2,42

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,2865 F	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar regagnait un peu de terrain mardi 7 août, s'échangeant à 5,2865 F contre 5,2790 F lundi à la cotation officielle. La devise américaine montrait plus d'attachement contre le yen, en raison des fortes incertitudes qui entourent les marchés financiers japonais. Les opérateurs attendaient de nouvelles informations sur la situation dans le Golfe.	Valeurs françaises : 89,90 85,20
FRANCFORT 6 août 7 août	Valeurs étrangères : 92,30 88,50
Dollar (en DM) : 1,5765 1,5761	(SIF, base 100 : 31-12-81)
TOKYO 6 août 7 août	Indice général CAC 516,70 499,17
Dollar (en yen) : 149,50 150,60	(SIF, base 1000 : 31-12-87)
MARCHÉ MONÉTAIRE	Indice CAC 40 1 869,45 1 773,79
(effets privés)	NEW-YORK (indice Dow Jones)
Paris (7 août) : 9 176,9 137,6 %	3 août 6 août
New-York (6 août) : 9 589,34 %	Industrielles : 2 809,65 2 716,34
	LONDRES (indice Financial Times)
	3 août 6 août
	Industrielles : 1 793 1 731,90
	Mines d'or : 158,90 197
	Fonds d'Etat : 79,18 77,98
	TOKYO
	6 août 7 août
	Nikkei Dow Jones : 28 599,53 27 653,07
	Indice général : 2 098,53 2 046,42

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	+ base	+ base	+ base	+ change	+ base	+ change	+ base	+ change
\$ E.-U.	5.2860	5.2900	+ 82	+ 92	+ 169	+ 189	+ 565	+ 615
\$ can.	5.2963	5.6040	+ 172	+ 120	+ 278	+ 230	+ 594	+ 511
Yen (100)	149,50	150,60	+ 77	+ 57	+ 143	+ 96	+ 379	+ 416
DM	1.3511	1.3545	+ 29	+ 54	+ 65	+ 96	+ 130	+ 123
Florin	2.9750	2.9778	+ 31	+ 45	+ 65	+ 85	+ 190	+ 232
100	(6.3059)	(6.3271)	+ 27	+ 133	+ 119	+ 280	+ 732	+ 1012
100	(1.5765)	(1.5761)	+ 35	+ 35	+ 35	+ 70	+ 143	+ 216
000	5.5784	5.5841	+ 70	+ 35	+ 133	+ 70	+ 283	+ 216
000	9.8912	9.9002	- 456	- 411	- 838	- 761	- 1.483	- 2.133



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 7 AOUT

Comptes relevés à 13 h 48

Règlement mensuel

Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Derrière cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Derrière cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Derrière cours	%	Compt.	VALEURS	Cours précéd.	Prémier cours	Derrière cours	%
3670	CALF. S.C.	3785	3800	3810	+ 0.40	1080	VALEURS	Cours	Prémier	Derrière	%	1080	VALEURS	Cours	Prémier	Derrière	%	127	De Beers	124	120	120	- 3.2
1103	R.N.P. T.P.	988	988	985	- 0.40	1103	C.C.T. T.P.	1120	1120	1120	+ 0.75	1103	C.C.T. T.P.	1120	1120	1120	+ 0.75	127	Deutsche Bank	2500	2560	2580	+ 3.7
1122	C.Lyon T.P.	1120	1120	1120	+ 0.75	1122	C.Lyon T.P.	1120	1120	1120	+ 0.75	1122	C.Lyon T.P.	1120	1120	1120	+ 0.75	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	56	59	59	+ 5.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	127	Deutsche Bank	137	137	137	0.0
1220	Remont. T.P.	1821	1821	1810	- 0.61	1220	Remont. T.P.	1821	1821														

**COMPTANT** (sélection)

VALEURS	% du mont.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
<b>Obligations</b>								
Emp.État 8,25/87...	117 80	1 83	Comptex	647	631	Mors.	172	181
Emp.État 8,5/87/88	99 75	0 99	De Industrie	7030	7000	Navigant P&L	273	265
10,00% 79/94	901 76	9 97	Cot Lyón Allevard	580	583	Recof.	370	370
Emp.État 13,25/80	100 15	10 15	Comptex	505	512	Orpèg	380	373
Emp.État 19,68/82	100 01	10 01	Comptex P&L	44	44	Orlé. C&L	245	238
Emp.État 14,94/83	102 15	10 88	Crédit G&L S&L	410	410	Orpèg-Comptex	3370	3370
Emp.État 13,49/83	108 8	8	C U International C&L	656	645	P&Ls Nouveaux	1250	1200
Emp.État 12,26/84	100 10	10 10	Crédit	130	129	P&Ls Microcom	570	560
Emp.État 11,95/85	104 40	10 40	Danley	725	725	Perforcom	205	202
10,25% sem. 85/86	100 10	10 10	Degremont	1801	1820	Parifin C&L	690	646
DAT 10% 5/00/00...	99 80	9 87	Dunlop	2350	2350	Parifin P&L	232	225
CAT 5,9% 12/1/89?	99 98	8 42	Ed. Fagot	2700	2700	Parifin P&L	275	275
CAT 5,9% 1/1/89/86	98 25	8 07	Ed. G&L	1380	1380	Parifin Invest.	468	450
PTI 11,25/85...	103 20	7 04	Drouot A&S	376 30		Parifin R&L	1258	
CAT 10,30% 85/86	100 00	8 05	E&S Saint Vrain Vicé	2785	2853	P&Ls C&L	1112	1112
CST 5% 5/00/00...	99 78	9 98	E&S V&L	8000	8000	P&Ls Comstock	2140	2130
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	E&S	200 80	254 70	P&L	420	391
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Electro-Saint	352	346	Perfin	710	
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	El. Autogaz	170	160	Perfin (P&L)	810	
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	ELM Leblanc	698	671	Publicis	508	
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Earth Breathing	524	534	Recof.	170	172
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Est. Mag. Paris	4080	4005	Rosario	280	282
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Est. (ex. Comex)	2131	2071	Recof.	480	461
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Europ. Stock Ind.	23	36	S.A.C.E.R.	600	580
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Francia	31	31	S.A.F.A.	467	
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	F&L	185 90		S.A.F. Alcan.	470	520
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	F.N.A.C.	309	2015	S&FT	1900	1840
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Forc&L C&L	768	741	S&FT	206 50	201
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Forc&L C&L	913	911	S&FT	620	631
C&S Super 5000F...	100 15	0 98	Forc&L C&L	876	859	S&FT	130 80	

**SICAV** (sélection)

VALEURS	Cours yfr.	Dernier cours	VALEURS	Emission fr. ind.	Rechat net	VALEURS
A.E.G.	1080		A.A. A.	1080 71	1204 35	Frost-Alexander
Albin H. Soc.	...	...	Act. A.	228 08	250 15	Frost-Cap.
Alfred Hamelin	124 50	117	Agropar	777 14	800 00	Frost-Edm.
Alphonse E. Béd.	104 80		Agropar-Com.	811 72	891 72	Frost-Edm.
Algerian Brands	330		Agropar-Ind.	106 14	105 82	Frost-Edm.
Arbel	753	728 0	AGF Actions en CP	1131 87	1104 26	Frost-Edm.
Ateliers Marins	212	185 50	AGF 5000.	895 13	848 91	Frost-Edm.
Banco Popular Ecu.	135		AGF 1000	1010 28	1000 28	Frost-Edm.
Banco Occident	1880		AGF 1000	118 48	118 48	Frost-Edm.
B. Reunies et Ind.	28000		AGF Invest.	118 58	118 69	Frost-Edm.
Car. Pacific	92 10		AGF Interfac.	402 12	399 14	Frost-Edm.
C. F. P.	75	71 0	AGF Océ.	1042 30	1067 61	Frost-Edm.
Commerciaux	905		AGF Océ. Soc.	1078 02	1078 02	Frost-Edm.
De Bess (Soc.)	137		A.G.F. F.M.O.	630 51	610 25	Frost-Edm.
Dow Chemical	255	250	Amfranch	632 12	634 10	Frost-Edm.
Dr. (Soc. Lem.)	600		Arbancas Court.	6004 28	6072 02	Frost-Edm.
Eclair	1300		Assac	1112 53	1123 00	Frost-Edm.
Glo. Holdings Ltd.	77 50		Assac	342 25	354 28	Frost-Edm.
Ginsy (Soc.)	145		Aurost.	123 31	1273 18	Frost-Edm.
Grates and Co (W.R.)	143		Awer Alst.	1585 08	1554 01	Frost-Edm.
GTE Corp.	155		Awer DC.	106 84	103 72	Frost-Edm.
Hercules Inc.	680		Aux Invest.	141 75	135 65	Frost-Edm.
Johnsonburg	1445		Aux Invest.	122 31	118 01	Frost-Edm.
Kubota	29	29 10	Aux Vap.	510 02	505 29	Frost-Edm.
Lafayette	310	310	Aux Vap. P&L	121 81	125 94	Frost-Edm.
Lafayette Bank	39	39	Capitronics	5389 30	5383 12	Frost-Edm.
Nordis	91 00		Capital	5268 12	5268 12	Frost-Edm.
			Capital-Monde	1098 80	1083 16	Frost-Edm.
			Capitol	401 54	391 45	Frost-Edm.
			Capitol-Monde	1722 79	1722 79	Frost-Edm.

## 6/8

RS	Emission Profile Incl.	Rachet net	VALEURS	Emission Profile Incl.	Rachet net
mon.	34 38	34 38	Pleasures J	6120 72	6102
	30 29	34 42	Pleasures Premier	5634 04	5628
117	13022 79	13023 23	Pleasures 2	5751 11	5741
	234 60	231 13	Pleasure Games	55456 58	55459
	555 71	547 90	Pleasure Drive	10639 95	10645
	29 53	28 91	Prf. Econom.	110 48	107
	905 72	883 63	Prise Econom.	24855 52	24955
	31 37	31 15	Prise Econ.	1047 34	1021
	1029 58	1014 07	Prise Econ.	126 10	126
	4628 85	4617 81	Prise Econ.	993 22	994
	1399 64	1170 38	Prise Econ.	159 57	157
	1247 62	1240 62	Prise Econ.	5325 75	5373
	154 98	151 47	Prise Econ.	1123 37	1105
	1072 76	1072 76	Prise Econ.	810 25	828
	1189 56	1162 85	Prise Econ.	283 07	251
	10482 84	10182 28	Prise Econ.	228 88	218
	11986 43	11333 11	Prise Econ.	636 08	599
	541 30	523 73	Prise Econ.	542 19	542
	185 49	182 58	Prise Econ.	1272 26	1274
	250 12	245 42	Prise Econ.	50 16	495
	206 55	197 18	Prise Econ.	770 68	723
	252 89	279 61	Prise Econ.	1481 47	1491
	270 73	258 45	Prise Econ.	12816 79	12834
	220 55	220 55	Prise Econ.	118 88	118
	255 97	245 32	Prise Econ.	702 82	805
	433 57	413 91	Prise Econ.	167 54	1575
	38 74	39 30	S.F.I. et al.	895 54	874
	179 17	174 06	S.F.I. et al.	457 98	457
ent.	351 31	351 34	S.F.I. et al.	1473 68	1412
	5751 67	5740 06	S.F.I. et al.	883 44	874
	1073 55	1073 55	S.F.I. et al.	417 32	405
	5034 50	5037 38	S.F.I. et al.	207 06	202

## Actions

Agache (see file)	1450	1352	Colonel	658		SILPH	452
Applications Hydr.	1476	1480	G.F.C.	468	466	Sail	770 770
Asphalt	1476	851	G.F.I.L.	320	312	Scilla	813
Asst.	314		Gr. Mottin Pans.	1585	1580	Sail	1115 1115
Bates C. Moore	1170	1123	1015 Kates	1015	1015	Salmon	830 830
B. Hyatt Express	360	360	G.T.J. (transport)	558	550	S.O.F.P.M.	850 850
B.H.P. Import.	274	286	Int'l	377	370 370	Salmon	1708 1508
Bridgeway City C.I.	835		Int'l Express	745	740	Sophia-Bell	480 480
Bryden	4000		Int'l Macintosh	850	670	Sophia-Bell	178 178
Bureau Dues	3407		Int'l Macintosh	850	670	Stroph. Antelope	961 921
B.T.P.	97	94 70	Int'l Macintosh	472	480	Soviet	515 515
Cambridge	503	694	Int'l Macintosh (S. Co.)	3180	3100	Stani	721
Canada Express	1005	89	Jager	101	99 100	Star C.P.	364
Can. Products	25 25	23	Janet	635		Star	480 480
C.E.G.F. Friger	477		Janet	1938	1938	Star Express	4810 4810
Canada Express	552	553	Local-Expansion	308	308 50	Tank-Angles	1185 1185
C.C.P.	118	112 30	Local	470	473	Tank	288 288
Canada Ry.	132	138	Local	307	307 10	U.S.	1181 1181
C.I.B.	210	203	Los Verms	460	460	U.S. Express Co.	240 240
C.I.M.	822	822	Los Verms	5070	4980	U.S.A.	2314 2314
C.I.T.R.M. (S.)	2170		Macintosh	1915	1880	U.S.	405 405
Chase	116	522	Macintosh	62 95	56 80	U.S.	1962 1962
Chase	1220		Macintosh	119	119	U.S.	180 178
Chase	381		Macintosh	595		U.S.	1380 1380
			Macintosh			U.S. (S. Co.)	272 80

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS		COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 7/8
	préc.	7/8	achat	vente			
Etats-Unis (1 unit.)	5 279	5 286	5 280	5 630			
France (100 fr.)	335 420	335 320	324	344	Or fin (à la barre)	65000	65700
Allemagne (100 dm.)	18 307	18 317	19 750	18 800	Or fin (en lingot)	65200	68000
Belgique (100 f.)	297 530	297 580			Napoléon (20 fr.)	394	400
Canada (100 \$)	5 582	5 591	4 350	4 850	Piso 10 (1 f.)	388	
Danemark (100 kr.)	87 920	87 920	84 500	92 300	Piso Suisse (20 f.)	430	433
Grèce (100 dr.)	3 120	3 120	3 120	3 120	Piso 20 (1 f.)	377	377
Grèce (100 drachmes)	3 412		4 050	4 050	Piso Latine (20 f.)		
Italie (100 l.)	387 450		382 500	404 500	Souverain	489	48
Japan (100 ¥)	9 120	9 120	84	84	Piso 20 dollars	2250	133
Norvège (100 kr.)	86 460		86 200	82 600	Piso 10 dollars	1220	
Autriche (100 sch.)	47 650		46 200	750	Piso 10 dollars	870	
Espagne (100 p.)	4 251		4 350	4 350	Piso 50 pesetas	2435	253
Portugal (100 \$)	3 798		3 500	4 300	Piso 10 florins	383	39
Canada (1 \$ can.)	4 595		4 595	4 850			

## Marché libre de l'or

## Hors-cote

Equipe Hydro Energie...	315
Bulzone	816
Capibros	225
C.G.H. Copanor	94
C. Océan. Fontaine...	190
Chambourcy (M)	578
Cochery Bourdon	800
Copaynor	800
Euroq. Accem	68 10
Gadecis S.A.	405
Gey Degrange	103
Hedro Regles Zan	210
Hogevorm	257
Lacourse du Monde	361
Martin Imre	240
Nichols	560
Parapio Perrier	378 50
Reynolds H.V.	176 10
St-Gobain-Emballage	383
Suez Miers	3110
S.E.P.R.	1120
Sid.	560
S.E.P.R. act. R.	380
Offices	320 80
Woolster	966

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
**45-55-91-82, poste 4330**

c : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comin



La position des Verts face au Front national

## Des opposants à M. Waechter demandent un « référendum » interne

« Ce n'est pas en brisant des lances contre le Front national que l'on fera baisser les inévitables. » C'est en ces termes que M. Antoine Waechter a résumé, dimanche 5 août, au « Forum » de Radio-Monte-Carlo et de Libération, l'attitude des Verts vis-à-vis du parti de M. Jean-Marie Le Pen. Le chef de file des écologistes analyse les succès électoraux de la formation d'extrême droite, non comme une réalité politique durable, mais comme un « signe » plus ou moins passager d'un malaise de la société.

Situant le Front national « à l'opposé des valeurs » des Verts, M. Waechter n'en admet pas moins un débat sur la stratégie à adopter face à M. Le Pen, qui, somme toute, est révélateur de

la capacité des Verts à faire de la politique... en dehors de la forêt rhénane, sera sans doute tranché par un « référendum » d'initiative militante. Cette procédure originale, qui n'a pas d'équivalent dans les autres formations, est destinée à donner la parole à la « base » contre l'hypothétique mainmise de l'appareil, et à engager l'ensemble du mouvement dans une réflexion sur une question assez épineuse pour ne pas faire apparaître spontanément une majorité franche et massive.

Un appel à référendum doit être signé par 10 % des adhérents à jour de cotisation. Ils sont, aujourd'hui, environ cinq mille pour permettre l'organisation de la consultation. Le texte de cet appel est publié dans la Tribune des Verts, publication interne au mouvement.

Début juin, le conseil national interrégional (CNIR), sorte de parlement des Verts, composé théoriquement de cent vingt membres, a voté une motion sur la stratégie du mouvement pour les prochaines élections cantonales. Elaboré par M. Jacques Doucet, responsable des élections au comité exécutif — instance de seize membres élus par le CNIR, — avec les députés régionaux du mouvement, ce texte est essentiellement technique. « Il est procédurier et anecdotique », estime M. Yves Cochet, député européen. Cette motion ne comporte qu'une seule phrase vraiment politique, concernant « l'annonce du maintien au second tour si c'est possible, ou du non-désistement dans le cas contraire ».

Fait sans précédent dans l'histoire du mouvement, M. Gérard Monnier-Besombes, député européen proche de M. Waechter, avait demandé un vote nominal. La motion avait été adoptée par quarante-neuf voix contre seize et cinq abstentions. M. Cochet avait, préalablement, déposé un amendement au texte, tendant à ajouter, à la suite de la phrase citée précédemment : « En cas de danger d'élection d'un membre du Front national, cette dernière clause sera réexaminée ».

Parmi les premiers signataires de l'appel à référendum lancé par M. Cochet et ses amis, figurent sept députés ou codéputés européens (M. Didier Anger, M. Marie-Christine Aulas, M. Yves Cochet, M. René Gaudon, M. Marguerite-Marie Dinguirard, Solange Ferrax, Claire Joanny), le secrétaire général du groupe parlementaire, M. Dominique Vovet, ainsi que M. Alain Lipietz, économiste, et M. Guy Hascot, adjoint au maire de Lille.

Devant cette levée de boucliers, le collège exécutif, apparemment peu sûr de son fait, a décidé d'inscrire un débat sur cette question stratégique à la prochaine réunion du CNIR, début octobre. Malgré ce geste d'apaisement, les signataires maintiennent leur appel à référendum, dont ils veulent faire un enjeu, sinon le seul, des journées d'été des Verts, prévues pour la fin août à Lourdes.

OLIVIER BIFFAUD

Le Front national organisera sa fête annuelle à Bagatelle. — Le Front national a annoncé, mardi 7 août, que sa fête annuelle des « Bleu-blanc-rouge » aura lieu, finalement, les 22 et 23 septembre sur la pelouse du parc parisien de Bagatelle. Le mouvement d'extrême droite déclare avoir reçu l'accord de la mairie de Paris pour utiliser ce site. La direction de l'hippodrome d'Auteuil avait refusé la location de ce terrain (le Monde du 12 juillet) et le Front national indique qu'il avait également essuyé un refus de l'hippodrome de Longchamp.

**OUVERT EN AOUT**  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
COSTUMES MESURE  
2 350 F  
PANTALONS 750 F VESTONS 1 870 F  
3 000 Tissus  
Luxueuses draperies  
anglaises  
Fabrication traditionnelle  
TAILLEURS, JUPES, VESTES  
MANTEAUX ET PARDESSUS  
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES  
**LEGRAND Tailleur**  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

ISRAËL

## L'assassinat de deux jeunes Israéliens à Jérusalem déclenche une vague d'agressions contre les Palestiniens

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

L'assassinat de deux jeunes Israéliens, tués à coups de couteau dans une banlieue nord-est de Jérusalem, a déclenché, dans la soirée du lundi 6 août, une vague d'attaques contre des Palestiniens de plusieurs quartiers mixtes de la ville.

Dès la découverte des corps, dans un lit de rivière asséchée entre la banlieue juive de Ramat et le vieux village arabe de Beit Hanina, des dizaines de manifestants, souvent appuyés par des miliciens du parti d'extrême droite Kach, s'en sont pris à des passants et à des automobilistes palestiniens, à la presse, et même à la police, qui tentait de s'interposer. Aux cris de « mort aux Arabes », les manifestants ont attaqué les voitures à plaque palestinienne de travailleurs qui regagnaient la Cisjordanie aux sorties nord-est et sud-est de la ville. Une bataille rangée à coups de pierres a opposé juifs et Arabes dans le quartier de Gilo ; dans l'ensemble de la ville, une trentaine de Palestiniens ont été blessés et une quinzaine de véhicules endommagés.

La police a dépeché plusieurs centaines d'hommes en renfort, de crainte que les funérailles des deux jeunes gens, mardi après-midi, ne dégénèrent en affrontements dans tous les quartiers mixtes de Jérusalem. Elle se dit convaincue que l'assassinat des jeunes gens — dix-sept et dix-huit ans — a été commis par des Palestiniens pour des motifs « nationalistes ».

## INDONÉSIE : la visite de M. Li Peng Normalisation entre Pékin et Djakarta

Djakarta. — Le premier ministre chinois, M. Li Peng, a entamé, lundi 6 août, à Djakarta, une visite officielle de cinq jours en Indonésie en assurant que la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays, qui sera officialisée mercredi, « contribuera à la paix et à la stabilité de la région asiatique ».

Mardi, le chef de la diplomatie chinoise, M. Qian Qichen, et son homologue indonésien M. Ali Alatas, signeront le document rétablissant officiellement les relations diplomatiques entre les deux pays. Celles-ci avaient été interrompues en 1967 par le général Suharto, deux ans après la tentative de coup d'État communiste derrière laquelle Djakarta a toujours vu la main de Pékin, en dépit des démentis de la Chine.

MM. Li Peng et Qian Qichen devaient dès mardi matin s'entretenir avec le président indonésien Suharto « de questions internationales d'intérêt mutuel », au premier rang desquelles le dossier du Cambodge. Pékin soutient les Khmers rouges contre le gouvernement de Phnom-Penh, la diplomatie indonésienne œuvrant pour sa part, sans grand succès depuis dix ans, à une solution du conflit. — (AFP)

**QUAND ON EST UNIQUE**  
ON A DES DEVOIRS  
À L'ÉGARD DE  
LA MODE, DE LA  
DECORATION... ET  
DE SES CLIENTES !  
Celui de vous offrir les plus  
beaux tissus du monde : nous les  
avons (et nous en sommes fiers).  
L'achèvement d'obtenir un  
rapport qualité/prix exceptionnel :  
nous y réussissons.  
La passion de la qualité et de  
la création : nous les adorons...  
(depuis 30 f. le mètre)  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

CARTES POSTALES

## En attendant Lascaux

Ce matin-là, ils sacrifiaient leur grasse matinée. La veille au soir, à la lueur du réchaud à gaz, penchés sur des cartes d'état-major et un guide vert virant à l'indicateur Chaux, ils avaient établi un minutage digne du Day et mis au point leur stratégie. En attaquant au sud, par Sarlat, on serait à Montignac à 9 heures. Cette année, promis, juré, on arriverait à visiter Lascaux.

Mais l'horloge a ses raisons que les corn flakes ignorent. Une cuillerée pour les mammouths, une cuillerée pour les rennes : ils n'arriveront que peu avant 11 heures devant un guichet pris d'assaut. Il ne restait guère de places pour la journée avant la visite de 18 h 40. Lascaux a beau n'être plus que Lascaux 2, fidèle reproduction, mais reproduction tout de même, on y arrive toujours trop tard. La grotte n'admet que deux mille visiteurs par jour, pas un bébé de plus.

Les candidats cavernicoles se trouveront alors devant un choix déchirant. Se rabattre sur les stalagmites et les stalagmènes, dont la région offre aussi de jolis échantillons, ou tenter leur chance à la grotte de la Font de Gaume, classée seconde au Michelin, juste derrière Lascaux.

Là, ce fut pire encore. Une dame résolument compétissante leur assura qu'ils avaient une chance sérieuse, à condition de se présenter le lendemain à 8 heures. Cette grotte-là ne recevait que trois cent quarante visiteurs par jour, dont la moitié

sur réservation de la veille. La situation devenait critique. Pourtant grottes de grottes, caviés et visites troglodytiques diverses, autant que leurs parents de megrat aux capes, les enfants se transformaient à vue d'œil en inconsolables des gravures rupestres.

Heureusement, on trouve le préhisto-parc. A quelques kilomètres à peine de la grande foule des Eyziens et de Lascaux, le préhisto-parc de Tursac est un havre. C'est le Disneyland de Cro-Magnon. La Préhistoire racontée aux petits enfants. Et sans file d'attente : il arrive même que l'on puisse s'y garer à l'ombre.

Derrière des barrières de bois, les familles Néanderthal et Cro-Magnon, revêtues façon Grévin, vaquent à leurs tâches quotidiennes : pièger le mammouth, le mégacéros ou le rhinocéros laineux, tanner des peaux de vache ou aller dénicher des œufs de ptérodactyle.

Et ils sont si avenants, nos ancêtres ainsi statufiés ! La mamie Néanderthal est si attendrissante qu'on croirait qu'elle va distribuer sur-le-champ des sucres d'orge. Quant à la maman Cro-Magnon, saisie au retour de la cueillette, elle semble si fraîche et naïve qu'il ne lui manque que deux barils de lessive ordinaire pour sembler poser pour une pub.

On ressort ravi. Lascaux, promis, juré, on réessayerait l'année prochaine.

de Tursac (Dordogne)  
DANIEL SCHNEIDERMAN

## Numéro un mondial du marketing téléphonique

## L'américain Matrixx achète les français Phone Marketing et Sycall

Filiale de la société de téléphonie américaine Cincinnati Bell et numéro un mondial du marketing téléphonique, la société Matrixx Marketing devient également première en Europe en achetant pour 220 millions de francs au groupe français Sycall ses deux filiales dans le secteur, Phone Marketing Services et Sycall. Ces deux sociétés, qui réalisent ensemble un chiffre d'affaires supérieur à 200 millions de francs, dont 160 millions environ dans l'Hexagone, sont respectivement les numéro un et trois français du marketing téléphonique.

Le groupe Sycall en avait pris progressivement le contrôle depuis deux ans, en achetant d'abord la moitié, puis la totalité de Phone Marketing en décembre dernier à son fondateur, M. Bernard Caffaro. Sycall avait également acheté,

puis fusionné au sein de Sycall, les sociétés DPV et Téléressources. Avec une dominante en réception d'appel (c'est elle qui gère par exemple les prises de commandes du téléachat de TFI, ou les enquêtes qualité de Renault, et nombre de « numéros verts » destinés aux consommateurs), Sycall dispose d'un centre de 230 téléopérateurs, entièrement informatisé.

Phone Marketing est plus spécialisé en conseil et délégation de personnel téléphonique. Sycall, groupe spécialisé dans le marketing direct, conserve 5 % de la filiale européenne de Matrixx. Sycall souhaitait se reconvertir sur ses métiers de base, la gestion de fichiers et de bases de données, et renforcer ses fonds propres pour financer sa croissance.

M. C. I.

## Les conséquences de la sécheresse

## Les poissons manquent d'air

Les poissons de rivière souffrent de la sécheresse. Dans l'eau rare et surchauffée, ils sont asphyxiés. Le taux d'oxygène contenu dans l'eau détermine, à une virgule près, leur chance de survie. Or, il est au plus bas dans l'ensemble du pays, même si le Nord est naturellement moins défavorisé que le Sud.

Le sort actuel des rivières françaises, qu'elles soient de première catégorie (à salmonides dominants) ou de seconde catégorie (à cyprinidés dominants), est en principe, navigables, inquisite à juste titre : les pêcheurs. D'abord parce que ces écologistes de toujours savent qu'une rivière peut autant souffrir et mourir de la mise en cause de son état naturel que d'un empoisonnement. Ensuite, parce que le temps que réclame la ramasse en situation normale d'un réseau hydrographique peut prendre la vie d'un pêcheur. Enfin, et c'est là la situation difficile que traverse le pays depuis plusieurs années, parce que les rivières, qu'elles soient du Nord ou du Sud, connaissent aujourd'hui les mêmes tourments : abaissement dramatique des débits, donc des niveaux, réchauffement accéléré du milieu, profi-

ration d'algues toxiques, etc. Du nord au sud, voilà donc les chevaliers de la galle contraints d'observer, avec plus d'attention encore que d'ordinaire, la nature et les règles élémentaires de sauvegarde des poissons qu'ils convoitent. Le bon sens exige que le prélèvement des poissons en rivière soit d'autant plus mesuré que l'appât de ses habitants est faible. Autrement dit, le pêcheur doit se garder de provoquer inutilement perches — les plus impétueuses — brochets stupides et autres poissons d'attaque si influençables, tentés de prendre des leurres pour du frêtin.

A l'égard de la souche de base, généralement composée de gardons, de tanches et, plus rarement aujourd'hui, de goujons ou de vérons, l'attitude du pêcheur est commandée par le comportement du poisson lui-même, qui, ayant perdu son appétit, n'est guère enclin à se jeter sur l'appât. De fait, le pauvre pêcheur subit-il comme le poisson les effets de la sécheresse et, voyageur immobile, ne voit plus glisser au fil de l'eau sa plume inanimée.

CLAUDE LAMOTTE  
(Lire également page 14).

## EN BREF

Grève de la faim de l'universitaire Théodore Monod devant le QG de la force de frappe. — M. Théodore Monod, membre de l'Institut, âgé de quatre-vingt-huit ans, a entamé, lundi 6 août, à Taverny (Val-d'Oise), avec une dizaine de militants pacifistes, une grève de la faim de quatre jours pour protester contre les essais nucléaires. À l'occasion de quarante-cinqième anniversaire des bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. M. Solange Fernu, député européen (Verts), s'est jointe aux grévistes de la faim, qui occupent la salle des fêtes de Taverny, près de laquelle est installé le quartier général souterrain de la force stratégique française.

Un archevêque américain démissionne pour raisons de santé. — Mgr Eugene Marino, archevêque d'Atlanta (Géorgie), l'un des premiers évêques noirs des États-Unis, a dû démissionner fin juillet, à la suite d'une enquête de deux mois menée par les autorités ecclésiastiques sur ses relations avec M. Vicky Long, âgée de vingt-sept ans, permanente laïque de son diocèse. Il avait d'abord invoqué des raisons de santé pour expliquer son départ. Mais le résultat de cette enquête publié dimanche 5 août par Mgr James Lyons, qui assure l'intérim, fait état d'une « relation intime » depuis 1988 entre l'archevêque et M. Long. En 1983 déjà, celle-ci avait accusé un prêtre d'être le père de sa fille de quatre ans. Cette fois, elle a décidé de poursuivre l'archevêque en justice, réclamant une indemnité dont le montant n'est pas connu.

Enlèvement d'Echiroles : viol et asphyxie. — Rachid Bouzian, le garçon algérien de huit ans disparu vendredi 3 août à Echiroles (Isère) et dont le corps a été retrouvé dimanche matin (le Monde du 7 août) dans un garage de cette banlieue de Grenoble, a été violé et asphyxié. L'autopsie n'a pas pu révéler si l'enfant a été étranglé ou étouffé. La police recherche un jeune homme blond, aperçu près du domicile du petit Rachid pendant plusieurs jours et disparu depuis le rap.

## DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

هذا من الجمل